



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE
LE SOLEIL

QUÉBEC, LE SAMEDI 14 OCTOBRE 1995

Motoneiges : la contestation risque de s'étendre



Ce qui n'était qu'un petit chemin longeant une rivière est devenu un très large sentier après « l'intervention » de personnes que la Ville de Charlesbourg affirme être des motoneigistes du club de l'Arrière-pays. Le représentant de la ville, Richard Sévigny, qu'on voit sur la photo, rappelle que d'importants travaux ont dû être effectués pour remettre le site en état. Pendant ce temps, le mouvement de contestation amorcé par des clubs de motoneige de la région menace de s'étendre à tout le Québec. Détails en page A 3.

Le camp du NON hésite entre la ligne dure et l'ouverture

MICHEL VASTEL
Le Soleil

■ MONTRÉAL — Colombes et faucons du camp du NON s'affrontent actuellement sur le ton que devrait prendre leur campagne référendaire. Alors que les Québécois et quelques ténors fédéraux comme Paul Martin souhaitent parler d'ouverture et de « changement », l'entourage de Jean Chrétien résiste et prône toujours la ligne dure.

« En ce qui concerne cette campagne référendaire, de confier Paul Martin au cours d'un récent entretien privé, il est très important qu'on indique aux Qué-

Voir CAMP DU NON en A 2 ►

AUTRE TEXTE
Le NON peut avoir divers sens
Page A 34

NÉGOCIATIONS DANS LE SECTEUR COLLÉGIAL

« Soyez têtu », avec Larose

Lorraine Pagé, la présidente de la CEQ, invite le ministre Garon à être tenace

FRANÇOIS POULIOT
Le Soleil

■ QUÉBEC — Dans une situation pour le moins inhabituelle, la présidente de la CEQ, Lorraine Pagé, a demandé hier au ministre de l'Éducation, Jean Garon, de « demeurer têtu », dans la négociation des conventions du réseau collégial qu'il mène notamment avec Gérard Larose, président de la CSN. Constatant que sa conversation avait été entendue par LE SOLEIL, madame Pagé s'est ensuite opposée à sa publication.

L'incident est survenu en fin d'après-midi, au local du comité du OUI de Lévis, quelques minutes avant que la présidente de la centrale ne prenne la

«Soyez têtu, mettez-nous pas dans l'embarras»

parole pour souligner l'entrée en scène des enseignants du comté dans la campagne référendaire.

— Comment ça va avec Gérard?, a-t-elle d'abord demandé à Jean Garon, faisant allusion au déroulement des négociations dans le secteur collégial. Le ministre Garon, a laissé entendre

que ça ne bougeait pas beaucoup.

— Soyez têtus, mettez-nous pas dans l'embarras, a alors déclaré madame Pagé.

Au ministre qui se défendait en disant ne pas être entêté, la présidente

Voir NÉGOS en A 2 ►

DOSSIER SUICIDE

« Je pense qu'il se sentait de trop... »

La mère de François n'y croit pas encore

LISE LACHANCE
Le Soleil

■ CAP-ROUGE — « Votre best friend ». C'est par ces derniers mots que François, 18 ans, a fait ses adieux à ses trois grands amis André, David et Bernard, avant de plonger dans le vide du haut du fameux « trachel » de Cap-Rouge.

C'est presque un testament, en fait, que le jeune homme a écrit à ses copains dans la nuit du 28 au 29 août avant de tirer sa révérence. À André, il donnait sa casquette rouge et noire. À David, il laissait sa montre pour qu'il soit « plus ponctuel ». À Bernard, il offrait le bracelet brésilien confectionné par sa mère, tout en ajoutant: « Pour que tu sois plus beau (joke)! »

Dans la même lettre contenant, de façon touchante, ses dernières volontés, il légua à son ami Patrick ses petits contrats de tonte de gazon et d'entretien des piscines du quartier. Un travail de vacances qui lui permettait, en plus de s'occuper des animaux des voisins absents, de gagner un peu d'argent de poche.

François leur écrit, comme il l'a fait à ses parents quelques minutes plus tôt (ou plus tard? comment savoir!) qu'il n'a pas pris sa décision sur un coup de tête mais qu'il y pensait sérieusement depuis plus de trois ans. « Le principe de la vie ne m'est pas réjouissant », avoue-t-il dans

chacune de ses missives. Puis il ajoute: « Perdre sa vie en essayant de la gagner. Ce dicton veut dire pour moi: il y a plus d'efforts à faire que de moments heureux à passer. » Dans les deux cas, il commençait par ces mots: « Je suis désolé de vous laisser ainsi... »

RÉALITÉ VIRTUELLE

« Je n'y crois pas encore! J'ai l'impression d'avoir un casque à réalité virtuelle sur la tête et que, si je l'enlève, le cauchemar n'existera plus », confie sa mère, Lyne Lavoie, au cours d'une entrevue au SOLEIL.

Incrédulité, donc, mais aussi révolte, douleur, culpabilité. Toutes ces émotions se bousculent

Voir FRANÇOIS en A 6 ►

AUTRES TEXTES

De plus en plus jeune A 6

L'aboutissement d'un processus A 6

Têtes de pioche

Daniel Johnson n'a jamais entretenu de très bonnes relations avec la presse. Même en dehors des périodes électorales, les journalistes lui tombent sur les nerfs et l'inverse est aussi vrai. En début de semaine, il a trouvé une « tête de pioche » sur laquelle se défouler.

Tous les politiciens respectent le pouvoir de la presse, mais la plupart ne tiennent pas les journalistes en très haute estime. Il arrive assez fréquemment au premier ministre Parizeau de manifester des signes d'impatience. Si bourru soit-il, il n'est cependant jamais blessant.

M. Johnson a une façon bien particulière de signifier qu'une question lui déplait. Il prend alors un air méprisant, comme s'il s'adressait à un simple d'esprit, qu'il expédie ensuite en quelques secondes, quand il ne l'ignore complètement. Pour être honnête, le recours à l'injure est assez rare.

De temps à autre, il fait un effort pour détendre un peu l'atmosphère. Hier midi, il a invité tous les journalistes qui suivent sa tournée à un déjeuner informel dans un restaurant



Michel David

RÉFÉRENDUM



Voir PIOCHE en A2 ►

LE MONDE



Crise d'octobre

Roland LaBissonnière se souvient du 15 octobre 1970, Sa mission: appliquer la Loi des mesures de guerre dans l'Est.

PAGES A 3 et A 33

LE MONDE



Prix Nobel

C'est le physicien Joseph Rotblat qui a reçu hier le prestigieux prix Nobel de la paix.

PAGE A 28

LA MÉTÉO



Maximum 23, Minimum 12

Ensoleillé et chaud. Demain, nuageux et averses dispersées. Détails page S 16

QUÉBEC, 99c ANNÉE, NO 283
ILES-DE-LA-MADELINE,
MONTRÉAL, OTTAWA 1,75\$ PLUS T.P.S. T.V.Q.
1,50\$ PLUS T.P.S. T.V.Q.

COUPONS HYDRO QUÉBEC
INTERÊT COMPOSÉ
* 780%
Minimum \$ 110 \$
5 ans et 5 mois
Pourrait devenir 12 000 \$
* Sujet à changement et disponibilité.
Taux en date du 12 octobre 1995.
Marcel Croteau 418-617-4658
NESBITT BURNS
Membre du groupe de 100 de la Banque de Montréal



« Je suis déterminée à me battre pour que le trachel cesse d'être comme une arme chargée. Au moins, François ne sera pas mort inutilement », déclare Mme Lyne Lavoie, mère d'un jeune suicidé de 18 ans.

LES RETOURNÉS

CAMP DU NON
Évolution

Suite de la Une

bécos, de façon très claire, qu'un NON représenterait vraiment l'évolution, pas le statu quo. Ça c'est crucial!

Le ministre des Finances doit prononcer deux discours importants la semaine prochaine. Le premier, mardi à Québec, continuera d'attaquer le projet souverainiste sur le thème de «la séparation c'est la stagnation». Le deuxième, jeudi à Montréal, accentuera davantage les perspectives de «changement» et «d'évolution du fédéralisme» après une victoire du NON.

Mais l'un des premiers ministres les plus impliqués dans la stratégie fédérale, Frank McKenna du Nouveau-Brunswick, n'est pas d'accord et dit comprendre l'attitude de Jean Chrétien. «Le premier ministre ne peut pas définir ses offres parce qu'alors les autres auront beau jeu de dire que ce n'est pas assez», a-t-il confié hier au SOLEIL. Pour le moment, les premiers ministres provinciaux qui, comme lui et Mike Harris, sont intervenus dans la campagne référendaire, ont eu recours à la menace et au refus de discuter de partenariat en cas de victoire du OUI.

Cependant, les pressions en faveur d'une ouverture du camp du NON se multiplient en privé, ou même en public comme cette curieuse déclaration de Marc-Yvan Côté, responsable de la campagne du NON dans l'est du Québec. Il trouve son chef, Daniel Johnson, un peu trop timide: «J'ai été un de ceux qui ont été favorables au rapport

Allaire, et je le suis toujours, a-t-il déclaré la semaine dernière. Mais il n'y a pas beaucoup de personnes qui se sont exprimées de cette manière à l'intérieur du PLQ jusqu'à maintenant.»

Les tensions à l'intérieur du camp du NON ne se limitent pas au ton à donner aux deux dernières semaines de la campagne référendaire. Quand les sondages sont bons, les libéraux fédéraux sont prompts à en prendre le crédit. Lorsqu'ils sont moins bons, ils en blâment «les provinciaux».

On ne s'entend pas non plus sur le rôle à faire jouer à certaines vedettes comme les gens d'affaires et les anciens premiers ministres. Dans le premier cas, l'organisation québécoise se dit embarrassée par le ton des propos de Laurent Beaudoin et de Claude Garcia. Celui-ci est d'ailleurs l'objet de pressions pour abandonner la présidence du conseil d'administration de l'UQAM.

Dans le second, le bureau du Conseil privé veut organiser, pour le 24 octobre, une réunion avec tous les anciens premiers ministres du Canada — il y en a cinq. Mais le responsable de la campagne au Québec, Pietro Perrino, est catégorique: «L'événement sera réservé aux anciens premiers ministres québécois, a-t-il confié au SOLEIL, soit Pierre Trudeau et Brian Mulroney, de même que Daniel Johnson et Robert Bourassa», en plus de Monsieur Chrétien bien sûr. Pierre Marc Johnson ne semble pas, pour l'instant, faire partie des plans des fédéralistes!

NÉGOS
Au point mort

Suite de la Une

de la CEQ a répété en souriant: «Vous êtes l'une des personnes les plus têtes que j'ai rencontrées. Si vous ne le restez pas, on va avoir des problèmes.»

Les six cégeps affiliés à la CEQ, sur une cinquantaine, sont les seuls à avoir conclu une entente de principe avec le gouvernement. Cet accord de principe est soumis ces jours-ci aux assemblées générales.

Or, les négociations sont présentement au point mort avec les établissements qui représentent la CSN et la Fédération autonome du collégial (FAC). La semaine dernière, Gérald Larose a même demandé à Jacques Parizeau de rappeler à l'ordre Jean Garon en l'accusant de foutre le bordel dans le réseau collégial québécois.

PRIVÉE OU PUBLIQUE?

La conversation entre Lorraine Pagé et Jean Garon s'est déroulée en avant de la salle, non loin de la table où devaient avoir lieu les allocutions des conférenciers invités. L'auteur de ces lignes l'a interceptée alors qu'il était assis sur la première rangée de chaises mises à la disposition de l'auditoire.

Appelée à commenter sa déclaration à monsieur Garon, au moment où elle devait quitter précipitamment pour un

souper en Beauce, madame Pagé a soutenu que «le ministre pouvait faire les négociations qu'il voulait avec la CSN», que les besoins et les exigences n'étaient pas les mêmes, que les priorités établies par la CEQ étaient différentes.

Elle a ensuite ajouté que sa déclaration touchait d'autres dossiers qui n'avaient pas vraiment à voir avec les négociations du réseau collégial.

Pourtant, quelques instants plus tard, elle demandait au journaliste du SOLEIL de revenir à l'extérieur.

À ce moment, elle allait soutenir qu'il n'avait pas le droit de rapporter sa discussion. «C'était une conversation privée et elle concerne des dossiers qui n'étaient pas discutés sur la place publique.»

«Vous avez un code déontologique à respecter», d'ajouter la présidente de la CEQ.



Lorraine Pagé

Les rêveries de Martin

«Dans ma salle de cours, de grandes fenêtres (et elles s'ouvrent!), d'un côté le fleuve et le Château; de l'autre côté, le Vieux-Québec, les Laurentides... Oh! excusez, je pense que je suis distrait.»

étudiant, 1^{re} collégial

(à suivre)

Le Petit Séminaire de Québec

Sioux

LA CHAUSSURE DE QUALITÉ SUPÉRIEURE
POUR UN CONFORT INÉGALÉ

Aux connaisseurs avisés du confort **Sioux**, **Pouliot** vous offre le meilleur choix à Québec, à partir de 235\$



POULIOT

LA OÙ CHAUSSURES ET SANTÉ VONT DE PAIR
2990, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy 652-0100

LE SOLEIL, GILLES LAFOND

Arguments fracassants La vie est dure pour les sympathisants de la cause souverainiste dans Tashereau. Depuis le début de la campagne. Dans la nuit d'avant-hier, pour une deuxième fois depuis le début de la campagne, des vandales se sont attaqués à la pancarte publicitaire devant les locaux du comité du OUI. La même nuit, vers 1h, le bénévole Bernard Helie a lui aussi eu maille à partir avec les destructeurs. Parce qu'il avait placé une affiche de l'option à l'une de ses fenêtres, toutes ont été bombardées de pierres et ont volé en éclats. Helie n'a pas l'intention de cesser de s'afficher. F.P.

PIOCHE
Un conseil de Robarts

Suite de la Une

de la Grande Allée. C'était d'ailleurs très agréable.

J'admets volontiers qu'il peut devenir agaçant, voire exaspérant d'être traqué continuellement par une meute armée de caméras et de micros, qui n'attendent que de vous voir trébucher et va même vous y aider.

Le problème avec M. Johnson, c'est qu'à moins d'être très insistant, au risque d'être impertinent, il est pratiquement impossible d'en tirer autre chose qu'une cassette préenregistrée, qu'il peut faire rejouer des centaines de fois.

Il est également capable de nier l'évidence avec une telle mauvaise foi qu'il donne carrément l'impression de vous prendre pour un imbécile. C'est ce genre d'attitude qui est à l'origine de l'incident de la «tête de pioche».

Pour la durée de la campagne référendaire, M. Johnson a décidé d'imiter le premier ministre Parizeau, qui n'accorde plus d'entrevues aux quotidiens du Québec depuis des années.

Attablé pendant plus d'une heure avec une demi-douzaine de «têtes de pioche», il est évidemment plus difficile de «flaser» que dans un «scrum» de dix minutes. Qui sait, on risque même de dire quelque chose.

UN CONSEIL

Peu de temps avant le déclenchement de la campagne électorale, l'an dernier, le chef du PLQ avait rappelé le conseil que lui avait donné l'ancien premier ministre de l'Ontario, John Robarts, lors d'une partie de pêche organisée par — eh oui! — Paul Desmarais.

«Il m'avait dit: si tu veux faire passer une idée, il faut que tu répètes, pis que

tu répètes, pis que tu répètes, pis que tu répètes... Quand t'es tanné de le entendre, que t'es pu capable de le dire, là t'es rendu à peu près à moitié chemin».

M. Johnson a suivi son conseil à la lettre au cours de la campagne électorale. Avec des résultats tout à fait remarquables dans les circonstances. Comme on ne change pas une formule gagnante, il a repris cette année exactement là où il avait laissé.

À l'époque, l'essentiel du message était le suivant: un NON à la séparation est un OUI à l'emploi. Cette année, il a simplement inversé la proposition: un OUI à la séparation est un NON à l'emploi.

Chaque fois que je retrouve la caravane de M. Johnson, j'ai l'impression de n'avoir rien manqué, sinon quelques variations sur cet unique thème. On a encore eu droit à un nouveau remâchage hier matin. Encore que l'intervention du fabricant de jeans beauceron Roland Veilleux témoignait d'un certain effort d'originalité.

Pour tuer le temps, les journalistes qui couvrent la tournée de M. Johnson ont pris l'habitude de parier sur le nombre de fois qu'il va répéter le mot «irréversible» dans son discours. Quand je suis arrivé au Château Frontenac, mardi midi, il s'agissait de deviner combien de temps allait s'écouler avant qu'il prononce le nom de Richard Le Hir.

La méthode de M. Johnson est simple, pour ne pas dire simpliste, mais indéniablement efficace. Sauf qu'à le voir taper sur le même clou, jour après jour, on finit par se demander si ce n'est pas l'ensemble des Québécois qu'il prend pour des «têtes de pioche».

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A

La Capitale	3 à 16
Le Québec et le Canada	17 à 27
Le Monde	28 à 30, 36
Dossiers	33 et 34
Opinions	35

CAHIER B

Questions d'argent	1 à 20
Bourses	7 à 9
Carrières et Professions	10 à 13
Décès	18 et 19

CAHIER C

Arts et spectacles	1 à 16
Votre agenda	16
La bonne table	17 à 20

CAHIER D

Partir	1 à 12
Jeux et B.D.	10 et 11

CAHIER E

Habitat/ Déco	1 à 5
Annonces classées	6 à 16

TABLETTE SPORTS

André-A. Bellemare	7
Statistiques	10 à 13

SERVICES

Abonnements	686-3344
Publicité générale	686-3270
Annonces classées	686-3311
Rédaction	686-3394
Carrières et Professions	686-3270
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMedia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hughes-Rand, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.

NUMÉROS CHANCEUX

INTER-PLUS

tirage du 13-10-95	
331179 gagne 250 000\$	
31179 gagne 2500\$	
1179 gagne 250\$	
179 gagne 25\$	
79 gagne 10\$	

MINI-LOTO

tirage du 13-10-95	
236802 gagne 50 000\$	
36802 gagne 5000\$	
6802 gagne 250\$	
802 gagne 25\$	
02 gagne 5\$	

SUPER 7

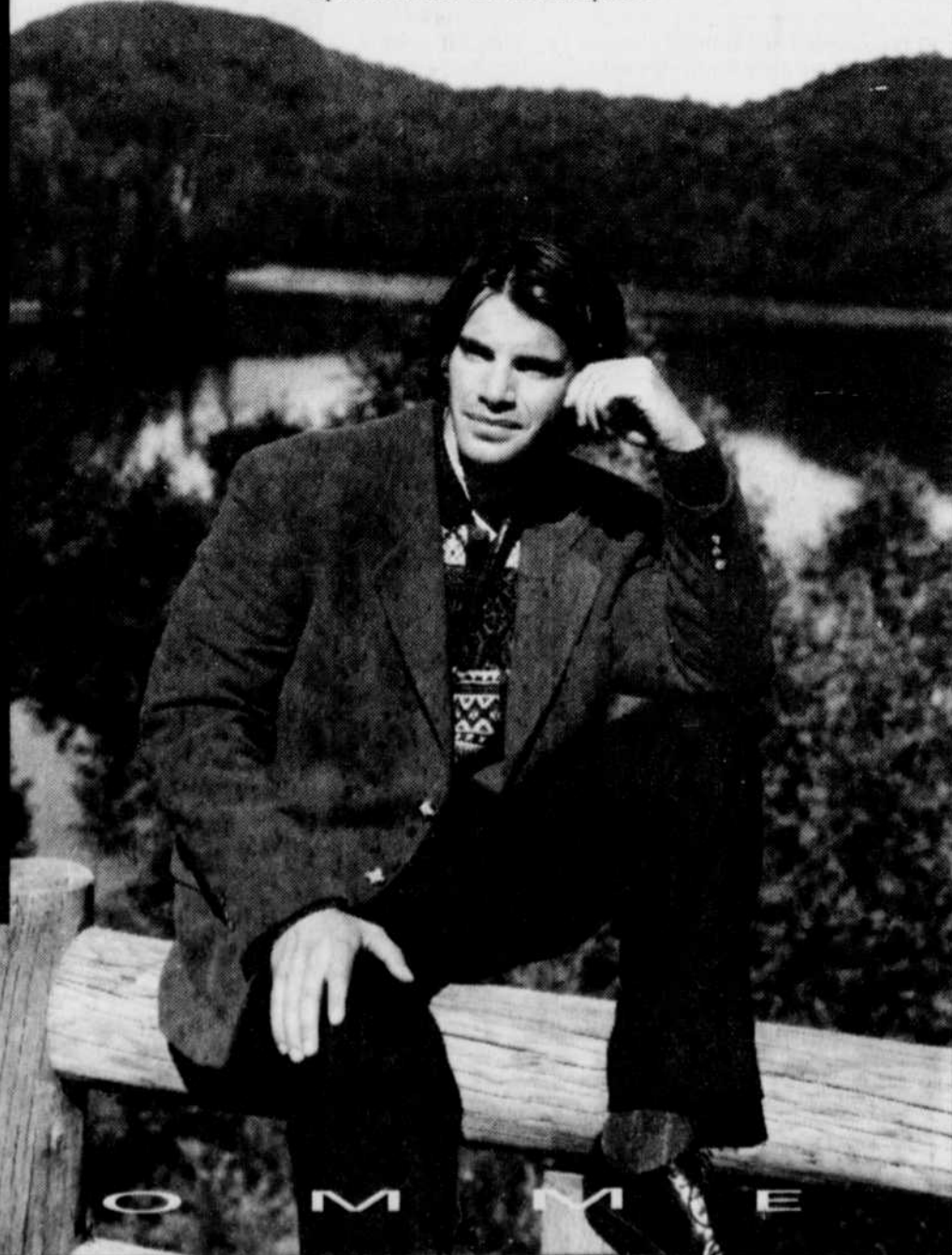
les numéros gagnants seront publiés demain

LA QUOTIDIENNE

tirage du 13-10-95	
1-6-9	
9-6-9-0	
BANCO	
tirage du 13-10-95	
2-5-6-9-13-14-19-23-26-30-40-42-43-44-46-53-55-57-62-65	

ERNEST

Ernest vous suggère pour l'automne des matières novatrices et des couleurs chaudes. Venez façonner votre style et composer votre garde-robe parmi nos collections sportswear et classiques.



Montréal
Québec
Ottawa
Sherbrooke
Chicoutimi
Trois-Rivières

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS



Les policiers ont été abusés par le climat de psychose entourant le FLQ.

CRISE D'OCTOBRE

Les autorités ont créé un mythe

Le FLQ n'était composé que d'environ 35 personnes

JEAN-MARC SALVET
Le Soleil

■ QUÉBEC — Les policiers québécois ont été abusés par le climat de psychose entourant le FLQ et par leurs propres dossiers d'information, lors de la vague d'arrestations qui a suivi la proclamation de la Loi des mesures de guerre le 16 octobre 1970.

Les autorités ont créé un «mythe» sur l'ampleur de la crise «qui a fait que l'opération policière a été ce qu'elle a été», affirme l'ex-commandant de la Sûreté du Québec, Roland LaBissonnière, un personnage effacé mais clé de ces événements dont on souligne cette année le 25^e anniversaire.

Le 15 octobre 1970, M. LaBissonnière était nommé responsable de l'application de la Loi des mesures de guerre dans l'Est du Québec, quelques heures seulement avant qu'Ottawa ne décrète la suspension des libertés civiles. C'est lui qui a confectionné la liste des 94 suspects devant être arrêtés dans les régions de Québec, Chicoutimi et de la Côte-Nord.

L'officier, aujourd'hui à la retraite, affirme n'avoir jamais cru les déclarations alarmistes de Jean Marchand, alors ministre fédéral de l'Expansion économique régionale, à l'effet que le FLQ possédait des milliers d'armes et s'était infiltré dans toutes les sphères de la société.

Personne dans ses services n'a jamais gobé «des âneries pareilles», mais «nous pensions que le mouvement bénéficiait de plus de supports que ce que nous avons découvert par la suite», avoue-t-il.

RESPONSABLE DE LA LISTE

Pour la première fois, cet homme, qui a été catapulté au centre d'événements hors du commun, a accepté de témoigner au SOLEIL de son expérience et de la façon dont «les choses se sont déroulées sur le terrain».

Le mandat que lui avait confié le directeur général de la Sûreté du Québec de l'époque, Maurice Saint-Pierre, était de couper le FLQ de ses contacts dans l'Est, un objectif qui permettait d'inclure un très grand nombre de personnes sur la liste des suspects.

Roland LaBissonnière assure ne pas s'être servi de cette largesse pour «assommer» le mouvement souverainiste. «Si plusieurs s'amusaient à confondre PQ et FLQ, ce n'était pas mon cas», dit-il.

«Mais cela a été extrêmement pénible

de décider qui devait ou ne devait pas faire l'objet de l'application de la Loi des mesures de guerre. Nous sentions qu'il y avait une faiblesse dans les informations dont nous disposions et que nos dossiers pouvaient être biaisés par le langage de certains mouvements d'extrême gauche.»

Roland LaBissonnière, qui était caporal à l'époque, établit l'exactitude de «sa» liste à 75%. Il convient que des personnes ont été arrêtées alors qu'elles n'auraient pas dû l'être. «Mais ça, on l'a su après.»

Il se souvient que le Parti communiste québécois marxiste-léniniste (PC-QML), par exemple, prétendait être «le leader de la révolution nationaliste et de gauche au Québec et qu'il parlait des anciens felquistes comme s'ils étaient leurs petits frères».

Même s'il admet que l'arrestation de certains de ses membres n'a servi à rien, il ajoute qu'ils ont «couru après». «Il ne fallait pas qu'ils se surprennent d'être arrêtés avec les discours qu'ils tenaient.»

FRUSTRATIONS

Roland LaBissonnière dit vivre beaucoup de frustrations lorsqu'il entend ou lit des reportages sur la crise d'octobre. Il déplore que les journalistes fassent l'économie d'une véritable mise en perspective historique.

«On se réfère à cette loi comme si c'était une opération du genre Gestapo qui a privé les citoyens de leurs droits les plus fondamentaux. Sauf que ça faisait des semaines que des commentateurs et des éditorialistes ne voyaient que ça comme solution et souhaitaient qu'on donne aux policiers les pouvoirs nécessaires.»

En 25 ans, les gouvernements n'ont jamais pu démontrer qu'ils détenaient la moindre preuve d'une «insurrection appréhendée» au Québec. Lors de la crise d'octobre, le FLQ était composé d'environ 35 personnes.

AUTRES TEXTES

- Roland LaBissonnière se souvient Page A 33
- Filature ratée Page A 33

CLUBS DE MOTONEIGE

La contestation fait boule de neige

JEAN-MARC SALVET
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le mouvement de contestation amorcé par certains clubs de motoneige risque de faire boule de neige. Si la ville de Charlesbourg ne retire pas les poursuites qu'elle a engagées contre deux motoneigistes, tous les sentiers de la province seront paralysés jusqu'au printemps.

«Ce n'est pas une menace en l'air. J'ai reçu à ce sujet des téléphones de dizaines de clubs», prévient, Me Paul Langevin, le représentant du Regroupement des clubs de motoneige des régions de Québec, Portneuf et Charlevoix.

Cette association regroupe les neuf clubs ayant décidé de fermer boutique cette saison et de laisser les sentiers en friche afin de protester contre les poursuites intentées par Charlesbourg contre le Club de l'Arrière-Pays et deux de ses membres bénévoles.

La ville réclame 397 203 \$ au président Pierre Lépine et 278 338 \$ à un autre membre du bureau de direction du club, Clément Glode. Elle les accuse d'avoir aménagé un large sentier le long d'une rivière menant à un réservoir servant à l'alimentation en eau potable.

Près de 8000 arbres et arbustes ont été abattus durant cette corvée visant à relier ce qui n'était qu'un petit chemin sans droit de passage au réseau québécois.

M. Langevin, qui est aussi le procureur des intimés, affirme que des clubs de partout au Québec sont maintenant disposés à «se greffer» au mouvement initié par les associa-



Le représentant de la ville de Charlesbourg, Richard Sévigny, a montré au représentant du SOLEIL les travaux qui ont dû être effectués pour remettre le site saccagé dans l'état dans lequel il était, une dépense de 80 000 \$.

tions régionales en soutien aux deux bénévoles.

«Charlesbourg deviendra le foyers de la motoneige au Québec», lance-t-il.

UN PRINCIPE

M. Langevin dit reconnaître le droit de la ville de poursuivre le club de l'Arrière-pays, mais il lui nie celui de s'en prendre à des bénévoles. Il soutient du même souffle que le club n'a rien à voir avec les dommages causés au site.

La ville transgresse «un principe fondamental en s'attaquant au patrimoine familial d'individus».

L'avocat avoue par ailleurs avoir été piqué au vif par les propos de Pierre Labrie, le directeur général de l'Office du tourisme et des congrès de la CUQ, selon lesquels les clubs de motoneige prenaient en otage tous les intervenants du milieu touristique.

Il accuse M. Labrie de «travailler» pour le maire de Charlesbourg, Ralph

Mercier. «C'est son patron», dit-il.

Les déclarations de M. Langevin tranchent nettement avec celles de Richard Charbonneau, de la Fédération des clubs de motoneige du Québec et celles du représentant de la ville de Charlesbourg, Richard Sévigny, qui souhaitaient, hier, calmer le jeu.

Plus tôt dans la journée, M. Charbonneau avait même confié qu'il avait bon espoir de voir les clubs des régions de Québec, Portneuf et Charlevoix mettre leur menace de côté.

Pour sa part, M. Sévigny, a montré au représentant du SOLEIL les travaux qui ont dû être effectués pour remettre le site saccagé dans l'état dans lequel il était, une dépense de 80 000 \$.

«La ville a défendu la qualité de vie et le bien-être de ses citoyens contre des gestes commis sur un territoire qui lui appartient et qui est protégé», expliquait-il. Le réservoir des Érables alimente plus de 38 000 personnes en eau potable.

Duburger aura son camion à échelle hydraulique

La population devra patienter quelques mois

JEAN-MARC SALVET
Le Soleil

■ QUÉBEC — La caserne de pompiers de Duburger aura son camion à échelle hydraulique. Mais la population du quartier devra patienter encore plusieurs mois avant d'obtenir cet équipement qu'elle réclame depuis l'incendie qui a coûté la vie à un jeune garçon et grièvement blessé sa mère.

Le Service de protection contre les incendies de Québec met la dernière main à un devis qui l'amènera à placer une commande en bonne et due forme à Nova Quitech pour l'achat d'un nouveau véhicule à échelle hydraulique. Une acquisition d'environ 600 000 \$.

Parallèlement, le service a entrepris de transformer un camion à échelle hydraulique dont elle ne se sert pas et qui est remis depuis plusieurs mois. Ce véhicule, muni d'une nacelle au bout de sa grande échelle, sera doté d'une pompe et d'un réservoir dans le courant de l'année prochaine.

«L'achat d'un nouveau véhicule et la transformation d'un autre sont prévus dans les budgets depuis longtemps et font partie du processus normal de renouvellement de la flotte», affirme le nouveau directeur du

Service de protection contre les incendies de Québec, Henri Labadie.

«Mais il est possible qu'aucun ne soit prêt avant la fin de l'année 96 ou le début de 97», ajoute-t-il, insistant pour ne pas créer d'attentes inutiles chez la population. M. Labadie ne peut dire lequel des deux véhicules sera posté à la caserne 5.

Le conseiller du Progrès civique représentant les quartiers Les Saules/Duburger-sud, Gerald Poirier, voit dans cette annonce l'aveu d'une culpabilité qui ne veut pas dire son nom.

«En prévoyant pourvoir la caserne Duburger d'un camion d'incendie à échelle hydraulique, la ville reconnaît implicitement que les citoyens avaient raison d'en réclamer un. Cependant, ils n'ont pas à attendre encore six mois parce que la ville n'a pas agi adéquatement dans ce dossier.»

M. Labadie nie que cette décision soit liée à l'incendie mortel de la rue Père-Lelièvre. Il réitère que l'actuelle «carte» de répartition des effectifs et des équipements est la bonne, puisque le territoire de la caserne Duburger bénéficie des «échelles» des casernes 3 (celle de Saint-Sauveur) et 6 (celle de Neufchâtel).

HUIT MINUTES

Le 27 août, il a fallu attendre au moins huit minutes avant que «l'échelle» de Neufchâtel parvienne sur les lieux de l'incendie. Dave Giguère, quatre ans, et sa mère, Sylvie Labrecque, 22 ans, étaient emprisonnés dans leur logement.

Le vice-président du syndicat, Pierre Leclerc, avait émis l'hypothèse que si un camion à échelle hydraulique était parti de Duburger, «cela aurait facilité le travail des pompiers». Soucieux de ne pas faire de vagues, il a par la suite précisé que cela n'aurait probablement pas permis de sauver la vie de la jeune victime ni d'épargner de graves brûlures à sa mère.

Quelques jours plus tard, la caserne de Duburger recevait une échelle portative de 40 pieds, lui permettant d'atteindre les immeubles de trois étages.

CHEVROLET
LUMINA
VAN 1995
7 PASSAGERS



16 995\$*/249\$ par mois

Prêt rachat Royal

FOURNIER

CHEVROLET GEO OLDSMOBILE INC.

AUTOROUTE DE LA CAPITALE, BOUL. PIERRE-BERTRAND, TÉL.: (418) 687-5170

Prix de vente 16 995 \$ • Obligation de rachat de 14 940 \$ • Intérêt de 6,245 % • Taxe de 9,30 % • 60 mois
Taxes et transport en sus. Sous réserve d'approbation du crédit par la banque. La vente achète devra être remise à l'institution financière en remboursement du prêt à moins que l'emprunteur ne paie pour rembourser le prêt.

SAINT-GEORGES

Guide

À son arrivée en Beauce il y a 15 ans, M. Chen Ti-Tune a obtenu des renseignements sur Saint-Georges en consultant le *Financial Post*. Vu cette lacune pour les nouveaux arrivants et à titre de membre de la Chambre de commerce, l'homme d'affaires a participé, avec des bénévoles et trois chercheurs, à la réalisation d'un guide de renseignements. Le guide *Saint-Georges, au cœur du dynamisme beauceron*, réalisé au coût de 15 000\$, contient 56 pages, les cartes de la ville et des parcs industriels. L.D.

Brunch bénéfice

Sous la présidence d'honneur de Raymond Bégin, la Fondation Louis-Georgs Fortin tiendra son brunch bénéfice annuel le 22 octobre à l'École Notre-Dame-de-la-Trinité, à Saint-Georges. L.D.

SAINT-PROSPER

Subvention

Le fonds d'interventions du Secrétariat aux affaires régionales de Chaudière-Appalache alloue une subvention de 49 500\$ à Prospérité industrielle Abénaki, un organisme qui chapeaute la construction d'un bâtiment industriel locatif pouvant accueillir trois entreprises en démarrage. La contribution de l'organisme se chiffre à 286 703\$ pour un projet dont le coût total est évalué à 336 203\$. L.D.

QUÉBEC

Ascenseur du Faubourg

L'ascenseur du Faubourg sera rouvert aujourd'hui et demain afin de faciliter l'accès du public à l'activité «portes ouvertes» tenue à l'édifice du projet Méduse, au pied de la côte d'Abraham. Les heures de fonctionnement de l'ascenseur sont de 9h30 à 17h30.

MONTMAGNY

Colloque sur l'euthanasie

Un colloque sur l'euthanasie et le suicide assisté aura lieu le vendredi 27 octobre au centre sportif Le Bûcheron de Montmagny. Les conférenciers invités sont Mgr Bertrand Blanchet, évêque de Rimouski, et le Dr Claude Lamontagne, de la Maison Michel-Sarrazin. Les frais d'inscription sont de 20\$. Le colloque est organisé par le service de pastorale de l'Hôtel-Dieu de Montmagny. Pour information, le numéro à composer est de 248-0820, poste 250.

LÉVIS

Conférence d'Hubert Reeves

L'astrophysicien Hubert Reeves prononcera, demain à 10 heures 30, à l'auditorium du cégep Lévis-Lauzon, une conférence intitulée «La naissance de l'univers». Des billets pour la conférence au coût de 8\$ dans le parterre et de 5\$ dans le balcon sont encore disponibles. Pour plus d'information, il s'agit de composer de 833-5110.

QUÉBEC



LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Cascades à Valcartier

Les amateurs de cascades et de cascadeurs seront bien servis s'ils se rendent sur la base de Valcartier aujourd'hui, samedi. Un cascadeur professionnel, M. Claude Thibodeau, présentera, de 10h à 16h, quelques-unes de ses meilleures performances. Ces scénarios, dignes des plus grandes productions américaines, permettront à la firme P.E.S.G.I. (Paul-Émile St-Gelais Instructeur) d'offrir des cours de premiers soins d'un niveau supérieur. Ces cours demandent un investissement de 225\$ mais les cascades du cascadeur sont une attraction gratuite. Ces démonstrations auront lieu au CANEX de Valcartier. Dans le village de la base. À la deuxième entrée en venant de Québec. Là où il n'y a pas de guérite.

SAINT-GEORGES

Discours du député Bernier

Prendant la parole devant une centaine de membres de la Chambre de commerce de Saint-Georges sur la politique canadienne, le député indépendant de Beauce, Gilles Bernier, a soutenu que le véritable changement au Canada passera par la fiscalité. «Le système fédéral est un rempart contre la dictature», a lancé le tenant du NON au référendum. Sur le dossier du déménagement du Centre d'emploi, M. Bernier a dit attendre un engagement formel du ministre Axworthy, annonçant une étude d'implantation d'un Centre canadien unique de la PME en Beauce. L.D.

BAS-SAINT-LAURENT

2 M\$ pour la santé

La Régie de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent a donné le feu vert à plusieurs projets jugés prioritaires ou urgents en immobilisations et équipements dans le secteur santé et social de son territoire. Au total, un peu plus de deux millions \$ seront consacrés à diverses améliorations locatives et à des achats d'équipements et de biens immobiliers dans les établissements du Bas-Saint-Laurent.

PUBLI-REPORTAGE

L'ACUPUNCTURE



4e de 20

Règles douloureuses et syndrome prémenstruel

Pour plusieurs femmes, l'acupuncture s'avère un excellent traitement pour les douleurs causées par les règles, le syndrome prémenstruel et autres problèmes gynécologiques.

Les dysménorrhées ou menstruations douloureuses prennent souvent la forme d'une douleur abdominale ou lombaire qui apparaît avant, pendant ou à la fin des règles et s'accompagne parfois de nausées, vomissements, agitation et d'une sensation de membres froids.

Du point de vue énergétique, cet état pathologique est dû à une mauvaise circulation ou une insuffisance du Qi (énergie) et du sang, ou à une stagnation de l'énergie. On peut diviser ces troubles et dysfonctionnements énergétiques en quatre catégories:

- la «stagnation du Qi - amas de sang», causée par l'émotion, un manque d'exercice ou un mauvais fonctionnement de l'intestin;

- la «stagnation due au froid et à l'humidité», provoquée par un milieu humide, le port de chaussures inadéquates l'hiver ou par une grande consommation de breuvages glacés;

- la «vide et faiblesse du Qi et du sang», conséquence d'une maladie chronique, de l'anémie ou d'un entraînement sportif intense;

- l'insuffisance de certains méridiens (foie et rein), résultant d'une faiblesse générale, de grossesses répétées ou de problèmes gynécologiques.

L'acupuncture permettra de rétablir un système énergétique fort, de régulariser les vaisseaux du bassin et de tonifier le méridien du foie. Le traitement comprendra environ dix séances, sur quelques mois, cinq à sept jours avant les règles. Lors de la consultation, il est important de renseigner l'acupuncteur sur les autres symptômes observés: seins gonflés, douleurs soulagées ou aggravées par la pression et la

chaleur, qualité de l'écoulement sanguin, douleurs au dos, nausées, vomissements, fatigue persistante.

Pour ce qui est du syndrome prémenstruel, (gonflement des seins, du ventre, lourdeur dans les jambes et troubles du caractère), le traitement se donnera à partir de l'ovulation et visera à améliorer l'écoulement de l'eau en agissant sur la «voie des eaux».

Il est toutefois indispensable d'assurer un bon fonctionnement de l'intestin pour diminuer la compression sur le bassin et d'éviter certains aliments comme le café, le chocolat ou le coca-cola qui, selon certains diététistes, favorisent les douleurs aux seins.

Pour tous renseignements sur le traitement des dysménorrhées, du syndrome prémenstruel et autres problèmes gynécologiques, consultez un acupuncteur membre de l'Ordre des acupuncteurs du Québec.

ACUPUNCTEURS

INSCRIT(E)S À L'ORDRE DES ACUPUNCTEURS DU QUÉBEC

Bas-du-Fleuve
• FERNAND BELANGER
867-4828
• SYLVIE CLOUTIER
598-9455

Beauport
• LOUISE CAMIRAND
666-7546
• CHARLOTTE THÉBERGE
661-0706

Boischatel
• MICHELINE ST-LAURENT
822-0440

Cap-Rouge
• YOLANDE LACOURT
652-3435
• ANDRÉ MORIN
658-4358

Charlesbourg
• SONIA BOUCHER
622-2309

• LOUISE PELLETIER
622-2858
• MICHELINE PELLETIER
622-2858
• CAROL RUEL
626-5180

• ROBERT ROUSSELL
626-5180
• JACQUES SAVARD
622-9473

L'Ancienne-Lorette
• JULIE NADEAU
877-8735

Les Saules
• ROBERT ROUSSELL
877-5553

Portneuf
• HUGUETTE BEAULIEU
337-4468

Québec
• MARCEL BOISVERT
522-8365
• MADELEINE BOUDREAU
661-7544

• LISE CÔTE
522-1911
• RÉJEANE DUFRESNE
522-6891
• JOHANN FORTIN
649-7628

• JOCELYNE GENDREAU
648-8484
• THÉRÈSE GUY
887-4969
• LUCIE HOTTE
683-0867

• LUCIE MAINVILLE
687-2720
• CHRISTINE OUELLET
687-4464

• ANNE PARÉ
648-1979
• CLAUDETTE PÉRUSSE
682-0306

• HENRI J. SOLINAS
687-2720
• SANDRA TESTAGUZZA
527-8810
• ERH ZHI WANG
529-9691

Rive-Sud
• NICOLE BERGERON
886-2977
• NORMAND GERMAIN
833-4747

• CAROLINE LESSARD
834-2051
• LISETTE MOREAU
833-5891
• LYNE VILLENEUVE
839-6458

Sainte-Foy
• ANNE DELPECH
656-6022

• NICOLE DEMERS
656-6354
• LORRAINE VERMETTE
654-9450

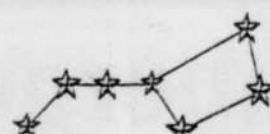
Village-des-Hurons
• LOUISE-HELENE
BASTIEN
843-1790

Nouvelle ressource en santé mentale

Une nouvelle ressource dans le domaine de la santé mentale vient de voir le jour dans la région de l'Amiante, où près de 1200 personnes sont aux prises avec une maladie mentale, incluant des troubles de la personnalité ou des troubles sévères et persistants. La Croisée s'adresse aux membres de la famille et aux amis des personnes atteintes de maladie mentale. On estime à 600 le nombre de familles dans la MRC de l'Amiante touchées par la maladie mentale. La Croisée, qui bénéficie d'un budget annuel de près de 40 000\$, a comme but premier de venir en aide, de supporter et d'informer les parents et amis dans leur démarche d'accompagnement auprès d'un proche atteint de maladie mentale. I.B.

25 ans du Cercle de presse

Le Cercle de presse de l'Amiante, qui regroupe les journalistes des médias écrits et électroniques de la région de Thetford Mines, célèbre cette année ses 25 ans. Fondé en 1970, son premier président avait été Fortunat Marcoux, alors journaliste régional du SOLEIL, qui a pris sa retraite cette année alors qu'il occupait les fonctions de trésorier du Cercle de presse. C'est présentement Ian Bussièrres, journaliste à l'hebdomadaire *Courrier Frontenac* et collaborateur au SOLEIL, qui occupe la présidence. Il est secondé par le vice-président Guy Champoux, de la radio CFJO-FM, le secrétaire Luc Thivierge, de CKLD-AM, et du trésorier Patrick Turgeon, journaliste au *Courrier Frontenac* et collaborateur au SOLEIL, qui succède ainsi à M. Marcoux. Le Cercle de presse prévoit tenir une activité au printemps 96 pour souligner son anniversaire.



LES 35-50 ANS DUREMENT ÉPROUVÉS PAR LA CRISE DE L'EMPLOI

La situation des individus à la mi-carrière se révèle de plus en plus instable. Difficultés de maintien à l'emploi, remise en question de la carrière et licenciement dérangeant la vie professionnelle et souvent pénibles à vivre. Notre service propose à ces personnes un concept nouveau de soutien et d'aide à la carrière adapté à cette étape de la vie. Nous offrons des services, tant au niveau de la réorientation professionnelle qu'au niveau de la recherche d'un nouvel emploi : évaluation du potentiel, mesures psychométriques, confection d'un curriculum vitae pro-actif, plan de prospection d'emploi et développement des habiletés en entrevue d'embauche.

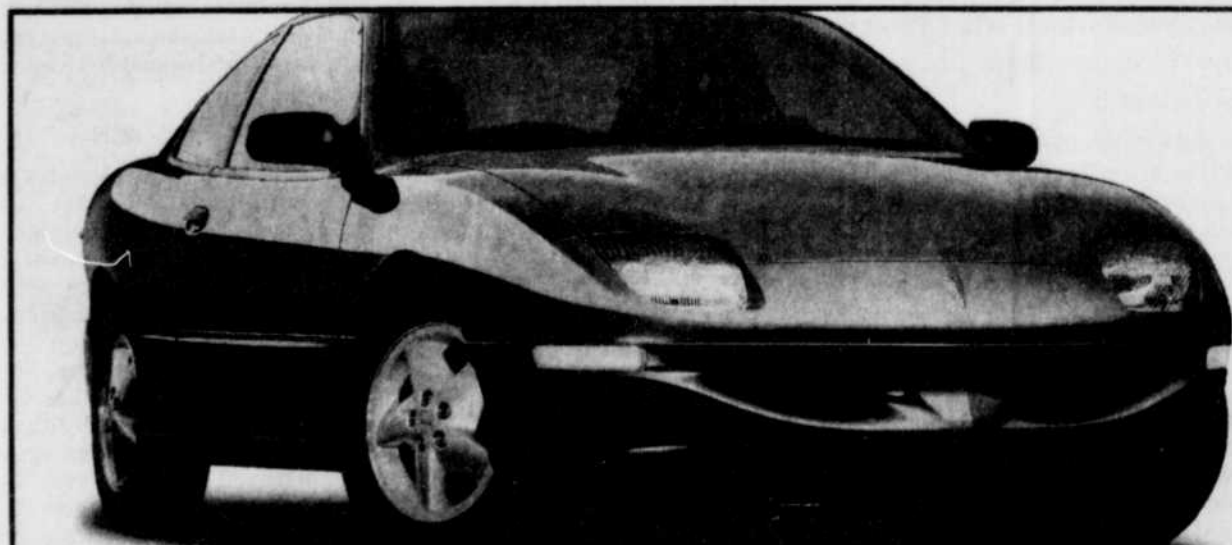
N.B. Informations aussi disponibles les samedi et dimanche, 14 et 15 octobre 1995.

Service de Gestion de Carrière

R. Harvey

Maîtrise en orientation professionnelle

(418) 831-1227



Sunfire 2 portes 1996

13 990\$*
(249 \$/mois** pour 36 mois)

Énergie positive

Faites le vide dans votre esprit et visualisez la **nouvelle Sunfire 1996...** Admirez ses lignes et son aileron arrière... Imaginez les **120 chevaux** de son **moteur 2,2 L** n'attendant que vos ordres... Pensez à la **sécurité** qu'offrent ses **freins ABS** aux quatre roues, ses **deux sacs gonflables** et son **système antivol PASSLock...** Et laissez-vous transporter par le son de sa **radio AM/FM stéréo...**



LA PASSION DE CONDUIRE

L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec
Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, représentant aux clients de base 2 portes neuves 1996 en stock comportant l'ensemble des équipements de série. Prix à titre indicatif seulement. *Prix de base incluant taxes, transport (200 \$) et frais de livraison (200 \$). **Financement par le biais d'un crédit à 9,9% sur la durée de 36 mois. Les mensualités de 249 \$ sont basées sur un montant de 13 990 \$, incluant taxes, transport (200 \$) et frais de livraison (200 \$). Le montant total à rembourser est de 24 960 \$. Le taux d'intérêt est de 9,9%. Les mensualités de 249 \$ sont basées sur un montant de 13 990 \$, incluant taxes, transport (200 \$) et frais de livraison (200 \$). Le montant total à rembourser est de 24 960 \$. Le taux d'intérêt est de 9,9%. Les mensualités de 249 \$ sont basées sur un montant de 13 990 \$, incluant taxes, transport (200 \$) et frais de livraison (200 \$). Le montant total à rembourser est de 24 960 \$. Le taux d'intérêt est de 9,9%.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Un plus grand nombre d'indépendants sont en lice cette année

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

■ QUÉBEC—Le dimanche 5 novembre, jour d'élections municipales, les yeux de la région de Québec seront surtout fixés sur cinq municipalités: Cap-Rouge, L'Ancienne-Lorette, Saint-Romuald, Saint-Jean-Christophe et Bernières/Saint-Nicolas.

Ce qui caractérise les élections cette année c'est le grand nombre de candidats indépendants.

Ainsi à Vanier, où le maire Robert Cardinal a été réélu sans opposition pour un troisième mandat, il y aura élections à tous les postes de conseillers. Or, tous les candidats se présentent à titre d'indépendants.

À L'Ancienne-Lorette les adversaires de l'équipe du maire Émile Loranger se qualifient tous d'indépendants. M. Loranger trouve tout de même que plusieurs indépendants semblent faire...équipe.

M. Loranger, pour sa part, aura deux adversaires: MM. Jocelyn Perron et le conseiller sortant Jacques Fauchon. Ce dernier a toujours fait équipe avec M. Loranger. Mais il est de notoriété publique qu'il a commencé à lorgner du côté de la mairie quand M. Loranger avait annoncé qu'il ne se représentait plus. À cette époque M. Loranger avait tenté sa chance à l'investiture péquiste de La Peltre.

Ces indépendants sont MM. Jacques McClish et Marquis Gagnon dans Saint-Jacques; M. Gaétan Pageau dans Saint-Paul; M. Denis Noreau dans Saint-Olivier. Dans le district nu-

méro 5, Mme Nicole Lemelin de l'équipe Loranger fera face à deux indépendants, le conseiller sortant Jean-Claude Houde et M. Laurent Lacroix, le frère du conseiller Michel Lacroix qui sollicite un autre mandat dans Saint-Olivier avec l'équipe du maire sortant.

Dans le quartier Notre-Dame, M. Loranger laisse la place au conseiller indépendant Léo Careau qui devra faire face à deux autres candidats indépendants, MM. Stephan Hamel et Guy Gravel.

Dans le district des Pins, M. Daniel Dupuis de l'équipe Loranger luttera contre M. Denis Côté.

Les autres membres de l'équipe Loranger sont Mme Sylvie Laflamme et M. Jean-Louis Ratté.

VANIER

Dans Vanier, il n'y a que des candidats indépendants. Dans le quartier numéro un le conseiller sortant André Fortier aura deux adversaires, MM. Gaston Lajeunesse et Normand Pruneau; dans le quartier 2, le conseiller sortant Roch Ménard affrontera M. Mark O'Brien tandis que dans le 3 le conseiller Gilles Plante aura comme adversaire Mme Jeannine Bois-Tremblay. Le conseiller Michel Harton sollicitera un deuxième mandat dans le quartier 5 contre M. Claude Martin qui a déjà été conseiller durant 16 ans. Enfin dans le quartier numéro 6 le conseiller sortant Serge Renaud cherchera une quatrième mandat. Son adversaire sera M. Richard Côté.

CAP-ROUGE

On sait déjà que deux équipes s'affronteront à Cap-Rouge, celle du maire sortant Normand Chagny et celle de la conseillère Michèle B. Rousseau. Seul M. Arthur Tasiaux se présente comme candidat indépendant et c'est dans le district de la Rivière. Il fera la lutte au conseiller sortant Daniel Dubuc de l'équipe Rousseau et M. Richard

Bégin, de l'équipe du maire.

L'équipe Rousseau comprend aussi Mmes Denise Tremblay-Blanchette et Marthe Gilbert-Bégin ainsi que MM. Marcel Beauchemin, Gérard Gaudreault et Michel Beaudet.

L'équipe Chagny est composée, outre M. Bégin, des conseillers (ères) sortant(e)s Esther Delisle-Lirette, Jean Roberge, Bernard Poitras et Luc Les-carbeau et de Mme Louise Marcotte.

QUATRE CANDIDATS

Parmi les curiosités de cette année notons que le poste de maire, laissé vacant par le départ de M. Lucien Gauthier, est convoité par... quatre personnes, à Beauré. Il s'agit de Mmes Elisabeth Cauchon Simard et Lucette Godbout ainsi que de MM. Henri Cloutier et Jean-Marc Majeau.

Trois candidats se feront la lutte au siège no 6, soit Mme Suzanne Gosselin et MM. Rémy Côté et Rémi Drouin. Tandis que M. Serge Simard a été élu sans opposition au siège no 2, Mme Suzanne Joyal et M. André Tremblay se disputeront le siège no 3; MM. Jean-Martin Cliche et Laurier Tremblay feront de même au siège no 4; MM. J.A. Raymond Dupont et Marc Vézina au siège no 5 et Mmes Louise Hudon et Claudine Paré au siège numéro 1.

ÎLE D'ORLÉANS

Le maire sortant de Saint-Pierre, M. Conrad Gagnon, devra défendre son poste contre M. Gilles Morin. Il y aura aussi élection au siège no 3 où MM. Adrien Boulanger et Roger Deblois se feront la lutte.

À Sainte-Pétronille Mme Hélène Blais a été élue sans opposition au poste no 6 mais MM. Yves-André Beaulé et Denis Chagny se disputeront le poste no 1 et M. Côme Drolet et Mme Mireille Morency feront de même au poste no 2.

Le maire Gilles Landry a été réélu sans opposition à Fossambault-sur-le-Lac. Il y aura élections aux postes de conseillers des districts numéro 1 (Mme Julie-Anna Lamothe contre M. Réjean Ferland); numéro 2 (Mme Dorothée B. Garneau contre M. Roland Vézina) et numéro 5 (Mme Hélène Lajeunesse Brown contre M. Gérard Lemelin).

Les équipes qui se présentent à Saint-Romuald, Saint-Jean-Christophe et Bernières/Saint-Nicolas sont déjà connues.

Enfin, notons que la mairie de Gaspé aussi est convoitée par quatre personnes et qu'à Port-Cartier le maire Anthony Detroit devra lutter pour garder son poste un quatrième mandat.

AFFAIRE ALAIN TRUDEL

Pour un triomphe éphémère...

GUY BENJAMIN
Le Soleil

■ QUÉBEC— Deux psychiatres diffèrent d'opinion sur les motifs qui ont incité l'ex-lieutenant Alain Trudel à quitter le magasin La Baie des Galeries de la Capitale en «oubliant» de payer une paire de chaussures et des espadrilles.

Selon le docteur Louis Bérard, chef du service de psychiatrie de l'hôpital militaire de Valcartier, M. Trudel était à la recherche d'un triomphe éphémère, «en prouvant qu'il est capable de poser un geste illégal sans se faire prendre». Il a eu un comportement qui vise à compenser une blessure d'orgueil, croit le psychiatre qui témoignait en faveur de la ville de Québec.

Le docteur Bérard témoignait lors de la 7e journée d'audition des griefs de l'ancien lieutenant de la police, congédié à la suite des gestes qui lui sont reprochés. Au moment du présumé vol à l'étalage, le policier était en congé sans solde et occupait la fonction de directeur adjoint du service de sécurité et de protection de l'université Laval.

Dans un témoignage précédent, le psychiatre Serge Côté, appelé par le syndicat à témoigner, avait dit que M. Trudel avait posé son geste «dans le but de se faire prendre pour quitter une situation qu'il trouvait intenable».

Il a été mis en preuve par le syndicat que l'ex-policier était dans un état de fatigue extrême en raison de la surcharge de travail à l'université. Pour le psychiatre Côté, M. Trudel n'était plus capable de vivre le stress occasionné par son travail et son geste fut la façon de dire qu'il n'était plus capable de continuer.

Le psychiatre Bérard avait une autre version. Il a d'abord décrit M. Trudel comme une personne qui n'a jamais reculé devant rien, qui a réussi tout ce qu'il a entrepris dans la vie. «Mais à

Laval, il se sent dépassé, débordé». C'est là qu'intervient la blessure d'orgueil. Le docteur Bérard, après des explications sur la psychodynamique, affirme que M. Trudel était à la recherche d'un triomphe éphémère. Loin de croire que l'ex-policier voulait se faire prendre, M. Bérard est plutôt d'avis que «dans son analyse de la balance des probabilités, M. Trudel pensait qu'il ne se ferait pas prendre».

Le psychiatre embauché par le syndicat avait déclaré dans son témoignage du 4 octobre, que le policier pris en défaut se trouvait dans une situation mentale perturbée lors de sa visite au magasin le jour fatidique du 2 novembre 1994. Divergence d'opinion du psychiatre embauché par la ville selon qui M. Trudel a un souvenir très clair des événements qui se sont passés. «Dans ce contexte, je ne vois pas comment on peut invoquer une quelconque maladie mentale pour expliquer son geste».

Rappelons que le policier Trudel est retourné au magasin huit jours, soit le 10 novembre, pour payer les souliers qui lui causent tant de problèmes aujourd'hui. Le témoignage de M. Paul Naud, directeur de la sécurité à Laval, donc supérieur immédiat de M. Trudel à l'université, a permis d'apprendre que l'ex-policier a payé les chaussures deux jours après que la direction de l'université ait été mise au courant du geste qu'il avait posé. Le lendemain du paiement, lors d'une réunion à l'université, M. Trudel apprenait qu'il ne pourrait garder son emploi si les soupçons qui pesaient contre lui s'avéraient fondés.



Robert Cardinal



Émile Loranger



Normand Chagny



Une Nouvelle Optique

Un petit studio sympathique, de grands noms à votre portée! Au-delà des modes... Une nouvelle vision dans le monde de la lunetterie pour qui recherche l'essentiel.

JACQUES LEMIEUX
LUNETTERIE

Opticien d'ordonnances

686-0308

1628, chemin Sainte-Foy, Québec

LE SOLEIL ABONNEMENT 686-3344

PRODUITS EXCLUSIFS
SUPPORT LEGAL FOURNI
ASSISTANCE AUPRÈS DE LA RÉGIE DES LOTERIES

1-800-263-7249 **SIDACC** TÉLÉ: (418) 851-4478
Le Spécialiste en financement et articles promotionnels

La CELLULITE traitée par ACUPUNCTURE

Perte de tissu graisseux sous-cutané, réduction de la "peau d'orange", élimination efficace de l'eau et des toxines...

Pour informations:
Réjane Dufresne
acupunctrice

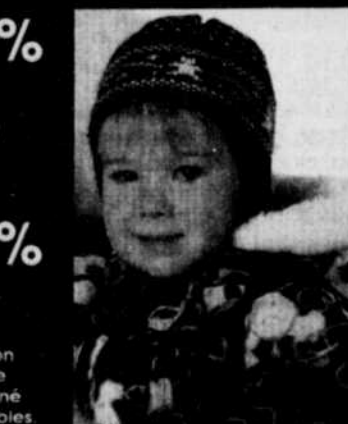
522-6891

233, Fraser (près rue Cartier)
Membre de l'Ordre des Acupuncteurs du Québec

Vente Anniversaire

20%
de rabais
sur plusieurs
grands noms
de la mode.

40%
de rabais
sur une sélection
d'ensembles de
coton moulonné
et d'imperméables



30%
de rabais
sur la collection
Glynnie Percy

50%
de rabais
sur une sélection
d'ensembles de
coton moulonné

20% à 50%
de rabais
sur une sélection
de vêtements dans
les tailles de 0 à 20 ans.

concept mode
clément
0-20 ans

Rivière-du-Loup
St-Georges
Chicoutimi
Rimouski
Drummondville
Trois-Rivières
Victoriaville
Sherbrooke

Pointe-Claire
Repentigny
Rosemère
St-Laurent
Brossard
St-Basile
Laval

Québec
St-Foy
Lévis

Siege social: (418) 326-0006

Ouvert lundi "Action de Grâce" HEUREUSEMENT IL Y A M. LESSARD

Pour ses ateliers recommandés par le CAA.
Ses techniciens totalisent 158 années d'expérience.
Le premier concessionnaire Hyundai à Québec.

Plus de
50 ELANTRA
en inventaire
pour livraison
immédiate

ELANTRA GL
à partir de
10,995\$



659, boul. St-Joseph
(prolongement de la 50e rue)
Québec
623-5471



On évolue à votre avantage

OSER

être soi-même
être différent

Un groupe de thérapie qui permet de se prendre en main avec force et assurance en donnant un sens personnel à sa vie.
10 rencontres hebdomadaires dans un encadrement professionnel et chaleureux débutant le 16 octobre à 19 heures au 915, boulevard René-Lévesque (coin Belvédère), salle 209. Vous pouvez me rejoindre au numéro de téléphone suivant: (418) 682-5225.

Louis Blaquière, M. Ps.

Psychologue et psychothérapeute depuis 1984.

FABRICANT DEPUIS 1958 Estampes-Ray

UNE GAMME D'ESTAMPES À LA MESURE DE VOTRE BUDGET

- Étampe pré-encreée Stamp-Ever: Elle vous donne une impression claire et nette sans tampon encreur
- Étampe à encreur automatique Printy
- Étampe traditionnelle en bois

AUSSE: Sceau de compagnie, dateur, numéroteur spécial, plaque gravée

667-1626
1985 av. Maufils, Québec G1J4J7 Téléphone: (418) 667-5101

Clinique d'ophtalmologie

Dr J.R. Clément m.d.

C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S.
ophtalmologiste

Traitement de
la myopie
et de l'astigmatisme
au
LASER

**VERRES
DE
CONTACT**

PLACE DE LA CITÉ
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy, bureau 155
(418) 654-1488

Au Québec, le suicide frappe de plus en plus jeune

Chaque année, 350 jeunes de moins de trente ans s'enlèvent la vie

LISE LACHANCE
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le Québec se débat avec un des plus hauts taux de suicide au monde chez les moins de 30 ans. Non seulement ce taux monte en flèche et constitue la première cause de décès chez les hommes de 15 à 29 ans, mais on se suicide de plus en plus jeune. Bon an mal an, quelque 350 Québécois qui n'ont pas encore franchi le cap de la trentaine s'enlèvent la vie.

Voilà ce qu'affirme le Conseil permanent de la jeunesse au terme d'une étude sur les comportements violents. L'organisme, qui relève du gouvernement du Québec, a tout fait de réaliser qu'une partie non négligeable de cette violence des jeunes est en fait dirigée vers eux-mêmes, comme le démontre le phénomène du suicide.

Les Québécois de 15 à 29 ans représentent 30 % des victimes de suicide alors qu'ils ne forment que 21 % de la population. Les statistiques sont encore plus dramatiques quand on considère uniquement les jeunes hommes: même s'ils ne constituent que 11 % de la société, c'est de leurs rangs que proviennent 25 % des suicides. La proportion s'inverse chez les jeunes femmes qui, elles, recourent cinq fois moins à une solution aussi draconienne (sept fois moins entre 20 et 24 ans). En fait, c'est surtout de 40 à 54 ans que les femmes décident de tirer leur révérence.

SURTOUT DANS LE NORD

Les régions les plus touchées par le suicide des jeunes se trouvent toutes au nord du Québec. Kativik et les Terres Cries battent tous les records avec le taux effarant de 275,2 pour 100 000 habitants. Cela signifie que les jeunes autochtones s'enlèvent la vie cinq fois plus que les autres jeunes Canadiens.

Le Conseil permanent de la jeunesse attribue cette situation à divers facteurs de risque dont l'isolement relatif, la pauvreté, l'inactivité, la violence conjugale et familiale, les conflits de valeurs ou d'identité et, surtout, la fréquence très grande de toxicomanie. Cette surmortalité des jeunes autochtones se retrouve tant chez les garçons que chez les filles, ainsi que dans les groupes d'âge plus élevés. Elle n'est pas propre au Québec puisqu'on la remarque aussi dans les autres provinces canadiennes et aux États-Unis.

Loin derrière la région Kativik-Terres Cries, mais quand même bien au-delà de la moyenne québécoise qui se situe à 35,7 jeunes suicidés pour 100 000 habitants, on retrouve l'Abitibi-Témiscamingue (63,6) et la Côte-Nord (57,8). La région de Québec se place au 15^e rang sur 17 avec un taux de 29,8 chez les hommes.

Un fait, toutefois, saute aux yeux: à l'exception de Kativik et des Terres Cries, les taux de suicide des plus élevés chez les jeunes femmes se retrouvent dans les agglomérations urbaines de Québec et de Montréal, là même où les taux de suicide des jeunes hommes sont, au contraire, les plus faibles au Québec. Ainsi, en excluant les autoch-

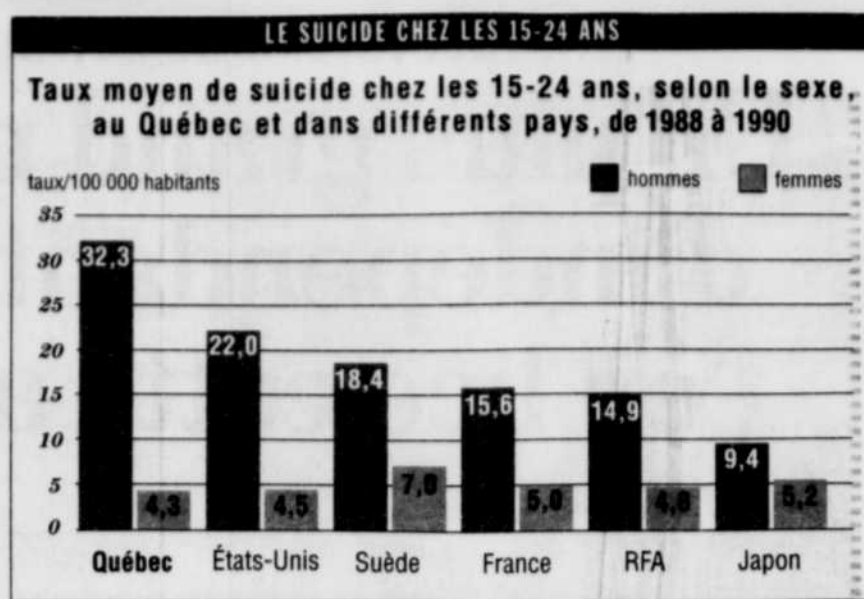
tones, la région de la Vieille Capitale se situe au deuxième rang des suicides féminins, suivant Laval de peu (7,1 contre 7,7). La moyenne de l'ensemble du Québec, pour les jeunes femmes, est de 5,6 suicides pour 100 000 habitants.

La surmortalité des jeunes Québécois de sexe masculin se situe au troisième rang au Canada après l'Alberta (37,8) et la Saskatchewan (36,8). Elle trouve peu d'équivalents ailleurs dans le monde, affirme le Conseil permanent dont le rapport contient un tableau comparatif extrêmement intéressant à ce sujet. On y voit par exemple que, chez les hommes de 15 à 24 ans, le taux moyen de suicide est de 32,3 au Québec, 22 aux États-Unis, 18,4 en Suède, 15,6 en France, 14,9 en Allemagne et 9,4 au Japon. Chez les femmes de ce groupe d'âge, il est sensiblement le même partout, le Québec enregistrant quelques décès de moins que les autres: 4,3 pour 100 000. Le pire bilan revient à la Suède avec 7 pour 100 000.

La fréquence beaucoup plus élevée des morts par suicide chez les hommes, comparativement aux femmes, s'observe dans tous les pays. «Le suicide est un acte violent et, comme en témoignent les autres formes de violence, les hommes y ont toujours recours beaucoup plus fréquemment que les femmes», souligne le Conseil. Ce qui est caractéristique du Québec, c'est que les pourcentages les plus forts de suicide frappent les jeunes et non les personnes âgées. Dans la plupart des autres provinces et des autres pays, la prévalence des suicides s'accroît avec l'âge et connaît un pic chez les plus de 70 ans.

Selon le Conseil permanent de la jeunesse, ce trait distinctif du Québec est

Une fréquence beaucoup plus élevée chez les hommes s'observe dans tous les pays



apparu récemment puisqu'il n'était présent ni en 1961 ni en 1971. En fait, avant 1980, les jeunes Canadiens recouraient davantage au suicide que les jeunes Québécois. Cette date marque donc un tournant et l'apparition d'un phénomène qui ne cesse de s'accroître.

Tandis que les 20-24 ans détiennent la palme du suicide au Québec, suivis de près par les 25-29 ans, le mouvement s'étend aux 15-19 ans. «Ces derniers sont en voie d'atteindre un taux de suicide aussi élevé que leurs camarades un peu plus âgés. On assiste, en quelque sorte, à un phénomène de «rajeunissement» du suicide, celui-ci touchant de plus en plus de jeunes en fin d'adolescence», note l'organisme.

Même si le suicide demeure relativement rare chez les 10-14 ans, le Conseil croit déceler une certaine augmentation dans ce groupe depuis trois ou quatre ans. À son avis, il est trop tôt pour parler d'une véritable tendance à la hausse mais il faut surveiller la chose de près.

LES MOYENS

L'évolution de la situation ne touche

pas uniquement l'âge des candidats au suicide. En effet, le rapport du Conseil permanent affirme que les moyens eux-mêmes de mettre fin à ses jours ont changé. Ainsi, pendant que les armes à feu ont perdu de la popularité (sans doute à cause de la loi de 1978 qui exige l'obtention d'une autorisation préalable à l'achat), la pendaison est devenue le premier choix des deux sexes, peu importe l'âge.

Le second mode de suicide diffère: l'arme à feu revient en force chez les hommes; les femmes de 20 à 29 ans s'en remettent aux médicaments contre l'anxiété, aux somnifères et aux hypnotiques, tandis que les jeunes filles utilisent aussi souvent ces substances que les armes à feu. L'étude souligne que, comparativement à la fin des années 1970, les médicaments perdent du terrain chez les femmes comme outil meurtrier.

Enfin, les garçons recourent quelquefois à un troisième moyen: l'intoxication par monoxyde de carbone.

À titre de comparaison, chez nos voisins du Sud, l'arme à feu demeure — et de loin — le moyen le plus répandu pour attenter à ses jours, tant chez les femmes que chez les hommes. Au Canada, le Québec est la province où les armes à feu sont les moins utilisées dans les suicides. Seule la Côte-Nord, où la chasse sportive est plus populaire, fait exception à la règle.

Depuis 1980, le phénomène ne cesse de s'accroître

FRANÇOIS Lettre d'adieu

Suite de la Une

dans la tête et le cœur de la Carougeoise. «Les deux jours qui se sont écoulés avant que la police nous remette la lettre d'adieu de François, ce fut infernal. Je ressentais une immense anxiété concernant sa motivation. J'ai été soulagée de ne trouver aucune rancœur. Il ne culpabilise personne. Il précise qu'il pensait au suicide depuis longtemps, que sa décision était mûrement réfléchie. Sa lettre est très sereine», dit-elle.

Même si François ne rejette sur personne la responsabilité de son geste, sa mère ne se sent pas moins coupable. «J'aurais dû deviner. J'aurais dû passer plus de temps avec lui», laisse-t-elle tomber. Puis la révolte s'empare d'elle devant son impuissance: «Je ne peux rien faire. C'est trop tard. Quelle horreur!»

Pendant un mois, tous les jours, Mme Lavoie s'est rendue au pont sur chevalets (tracel) de Cap-Rouge pour pleurer tout son saoul, se sentir plus près de son fils, lui parler, lui demander «Pourquoi?». Elle a l'impression d'avoir été entendue et d'avoir obtenu réponse à la question qui lui vrillait le cœur. Elle avoue, en toute simplicité: «Je pense qu'il se sentait de trop...»

RUPTURE FAMILIALE

L'histoire de François ressemble à celle d'une foule de jeunes dont les parents ont décidé de se laisser. Il avait trois ans quand la rupture est survenue. Sa mère, dont le travail exigeait de nombreux déplacements à l'extérieur de la région, courait de son mieux entre le bureau, la maison et la gardienne. Elle a cru, après quatre ans de cette vie fébrile, que l'enfant serait mieux avec son père, lui aussi domicilié à Cap-Rouge. Ce qui fut dit fut fait.

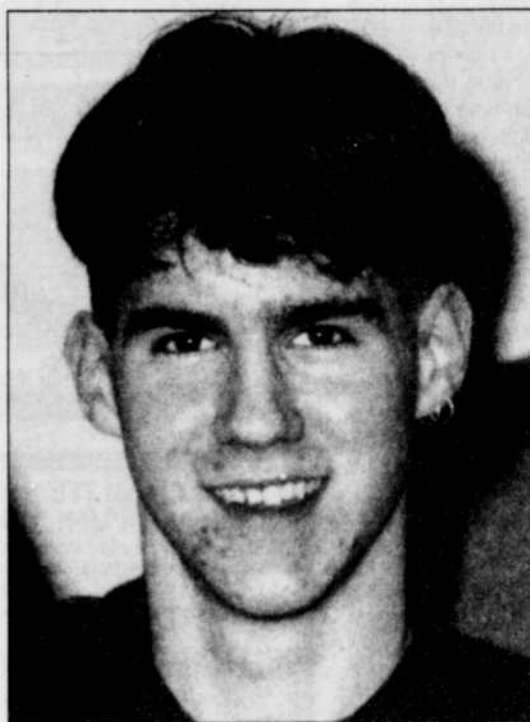
«À huit ans, François était souvent seul chez son père et préparait ses repas lui-même. À 11 ans, il passait seul ses vacances d'été», raconte sa mère.

Elle souligne qu'au moment où François est allé vivre chez son père, celui-ci avait une amie qui l'a laissé peu de temps après, à cause de l'enfant. Puis, sept ans plus tard, alors que François avait 14 ans, une autre femme est entrée dans la vie de son père. C'était le feu et l'eau entre elle et François.

Mme Lavoie a donc décidé de reprendre son fils qu'adorait ses deux petites filles, Marie-Catherine et Carole-Anne, nées d'une seconde union. Mais, en pleine crise d'adolescence, le garçon fait les quatre cents coups durant toute cette année passée chez sa mère. Résultat: sur la recommandation du CLSC, il se retrouve pendant un mois dans un centre d'accueil avant de réintégrer le foyer paternel, il y a trois ans.

«Je lui avais demandé de mettre de l'eau dans son vin avec l'amie de son père. Et effectivement, la situation s'était beaucoup améliorée», assure Mme Lavoie.

En juin, cependant, le jeune homme vient voir sa mère et lui dit que la compagne de son père est dépressive, ajoutant: «Elle a perdu son emploi et parle de se jeter en bas du tracel.» Or, par la fenêtre du salon, on aperçoit le pont sur chevalets, de triste renommée... «Cela l'a sûrement impressionné pour qu'il me le raconte car François parlait très peu. Il fallait toujours lui tirer les vers du nez», souligne Mme Lavoie.



Le sourire de François, à son dernier Noël.

Quatre jours avant son suicide, fin août, François rend visite à sa mère et lui confie que l'amie de son père veut quitter celui-ci à cause de lui, son fils.

Le fait de se sentir de trop, joint à la reprise des cours (il détestait l'école), représentait sans doute un poids trop lourd, croit Lyne Lavoie.

«Il devait aller chercher son horaire à l'école, le 29 août. Or, le 28 au soir, il a écouté un film avec son père puis il s'est retiré dans sa chambre. Il n'a pas dormi de la nuit car son lit n'était pas défait. Il a passé ses dernières heures à écrire ses deux lettres d'adieu», relate sa mère. Le 29, il optait pour l'école buissonnière à perpétuité en sautant dans le vide.

UNE ARME CHARGÉE

«Le tracel, c'est une arme chargée! C'est aussi radical que ça!» lance avec émotion Lyne Lavoie. Elle estime en effet que, tant et aussi longtemps que l'accès au pont sur chevalets ne sera pas rendu impossible, toute personne en détresse pourra s'en servir comme instrument de mort, au même titre et avec la même efficacité qu'une arme à feu.

Avec un sentiment d'urgence, elle dénonce la lenteur des autorités quant au règlement du problème. Mais elle ne se contente pas de dénoncer. «Je suis prête à beaucoup pour faire quelque chose d'utile. Si ça ne bouge pas, j'irai moi-même en parler dans les écoles au nom du Centre de prévention du suicide. Je veux aussi entrer en contact avec les autres parents dont les enfants se sont suicidés en sautant du tracel. Je suis déterminée à me battre. Au moins, François ne sera pas mort inutilement», affirme Mme Lavoie.

La Carougeoise ne tient pas seulement à convaincre les autorités d'agir avec diligence pour prévenir d'autres pertes de vie. Elle a aussi un message à livrer aux parents. «Rapprochez-vous de votre jeune! Arrêtez de croire que cela n'arrive qu'aux autres!» lance-t-elle d'une voix déchirée. La voix d'une mère qui a vécu le calvaire du suicide de son fils de 18 ans.

Un phénomène complexe Le suicide n'a pas de cause unique

■ QUÉBEC — Phénomène complexe, le suicide n'a pas de cause unique. À l'instar du décrochage scolaire, affirme le Conseil permanent de la jeunesse, il est l'aboutissement d'un processus, c'est-à-dire d'un cheminement personnel où s'accumulent et interagissent plusieurs facteurs de risque d'ordre biologique, psychologique, affectif, social, familial et économique. Certains traits culturels entrent aussi en ligne de compte.

Dans le rapport d'une centaine de pages qu'il vient de rendre public, l'organisme gouvernemental en arrive à la conclusion que la probabilité de se suicider découle à la fois du nombre, de la gravité et de la façon dont s'enchaînent certains facteurs de risque affectant l'individu, ainsi que du degré de vulnérabilité de ce dernier.

Ainsi, la dépression profonde et certains troubles de la personnalité, combinés ou non avec la dépendance à l'alcool, aux médicaments et aux drogues, semblent constituer les plus puissants prédictors du suicide, chez les jeunes comme chez les adultes.

En plus de la dépression, de la schizophrénie et des troubles de la personnalité, les problèmes conjoncturels de type affectif ou pouvant remonter à l'enfance se retrouvent fréquemment chez les jeunes qui attentent à leurs jours, soutient le Conseil. Par exemple, dit-il, l'instabilité familiale, les carences, les abus ou la négligence parentales, les ruptures amoureuses, la perte d'un être cher, s'avèrent des facteurs souvent présents dans les tentatives de suicide chez les jeunes, en particulier chez ceux qui ont une personnalité impulsive ou agressive et

constituer un puissant facteur de protection pour le jeune qui connaît des difficultés.

Les problèmes le plus souvent invoqués sont le placement en famille d'accueil pendant l'enfance, les nombreux changements de partenaires de la part des parents, l'absence fréquente de relation affective satisfaisante ou de communication réelle entre parent et jeune.

Le Conseil attire l'attention sur le fait que le veuvage est «particulièrement frappant» comme facteur circonstanciel du suicide chez les jeunes adultes de sexe masculin. Les jeunes veuves, elles, s'en tirent beaucoup mieux. À la fin des années 1970, pour 100 000 habitants, 335 veufs de 20-29 ans se sont donné la mort, tandis que 71 femmes de cet âge ont réagi de la même façon.

Les 30-44 ans ont davantage résisté: 150 veufs et 31 veuves ont mis fin à leurs jours. Le taux d'hommes séparés ou divorcés qui se sont suicidés, dans le même groupe d'âge, se situe à 120 contre 40 chez les femmes. Les hommes, estime le Conseil, ont plus de mal que les femmes à se remettre de la perte d'un être cher. Dans ces circonstances, ils ont tendance à se replier sur eux-mêmes, à s'isoler, tandis que les femmes confient davantage leurs émotions et cherchent un réconfort auprès d'amies, de membres de leur famille ou même de ressources professionnelles d'aide.

L'EFFET DE CONTAGION

Le rapport se penche sur l'influence des médias. À son avis, la médiatisation d'un suicide réel ou fictif (dans un film, par exemple) peut entraîner certaines personnes à risque à imiter le geste suicidaire qu'elles ont vu à la télé ou dont elles ont pris connaissance par les journaux ou la radio. Les gens vulnérables réagiraient plus fortement aux cas présentés de façon sensationnelle sur le petit écran qu'à une simple mention dans les faits divers d'un journal. Il s'agit de suicides par mimétisme ou par «effet de contagion».

Ces suicides par imitation toucheraient davantage les jeunes de moins de 20 ans et seraient associés au nombre de fois que la nouvelle a été présentée.

Ce risque d'imitation jette un bémol sur la prévention du suicide en milieu scolaire. Selon les spécialistes, certains programmes donnent des idées suicidaires aux jeunes psychologiquement vulnérables. Aussi préconisent-ils une prévention à visées plus larges, c'est-à-dire la promotion de la santé mentale dans un cadre visant à renforcer les capacités personnelles du jeune par le développement de l'estime de soi, de la confiance en soi et de la communication avec les autres.

Compte tenu de la fréquence élevée de drogues chez les jeunes suicidés, le Conseil croit que la prévention et le traitement des toxicomanies chez les adolescents peuvent prévenir un certain nombre de gestes désespérés.

On ne dira jamais assez le rôle crucial que peuvent — et doivent — jouer les parents en épaulant leurs enfants et en n'hésitant pas à demander de l'aide quand ils sentent que l'ampleur du problème les dépasse. L.L.

On ne dira jamais assez le rôle crucial que peuvent et doivent jouer les parents

Remercié pour son courage



Le 27 septembre, le chauffeur d'autobus Humberto Miranda, de la STCUQ, était victime d'un grave accident de la circulation et ce n'est que grâce au courage de M. Claude Jean que celui-ci, qui repose toujours à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, a eu la vie sauve. Hier, les membres du personnel de la STCUQ ont exprimé leur reconnaissance à M. Jean, que l'on reconnaît, au centre, avec son épouse, en lui remettant une plaque soulignant le geste posé lors de l'accident du 27 septembre. Il est entouré de plusieurs employés de la STCUQ dont Stewart Doucet qui représente les chauffeurs et Benoit Robitaille, représentant du personnel de l'entretien. M. Jean a été vigoureusement applaudi par les quelque 75 chauffeurs et employés présents lorsque M. Doucet a souligné son geste courageux et la rapidité et l'efficacité de son intervention. Depuis l'hôpital, M. Miranda l'a remercié pour son soutien lors de l'accident. Bravo M. Jean!

LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Une première au Québec à Thetford Mines

La ville fait l'essai de l'asphalte-amiante

IAN BUSSIÈRES

Collaboration spéciale

THETFORD MINES—Pour la première fois au Québec, une municipalité, soit Thetford Mines pavera dès lundi la moitié d'une de ses rues, la rue Labbé, avec de l'asphalte contenant de la fibre d'amiante et l'autre moitié avec un pavage conventionnel.

Le but de cet exercice : tester la résistance de ce nouveau produit qu'est l'asphalte-amianté et qui pourrait éventuellement représenter un marché intéressant pour la société minière thetfordoise LAB Chrysotile.

Plusieurs essais de l'asphalte-amianté ont déjà été réalisés pour des travaux de recouvrement de pavage existant mais l'expérience thetfordoise est la première où la chaussée est recouverte d'asphalte-amianté sur toute son épaisseur. Selon le maire de Thetford Mines, Henri Therrien, les couches d'asphalte-amianté couvrant du pavage conventionnel ne montraient pas la performance réelle d'un mélange d'asphalte et d'amiante.

L'asphalte-amianté contient 2 % de fibre d'amiante courte produite par LAB Chrysotile et il faudra environ 26 tonnes d'amiante pour réaliser cette expérience pilote. Le pavage obtenu devrait alors être plus flexible en plus d'offrir une plus grande résistance à la fissuration et de permettre aux fissures de se refermer durant la saison estivale.

RENTABLE À LONG TERME

Ce nouveau procédé pourrait donc s'avérer rentable à long terme en prolongeant la vie des infrastructures municipales, qui nécessiteraient également beaucoup moins d'entretien.

Ces avantages compenseraient largement pour son coût d'utilisation qui est de 25 % supérieur à celui du pavage conventionnel. D'ailleurs, on a choisi de tester l'asphalte-amianté sur une rue de second niveau car on estime que dans les secteurs résidentiels, les pavages durent 30 ans et plus.

Les travaux de repavage de la rue Labbé devraient être complétés d'ici deux semaines et un suivi visant à vérifier l'usure de chaque partie de cette artère sera effectué après un an, trois ans, cinq ans, dix ans et quinze ans.

Pour Jean Dupéré, président de LAB Chrysotile, l'expérience tentée par la ville de Thetford Mines est une belle manifestation de concertation régionale et elle est d'autant plus stimulante qu'il a pu constater, lors d'un récent voyage en Europe, que les réactions vis-à-vis de « l'or blanc » sont toujours très négatives sur le Vieux Continent.

Le voyage de François...

"J'arrive de Tanzanie. J'ai représenté mon collège à un colloque étudiant. C'est l'expérience de ma vie!"

étudiant, 2e collégial

(à suivre)

Le Petit Séminaire de Québec



GRANDE VENTE

du 9 oct. au 11 nov.

20% À 30% RABAIS
SUR VASTE GAMME DE TISSUS

JUSQU'À 30% RABAIS
SUR COUVRE-LITS, DOUILLETES

20% À 40% RABAIS
SUR PAPIERS PEINTS

- Confection
- Installation

Service de décoration à domicile gratuit

Depuis plus de 35 ans à votre service,
venez visiter notre salle de montre
entièrement redécorée

POLYQUIN **I** TEXTILE

Lundi au mercredi de 9 h à 17 h 30
Jeudi, vendredi de 9 h à 21 h
Samedi de 9 h à 13 h

667-6454

2970, boulevard Sainte-Anne, Beauport

PROMOTION D'AUTOMNE CHEZ RENAUD & CIE

Pendant tout le mois d'octobre,
profitez d'un

RABAIS DE

20% à 30%

sur une sélection de modèles
de coutellerie dans les compagnies: Onexida
et Heritage Silversmiths

RENAUD & CIE

vous offre, depuis 150 ans, le plus
beau choix de coutellerie, verrerie,
coutellerie et cadeaux à Québec

Renaud & cie
«L'expérience à votre service»

82, rue Saint-Paul, Québec 692-0122

Heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 9 h à 17 h, le samedi de
9 h à 13 h, le dimanche de 10 h à 13 h (section domestique seulement)

SAINT-PAUL DE MONTMINY

Grande Coulée obtient l'appui de ses membres

(LE SOLEIL)—Après avoir réussi à éponger des pertes nettes de 20 000 \$ lors de la saison 1993-94, voilà que les administrateurs de la Coopérative touristique de Saint-Paul, qui gèrent l'actif de la station de ski Grande Coulée à Saint-Paul de Montminy, font face à un nouveau déficit de 50 000 \$ pour la saison 1994-95.

Lors d'une assemblée spéciale tenue récemment, les 160 membres de la coopérative ont réitéré leur appui à leur station de ski en mettant en place différents comités, menés par une trentaine

de personnes, afin de relancer la prochaine saison et de trouver des moyens pour combler ce manque à gagner.

La station de ski a enregistré 6645 jours/ski pour la saison 1994-95 par rapport à 11 780 jours/ski en 1993-94. Cette diminution du nombre de skieurs est directement reliée au dégel du mois de janvier qui a obligé la station à fermer ses portes durant une période habituellement fort achalandée. Le nombre de jours d'activité est passé de 78 jours en 1993-94 à seulement 46 jours pour 1994-95. S.F.

TRAITEMENT du RONFLEMENT au LASER

Hôpital Saint-François-d'Assise

Dr Pierre Boisvert - Dr Jacques Fournier
Dr Yvon P. Morrisette - Dr Patrick Savard

oto-rhino-laryngologistes

525-4310

NOUVEAUX
TERRAINS

LE LAC CLAIR

«Le dépaysement grandeur nature»



Superbes terrains au bord du lac
À une heure de Québec dans Portneuf

Profitez de nos prix d'automne
N'achetez pas sans visiter ce site unique
(418) 650-5577 et (418) 527-5931

La peur d'aimer



Dr Yves Dalpé
PSYCHOLOGUE
ET SEXOLOGUE



Johanne Côté
PSYCHOLOGUE

Conférence sur la relation de couple

Par deux psychologues oeuvrant à temps plein
auprès d'individus et de couples

Le vendredi 20 octobre à 20h

Université Laval
De Koninck 1-B
15 \$ / personne

École de diction et de communication

Réservez votre
place maintenant

DÉBUT DES COURS
6 ou 11 nov. 95



Renée Hudon, professeure

POUR INFORMATION:
Marie-Laurence Nadeau
653-1127

BUREAUX OUVERTS
samedi de 9 h à 17 h
et dimanche de 13 h à 17 h

SI VOUS RÉPONDEZ OUI À UNE DE
CES QUESTIONS, LE COURS DE
DICTION ET DE COMMUNICATION
EST FAIT POUR VOUS.

- ☐ Vous arrivez difficilement à exprimer votre pensée?
- ☐ On vous fait souvent répéter?
- ☐ Le trac vous fait perdre tous vos moyens?
- ☐ Votre voix est monotone?
- ☐ Vous évitez de prendre la parole en public?

Vous apprendrez à:

- Vous exprimer clairement d'une façon ordonnée
- Développer une plus grande facilité d'élocution
- Maîtriser votre TRAC
- Placer et projeter votre voix
- Être naturel, crédible et convaincant
- Parler devant un groupe
- Améliorer votre image

2669, ch. Sainte-Foy, Sainte-Foy (à proximité de l'Hôpital Laval)

Pour les fonctionnaires provinciaux, l'École est inscrite au R.A.P.

Pour
VENDRE
ton
AUTO

LES ANNONCES CLASSÉES

686-3311

VENTE DE FERMETURE

SKI ET
SNOWBOARD

Un important manufacturier de vêtements
de ski et planche à neige ferme ses portes.
Tout doit être liquidé!

ELBE AMONT
SPORTWEARRIOR

ÉCONOMISEZ
JUSQU'À 70%

HOMME FEMME JUNIOR

Ensembles de ski alpin Elbe,
2 pièces, manches détachables

COMPAREZ À JUSQU'À 799\$

Prix
fermeture
99\$ à 329\$

Ensembles de ski alpin AMONT, 2
pièces, Dermoflex, Thinsulate

COMPAREZ À JUSQU'À 449\$

Prix
fermeture
79\$ à 169\$

Ensembles de ski alpin Junior, 2
pièces, Elbe et Kuppa

COMPAREZ À JUSQU'À 449\$

Prix
fermeture
79\$ à 179\$

Blousons ou pantalons de
snowboard, Dermoflex et Thinsulate

COMPAREZ À JUSQU'À 299\$

Prix
fermeture
79\$ à 129\$

Gants/Tuques/Cols roulés/Etc., à liquider!

UN SEUL ENDROIT!

687, BOUL. PIERRE-BERTRAND
2e ÉTAGE CLUB PISCINE

Heures d'ouverture
Samedi: 9h à 17h Dimanche: 11h à 17h

Elle n'avait pas envie de lui!

Une étudiante parvient à échapper à
un agresseur sexuel

RIMOUSKI — Un individu de Saint-Liguori, Denis Lafond, 49 ans, a été accusé hier au palais de justice de Rimouski d'agression sexuelle et d'action indécente sur une étudiante de 20 ans. Le camionneur a été intercepté

par les policiers vers les 1 h 15 dans la nuit de vendredi, peu après avoir agressé la jeune femme qui circulait dans le stationnement de l'hôtel de ville de Rimouski, avenue de la Cathédrale. Selon la sûreté municipale de Rimouski, l'homme aurait attaqué sa victime en la saisissant d'abord par la poitrine. «Il lui aurait dit d'avouer qu'elle avait envie de faire l'amour avec lui. À ce moment, l'homme avait le pénis à l'extérieur de son pantalon, a précisé le relationniste de la sûreté municipale de Rimouski, le capitaine Yvan Thibault. Très loin de répondre aux avances de l'homme, l'étudiante devait se débattre de toutes ses forces, tout en criant à un passant d'appeler la police. Au même moment, une voiture-patrouille circulait par hasard dans le secteur. Le suspect devait alors quitter prestement les lieux vers le parc de l'Archevêché où les policiers ont eu tôt fait de l'intercepter. L'homme n'a offert aucune résistance. Denis Lafond a été remis en liberté jusqu'à son enquête préliminaire pro forma qui a été fixée au 24 novembre. Selon la police, le suspect aurait déjà été accusé pour d'autres actes similaires dans la région de Joliette. E.W.

La conviction de Luce...

"Tu veux aller à l'université et bien te préparer? Fais comme moi, choisis le spécialiste. Au Petit Séminaire, ils ne font que ça: Baccalauréat international, DEC, programme intégré. Tout sous le même toit!"

étudiante, 2e collégial

(à suivre)

Le Petit Séminaire de Québec

ENAP

LE CARREFOUR UNIVERSITAIRE
DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

SESSIONS DE PERFECTIONNEMENT
OFFERTES À QUÉBECCOMMUNICATION ET NÉGOCIATION INTERPERSONNELLES
14-15 novembre 1995

Vous voulez instaurer un climat de confiance et de transparence nécessaire au développement de votre organisation. Vous pourrez y parvenir en améliorant vos habiletés de communicateur et en développant des compétences particulières en matière de négociation interpersonnelle.

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES À LA CLIENTÈLE
22-23 novembre 1995

Vous pourrez connaître les principales composantes du service à la clientèle, élaborer une grille d'analyse des attentes des clients et appliquer une méthode de solution de problèmes à un service à la clientèle déficient.

COMMUNICATION AVEC LES MÉDIAS
23 novembre 1995

Vous pourrez connaître les différentes techniques d'information, de persuasion et de rédaction et développer des habiletés à communiquer avec les médias.

LE PRIX DE REVIENT DES SERVICES DANS LE SECTEUR PUBLIC
24 novembre 1995

Cette session vous aidera à suivre l'évolution de vos coûts, à cibler et à quantifier les sources d'économie potentielles et à établir une base de tarification pour vos produits et services.

Renseignements et inscription : (514) 522-2464
Sans frais : 1-800-818-ENAP (3627)



Université du Québec
École nationale d'administration publique

POMMES

AUTOCUEILLETTE ET
VENTE EN KIOSQUE

Miel naturel
et jus de
pomme frais.

Autocueillette

Tours de
tracteur

Autocueillette

Cueillez vos pommes au
VERGER DE
L'ÉTANG
3101, Marie-Victorin
Saint-Antoine-de-Tilly
886-2375
Ouvert tous les soirs
et fins de semaine jusqu'à
la fin octobre

Cueillez vos pommes dans
un paysage enchanteur
FERNAND DROUIN
4606, chemin Royal,
Sainte-Famille
I.O. (20 km du pont)
Ouvert fin de semaine
Jusqu'à mi-octobre
829-2501

Venez cueillir
vos pommes du
VERGER
PLAISIRS
D'AUTOMNE
3030, Marie-Victorin
Saint-Antoine-de-Tilly
886-2619

CIDRERIE & VERGERS
SAINT-NICOLAS

Allons aux pommes
et visitons la
cidrerie

DÉGUSTATION
ET VENTE À
LA FERME
Jus, cidre, confitures,
gelées, sirops, vinaigres
7 JOURS SUR 7
À L'ANNÉE

CIDRE 2068, Marie-Victorin
St-Nicolas
836-5505

LIQUIDATION EXPRESS 95

ACCENT 95

3 portes



9 495\$*

Valeur économique de l'année - Motorist 95

ACCENT 95

4 portes



9 995\$*

Valeur économique de l'année - Motorist 95

ELANTRA 95

4 portes



10 995\$*

Valeur de revendeurs intégrée

SONATA 95

4 portes



14 595\$*

Valeur de revendeurs intégrée



HYUNDAI
On évolue à votre avantage

HYUNDAI
1000, boul. St-Joseph
Montréal
886-4471

CENTRE HYUNDAI
1000, boul. St-Joseph
Montréal
886-4471

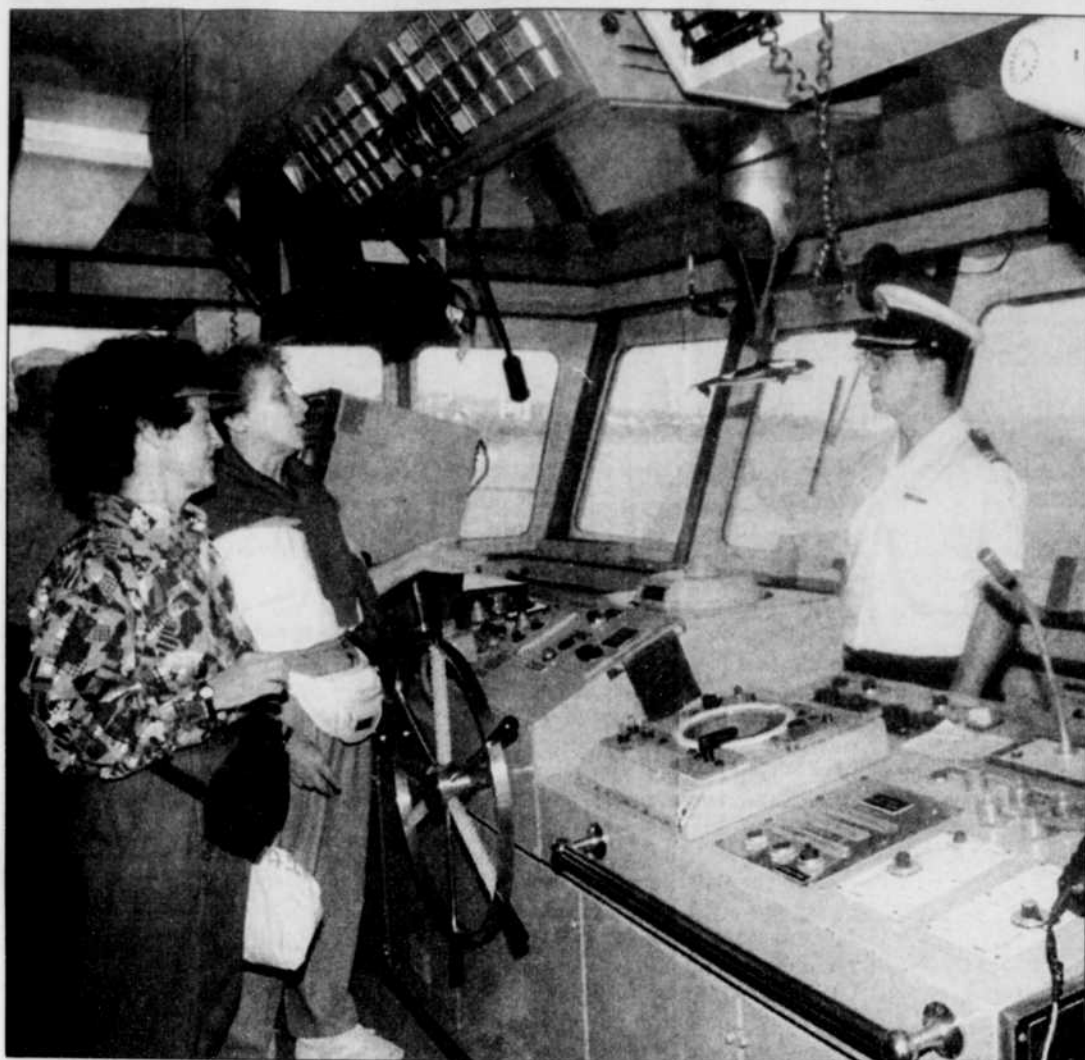
HYUNDAI
1000, boul. St-Joseph
Montréal
886-4471

HYUNDAI LÉVEL
1000, boul. St-Joseph
Montréal
886-4471

HYUNDAI
1000, boul. St-Joseph
Montréal
886-4471

HYUNDAI
1000, boul. St-Joseph
Montréal
886-4471

Un navire unilingue de Sa Majesté



LE SOLEIL, GILLES LAFOND

Le bateau école NCSM (navire canadien de Sa Majesté) Moresby, amarré au quai 21 du bassin Louise dans le Vieux-Port de Québec, était ouvert au public, hier. Les promeneurs en ont profité pour monter à bord. Un petit problème cependant : les matelots et les officiers de garde ne parlaient que l'anglais. L'officier Peter Koch essaie dans bien que mal de se faire comprendre. Une quarantaine de marins vivent sur ce bateau, dont le quart sont des femmes. Les matelots réservistes de Québec apprendront sur ce navire comment effectuer le déminage par le dragage du fond de la mer.

POLICIERS SOUS ENQUÊTE À THETFORD MINES

Audiences le 1^{er} novembre

PATRICK TURGEON
Collaboration spéciale

THETFORD MINES — Un avocat du Comité de déontologie policière entendra la demande de révision du Thetfordois Claude Savage lors d'audiences publiques qui se tiendront le mercredi 1^{er} novembre à l'hôtel de ville local. C'est M. Savage lui-même qui a choisi de porter la cause devant ce comité.

Celui-ci s'est dit victime d'humiliation, de non-respect de ses droits et d'une conduite insensée de la part de certains policiers de la Sûreté municipale de Thetford Mines-Black Lake lors de son arrestation le 10 juin en après-midi dans le stationnement du terminus d'autobus, de la rue Saint-Alphonse ouest. M. Savage roulait alors sur la rue D'Auteuil. Il aurait alors effleuré un poteau d'électricité qui se trouve à une soixantaine de pieds de l'intersection de la rue Saint-Alphonse ouest, causant des dommages importants du côté avant-droit de son automobile. De plus, le pneu-avant aurait touché légèrement le coin du trottoir pour ensuite éclater.

Dans une lettre qu'il a fait parvenir au Comité de déontologie policière, M. Savage, âgé de 38 ans soulève le nombre exagéré de policiers présents sur les lieux de l'incident ainsi que le comportement de certains policiers. Il se plaint également que l'enquête policière ait été partisane et que le seul but des policiers ait été de trouver une accusation à porter contre lui.

Il a fait savoir qu'il se défendra seul. « Certains avocats voulaient que je plaide coupable mais je désire aller plus loin dans cette histoire car je me suis senti humilié par les policiers et ma réputation en a été touchée sérieusement », indique-t-il. Il a cessé de travailler depuis cet incident.

ENCAN PUBLIC • ENCANT PUBLIC • ENCANT PUBLIC

ENCAN PUBLIC TAPIS PERSANS

LES PLUS BEAUX TAPIS DU PAKISTAN, IRAN, MAROC, TURQUIE, RUSSIE, & CHINE,

Authentiques tapis noués à la main, petits points et Kelims, neufs, semi-anciens, Nain, Isfahan, Bokhara, Kashmiri Tabriz, Heriz, Bakhtiari, Serapi, etc. Ces tapis seront liquidés à leurs valeurs minimales, ou sans restriction ni prix minimaux. Assortiment de couleurs et motifs.

DIMANCHE 15 OCTOBRE À 14H
(Inspection à 13h) au
CHÂTEAU BONNE ENTENTE
3400, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
Tapis D'Orient Bashir Ltée, Liquidateurs,
Encanteurs, Évaluateurs
8461, boul. Décarie, Montréal
Tél.: (514) 735-1958 Télécopieur: (514) 735-9095
Conditions: Argent comptant, cartes de crédit et chèques avec I.D. Frais de manutention de 10% exigés.

ENCAN PUBLIC • ENCANT PUBLIC • ENCANT PUBLIC



COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
— 125 ANS D'EXCELLENCE —
Une formation à l'échelle du monde!



Un programme régulier enrichi
Un programme d'éducation internationale

Une école de filles
Un enseignement de qualité
Une solide culture générale
Un suivi personnalisé
Une ambiance stimulante

Pensionnat: primaire et secondaire

→ EXAMENS D'ADMISSION ←

PRIMAIRE

1^{re} ANNÉE: SAMEDI LE 25 NOVEMBRE 1995 À 8H45
2^e À 6^e ANNÉE: SAMEDI LE 2 DÉCEMBRE 1995 À 8H45

SECONDAIRE

TOUS LES NIVEAUX: LES SAMEDIS
25 NOVEMBRE ET 2 DÉCEMBRE 1995 À 8H45

**PORTES
OUVERTES
DIMANCHE
22 OCTOBRE
1 9 9 5**

**S É A N C E
D'INFORMATION
SECONDAIRE: 13H00
PRIMAIRE: 14H00**

**RENSEIGNEMENTS
TÉLÉPHONE:
(418) 687-9250
TÉLÉCOPIEUR:
(418) 687-9847
INTERNET:
cjms@cmq.qc.ca**

2047, CHEMIN SAINT-LOUIS
SILLERY (QUÉBEC)
G 1 T 1 P 3

**FORFAIT
TOUT inclus**

- complet mode
- chemise B.V.D.
- cravate
- bas
- TPS
- TVQ

**1 SEUL PRIX
169⁹⁵**

Peut être vendu séparément

G.H. ÉCHÈNE
Des vêtements de qualité
qui reflètent votre apparence

NOUVEAU
PLACE
FLEUR
DE LYS
2^e étage
2100, rue
Saint-Joseph

GALERIES
CHAGNON
LEVIS
2^e étage
100, rue
Saint-Joseph

CANARDIERE
QUÉBEC
2^e étage
100, rue
Saint-Joseph

MONTMORENCY
4^e étage
4100, rue
Saint-Joseph
près de la
Chaudière

PLACE
LAURIER
2^e étage
100, rue
Saint-Joseph
près de la
Chaudière

GALERIES
DE LA
CAPITALE
QUÉBEC
2^e étage
100, rue
Saint-Joseph
près de la
Chaudière

L'ABONNEMENT

ski garanti

Si vous craignez ne pas skier le nombre de fois pour couvrir le coût de votre abonnement, Ski Stoneham s'engage à vous créditer la partie non utilisée sur l'achat de votre prochain abonnement. C'est garanti!

Abonnement de saison à partir de 168\$*

* Abonnement de soir
Étudiant 16-22 ans

Ski Stoneham

Abonnez-vous maintenant, nous sommes ouverts!

APPELEZ-NOUS: 848-2411



FRAISES

Produit de la Californie

97¢
la chopine

CELERI

Produit du Québec, gr. 24

67¢
chacun

CHAMPIGNONS

Blancs, café ou tranchés, de l'Ontario

87¢
la chopine

BROCOLI

Produit du Québec, gr. 14

67¢
chacun

BANANES

DEL MONTE, produit du Costa Rica

47¢
1,04\$ le kilo

PAMPLEMOUSSES ROSES

Nouvelle récolte, produit de la Floride, gr. 56

4 pour 97¢

LAITUE BOSTON VIVANTE "MIRABEL"

Culture hydroponique

87¢
chacune

TOMATES ROUGES

Produit de la Californie, préemballées

77¢
1,70\$ le kilo

PIMENT VERT

Produit du Québec, préemballé

97¢
2,14\$ le kilo

SÉRIAL EN VIGUEUR JUSQU'AU 15 OCTOBRE 1995.

CONSULTER NOTRE CIRCULAIRE EN MAGASIN POUR DE NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX.

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS.

Forum environnemental en Chaudière-Appalaches

«Nous sommes là pour encourager les industries»

PIERRE PELCHAT
Le Soleil

LÉVIS — Le Conseil de l'environnement en Chaudière-Appalaches tiendra un forum le samedi 21 octobre, au collège de Thetford Mines, pour faire un bilan sur les mesures prises pour protéger l'environnement dans la région et sur celles à venir.

Les organisateurs de la rencontre misent sur la présentation d'exemples de réussite d'entreprises, d'organismes en matière d'environnement pour convaincre les leaders régionaux de l'importance de protéger les milieux de vie.

«Le temps des accusations, c'est fini. Les écolos doivent descendre de deux étages et parler au monde», a affirmé, hier, au SOLEIL, le vice-président d'Eco-Sommet, André Bélisle. Eco-Sommet est un organisme qui a été formé par

des groupes environnementaux avec l'appui des gouvernements pour faire le suivi du Sommet de Rio.

Le principal handicap qui empêche de faire avancer l'objectif d'une meilleure protection de l'environnement est la méfiance entre les environnementalistes et les industriels. «Plusieurs pensent encore que l'on vient fermer des industries. Ce n'est pas vrai que l'on vient mettre en péril des industries. On est là plutôt pour les encourager», a expliqué M. Bélisle qui sera conférencier au Forum.

«On critique beaucoup les producteurs agricoles pour la pollution. Mais qui sait que 2000 demandes d'aide financière sont en attente au gouvernement pour construire de nouvelles fosses à purin? Nous avons l'intention d'appuyer les producteurs et faire pression sur le gouvernement pour débloquent les subventions», a-t-il poursuivi.



L'environnementaliste André Bélisle

Au niveau provincial et dans d'autres régions, des ententes de partenariat ont pu être conclues avec Hydro-Québec, Gaz Métropolitain, l'Union des producteurs agricoles.

En Chaudière-Appalaches, les rapports avec le milieu industriel sont cependant difficiles. Plusieurs entreprises se font tirer l'oreille pour participer au Forum. «La méfiance vient de la méconnaissance. La méfiance va exister tant que les gens ne se rencontreront pas, ne discuteront pas», a ajouté M. Bélisle.

Le détenu Murdock n'a jamais été travailleur de rue

«Une fausseté qui nous fait très mal»

ALAIN BOUCHARD
Le Soleil

■ QUÉBEC—Hugo Murdock, actuellement emprisonné à Charlesbourg pour possession de stupéfiants, n'a jamais été travailleur de rue de sa vie, protestent vigoureusement les gens qui pratiquent ce métier à Québec.

Le détenu de 21 ans a été publiquement présenté comme travailleur de rue par suite d'une demi-fausseté qu'il affirmait lors d'une récente comparution au palais de justice de Québec. «C'est terrible le tort que cause pareille fausseté à notre réputation, déplore le coordonnateur des travailleurs de rue de la Maison Dauphine, Ian Gagnon. Ça risque de détruire la fragile confiance que nous avons mis des années à bâtir si laborieusement auprès du public.»

L'enregistrement du témoignage de Murdock démontre que l'accusé dit exactement ceci, lorsque interrogé sur son occupation: «Travailleur de rue... euh... intervenant à la Maison Dauphine.» Ce qui n'est pas du tout la même chose et ce qui a contribué à répandre la méprise dénoncée par M. Gagnon.

Murdock, effectivement, a déjà été animateur bénévole au célèbre refuge

pour jeunes du Vieux-Québec. Mais jamais travailleur de rue ni là, ni ailleurs.

«Nous avons un code de déontologie très serré, explique Ian Gagnon. Nous sommes régis de très près par l'Association des travailleurs de rue du Québec. Nous sommes même tenus d'avoir une carte d'identité avec photo. Nous faisons tout pour être nets et crédibles. Puis voilà qu'une histoire de drogue reliée à quelqu'un d'autre vient ternir toute la confrérie.»

Le travailleur de rue rappelle que toutes sortes de monde fait de l'intervention quelconque dans le domaine de la délinquance publique, et souvent de l'intervention fort utile, mais que ça ne justifie pas pour autant de s'autoproclamer travailleur de rue.

Murdock a finalement été condamné à six mois de prison.

SUBARU OUTBACK

2.5 litres
16 soupapes

ENFIN ARRIVÉ

La première familiale sportive utilitaire
La traction intégrale (4 roues motrices)

ACADIA SUBARU

AUTOROUTE DE LA CAPITALE
SORTIE PIERRE-BERTRAND

681-6000

Embellissez votre avenir...

Faites carrière en
ESTHÉTIQUE OU
en **ÉLECTROLYSE**
Notre école vous offre un enseignement
professionnel, à la fine pointe des
techniques nouvelles.

DÉBUT DU COURS

ÉLECTROLYSE

Jour : le 30 octobre

**Rabais de 500\$
sur le cours**

- Massage Suédois
- Soins Des Pieds Spécialisés

Diplôme de l'Académie scientifique de beauté - Paris
(1926)

Diplôme de l'Académie René-Alexandre - Québec

ACADÉMIE RENÉ-ALEXANDRE

30 années d'expérience
839, Saint-Joseph Est (418) 522-0134

ERRATUM

Une erreur a malheureusement été commise
lors de l'impression de nos encarts GMC
Veuillez nous en excuser.

Tous nos encarts auraient dû
véhiculer le logo "recyclé".



Une invitation à nos Portes Ouvertes et à nos examens d'admission

ÉTABLISSEMENTS	ADRESSES	NIVEAU/CLIENTÈLE	PORTES OUVERTES	EXAMEN D'ADMISSION
ACADÉMIE SAINT-LOUIS	810, des Érables, Québec G1R 2M3 Tél.: (418) 845-5121, Téléc.: (418) 845-5244	Secondaire garçons et filles	19 nov. 1995 (14h)	25 nov. et 9 déc. 1995 (9h)
COLLÈGE DE CHAMPIGNY	1400, route de l'Aéroport, Sainte-Foy G2G 1G6 Tél.: (418) 872-0508, Téléc.: (418) 872-6266	Secondaire garçons et filles	5 nov. 1995 (13h)	2 et 9 déc. 1995 (8h30)
COLLÈGE DE LÉVIS	9, Monseigneur-Gosselin, Lévis G6V 5K1 Tél.: (418) 833-1249, Téléc.: (418) 833-1974	Sec. et collégial garçons et filles	Non	25 nov., 2 déc. 1995 et 20 janv. 1996 1re secondaire (9h à 12h)
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY	2047, chemin Saint-Louis, Sillery G1T 1P3 Tél.: (418) 687-9250, Téléc.: (418) 687-9847	Primaire et sec. filles	22 octobre 1995 sec. (13h), primaire (14h)	25 nov. et 2 déc. 1995 (8h45)
COLLÈGE MARGUERITE- D'YOUVILLE	2700, chemin Des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy G1V 1X5 Tél.: (418) 656-9313, Téléc.: (418) 656-9885	Secondaire filles	5 nov. 1995 (13h)	25 nov., 2 déc. 1995 1re sec. (8h) 9, 16 déc. 1995 2e à 5e sec. (8h)
COLLÈGE MARIE-MOISAN	640, 8e Avenue, Limoilou, Québec G1J 3L7 Tél.: (418) 529-7522, Téléc.: (418) 529-0332	1re, 2e et 3e sec. filles (externes et rés.)	29 octobre 1995 (13h30)	25 nov., 2 déc. 1995 (9h)
COLLÈGE SAINT-CHARLES- GARNIER	1150, boul. René-Lévesque Ouest, Québec G1S 1V7 Tél.: (418) 681-0107, Téléc.: (418) 681-9631	Secondaire garçons et filles	12 nov. 1995 (13h30)	2 et 9 déc. 1995, 1re sec. (8h30) 13 janv. 1996, 2e sec.
COUVENT NOTRE-DAME- DE-TOUTES-GRÂCES	51, rue Déziel, Lévis G6V 3T7 Tél.: (418) 833-7691, Téléc.: (418) 833-1843	Secondaire filles	5 nov. 1995 (13h30)	25 nov., 2 et 9 déc. 1995
ÉCOLE SECONDAIRE FRANÇOIS-BOURRIN	50, av. des Cascades, C.P. 5070, Beauport G1E 6B3 Tél.: (418) 661-6978, Téléc.: (418) 661-4778	Secondaire garçons et filles	5 nov. 1995 (13h30)	25 nov. et 2 déc. 1995 21 janvier 1996 (9h)
ÉCOLE SECONDAIRE MONT-SAINT-SACREMENT	200, boul. St-Sacrement, Saint-Gabriel-de-Valcartier G0A 4S0 Tél.: (418) 844-3771, Téléc.: (418) 844-2517	Secondaire garçons et filles	22 octobre 1995 (13h)	25 nov., 2 et 9 déc. 1995 (8h30)
EXTERNAT SAINT- JEAN-EUDES	650, avenue Bourg-Royal, Charlesbourg G2L 1M8 Tél.: (418) 627-1550, Téléc.: (418) 627-0770	Secondaire garçons et filles	12 nov. 1995 (13h30)	25 nov. et 2 déc. 1995 (8h)
JUVÉNAT NOTRE-DAME- DU-SAINT-LAURENT	30, rue du Juvénat, Saint-Romuald G6B 6P5 Tél.: (418) 839-9592, Téléc.: (418) 839-3523	Secondaire garçons et filles	12 nov. 1995 (13h)	25 nov. et 2 déc. 1995 1re et 2e secondaire (9h)
L'ÉCOLE DES URSULINES DE QUÉBEC	4, rue du Parloir, C.P. 820 H.V., Québec G1R 4S7 Tél.: (418) 692-2612, Téléc.: (418) 692-1240	Prim. et secondaire filles	5 nov. 1995 (13h30)	25 nov. et 2 déc. 1995 (8h30)
LE PETIT SÉMINAIRE DE QUÉBEC	6, rue de l'Université, Haute-Ville, Québec G1R 4V7 Tél.: (418) 694-1020, Téléc.: (418) 694-0803	Sec. et collégial garçons et filles	5 et 12 nov. 1995 (13h30)	25 nov., 2 et 9 déc. 1995 (8h30)
SÉMINAIRE DES PÈRES MARISTES	2315, chemin Saint-Louis, Sillery G1T 1R5 Tél.: (418) 651-4944, Téléc.: (418) 651-6841	Secondaire garçons et filles	22 oct. et 12 nov. 1995 (13h30)	25 nov., 2, 9 déc. 1995 et 20 janvier 1996 (9h)
SÉMINAIRE SAINT- FRANÇOIS-DE-CAP-ROUGE	4900, Saint-Félix, Saint-Augustin G3A 1X3 Tél.: (418) 872-0611, Téléc.: (418) 872-5845	Secondaire garçons et filles	19 nov. 1995 (13h30)	25 nov. et 2 déc. 1995 (9h)

C'est le temps de l'année où de nombreux fabricants d'automobiles vous inviteront à faire l'essai de leurs voitures 1996, plus récentes, toutes nouvelles, super fantastiques, hyper-sécuritaires, parfaites pour vous, à rendre jaloux vos voisins. Chez Saturn, ce n'est pas notre cas. En fait, ça n'a jamais été notre cas.



La nouvelle Saturn SL2 1996

entre autres, une philosophie toute simple qui tient en quelques mots: traiter les autres comme on aimerait être traité soi-même. Pour nous cela signifie vous aider à acheter une voiture, et non vous pousser à en faire l'essai. Et cela signifie prendre soin de vous plus tard, même si vous décidez que vous n'aimez plus ce que vous

Une voiture devrait être supportée par beaucoup plus que les quatre pneus sur lesquels elle repose.

Mais permettez-nous de vous faire une suggestion. Au lieu d'essayer seulement la voiture, essayez aussi la compagnie. Scrutez la marque à la loupe. Cherchez à savoir si la voiture est supportée par autre chose que les quatre pneus sur lesquels elle repose. Si vous faites cet exercice avec la Saturn, vous ferez plein de découvertes, vous découvrirez,



avez acheté. Alors, voici notre invitation: rendez-vous chez un détaillant Saturn. Vous y verrez nos nouvelles voitures 1996 et vous êtes cordialement invité à en faire l'essai. Mais, pendant que vous y êtes, mettez-nous à l'épreuve. Parce qu'on peut apprendre beaucoup de choses sur une voiture en se renseignant à propos de son fabricant.



SATURN.
Pour faire tout autrement

Candidat surprise à la mairie

ROBERT SAVARD

Collaboration spéciale

■ **PORT-CARTIER** — Il y aura finalement trois candidats à la mairie de Port Cartier. À la fermeture de la période de mise en candidature, hier après-midi, Régis Simard a pris tout le monde par surprise.

Régis Simard était, jusqu'à hier, directeur des travaux publics à la ville de Port-Cartier. Tous ont été sidérés d'apprendre qu'il remettait sa démission à 13 h. L'ingénieur de 61 ans a ajouté à la stupéfaction générale en se portant candidat à la mairie quelques minutes avant la fermeture de la période de mise en candidature.

Il a confié au SOLEIL que, ni sa démission, ni sa candidature à la mairie de Port-Cartier, ne sont des gestes de vengeance. Il mentionne: «J'ai des projets que je voudrais voir réalisés, pas pour mes propres intérêts, mais pour ceux de toute la population.»

Natif de Shelter Bay (le nom d'origine de Port-Cartier), Régis Simard s'est fait remarquer, entre autres, dans le dossier du traversier-rail entre Matane et la Côte-Nord, en tant que président-fondateur de la société Cogéma. Les deux autres candidats à la mairie sont l'actuel maire Anthony Detrolo et Jean-Guy Chalut. Ce dernier avait été défait par le maire sortant en 1991.

Après la fermeture des mises en candidatures, il semble que deux candidats sont élus sans opposition; il s'agit de Bertrand Gauthier et Serge Rathier.

THETFORD MINES

Aucune opposition au maire Therrien

IAN BUSSIÈRES

Collaboration spéciale

THETFORD MINES — Le maire de Thetford Mines, Henri Therrien, a été réélu sans opposition pour un troisième mandat à la tête de cette ville de 18 000 habitants. M. Therrien était en effet le seul à avoir posé sa candidature à la mairie hier à 16 h 30, heure de fin des mises en candidature en vue des élections du 5 novembre dans la capitale de l'Amiante.

Anciennement conseiller municipal du district St-Maurice, Henri Therrien débute donc sa 21^e année au conseil, lui qui avait succédé au maire Marc Bergeron en 1987 après avoir littéralement écrasé son adversaire René Lafleur. Lors des élections de 1991, M. Therrien, qui est enseignant à l'École secondaire Joseph-Fecteau de Thetford Mines, avait été réélu sans opposition.

Le premier magistrat de Thetford Mines a déclaré que cette seconde élection sans opposition devait être interprétée comme un vote de confiance et un témoignage de reconnaissance envers le travail accompli plutôt que comme un désintéressement des contribuables envers la politique municipale.

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Les conseillers municipaux, Harold Vachon, Jean Paré, Maurice Camiré, Clément Marchand et Henri Bergeron, ont également été réélus sans opposition hier, ce qui signifie qu'il n'y aura élection que dans trois districts de Thetford Mines le 5 novembre. L'agent de sécurité Pierre Blanchette fera la lutte à l'ex-journaliste sportif devenu commerçant, Luc Champagne, dans St-Alphonse et Denise Bergeron livrera bataille à l'ancien président de la Chambre de commerce de l'Amiante, Réal Boulet, dans le district Amiante. Une lutte à quatre aura lieu dans le district St-Georges alors que le conseiller sortant, Jean-Denis Bouffard, fera face à un de ses anciens adversaires, Pierre Simard, et à deux candidats qui ont déposé leurs bulletins de candidature à la dernière minute hier, Louis-Philippe Champagne et Hélène Leblanc.

Chaude lutte à Maria et à Chandler

MARIA — Trois candidats, deux hommes et une femme, tenteront, le 5 novembre, de remplacer le maire sortant de Maria, Marc Gagné, qui quitte la vie municipale après 25 ans de politique.

Il s'agit du conseiller Louis-Marie Audet, l'ex-conseiller Gaëtan Bélanger et Nathalie Normandeau, qui a déposé son bulletin à la toute fin de la période de mise en candidature. Deux postes de conseillers feront de plus l'objet d'un scrutin.

À Chandler, le maire Jean Paquin, qui occupe ces fonctions depuis 1982, sera opposé à l'ancien conseiller Réginald Lucas et à Jeanine Dubé, qui fait le saut pour la première fois en politique locale.

Quinze candidats tenteront de se faire élire dans les six postes en jeu. Le préfet de la MRC Pabok Claude Cyr, élu depuis 1983, devra défendre son poste devant l'ancien conseiller Marc Langelier à Pabos Mills. À Escuminac, le président du CRCD Gaspésie-Les-Îles, Bertrand Berger, a été élu sans opposition. Dans la municipalité de Saint-François-de-Pabos, près de Chandler quatre candidats tenteront de déloger le maire Jean-Paul Blais, c'est-à-dire Valmont Langelier, Madone Bélanger, Jean Turcotte et Marcel Huard. À Saint-Léon-la-Grand, Jean-Guy Rioux a été élu sans opposition pour succéder à Laurent Boudreau. G.G.

AVENTURE
ELECTRONIQUE

branchez-vous!...
SERVICE COMPLET
INTERNET*
En Moins De 10 Minutes...
Net-ROVER
Jusqu'à 220 heures
d'accès par mois... INCLUSES
* Disponible dans certaines
régions et magasins seulement

SUPER VENTE
DU PRÉSIDENT

SUPPORT
TECHNIQUE
Après vente, sur information
1-800-310-9525

LA PLUS GRANDE SÉLECTION DE TÉLÉVISEURS ET SYSTÈMES AUDIO AU QUÉBEC

EPSON ACTION NOTE 660C • Processeur 486DX266MHz • Mémoire 4Mo • Disque dur 340Mo • Lecteur 1.44Mo, 3.5"HD • Écran couleur 10.3" DSTN • Un PCMCIA type III • Trackball intégré MAINTENANT AVEC 8Mo DE MÉMOIRE AU MÊME PRIX 2899⁰⁰	AST ASCENTIA™ 810N • Processeur 486DX266MHz • Écran couleur 10.4" DSTN • Capacité pour deux batteries • Trackball intégré • Deux cartes PCMCIA • MS-DOS™, Windows™ • Ergonomique RABAIS 400⁰⁰ Rég.: 3399.00 2999⁰⁰
EPSON NOUVEAU MODÈLE 96 479⁰⁰	STYLUS COLOR IIs • Résolution: 720 ppp • Option couleur incluse • Qualité photographique • Supporte papier régulier 14.4 Kbps 199⁰⁰
Machine Sapiens CORRECTEUR 101 • Correcteur grammatical • WINDOWS/MAC 99⁹⁹	Microsoft WINDOWS '95 • Mise à jour disponible • 3.5" • CD RABAIS 10⁰⁰ Rég.: 134.99 124⁹⁹
FURY 3 • WINDOWS • WINDOWS 95 • CD-Rom 49⁹⁹	

Les photos peuvent différer des modèles en vente. Certains articles sont des démonstrateurs ou fin de ligne et ne sont pas disponibles dans tous nos magasins. *Durant 30 jours suivant l'achat aux mêmes conditions dans la même région, chez un marchand autorisé qui a la marchandise en stock.

QUÉBEC Place Lebourgneuf 5500 boul. Des Gradients (418) 628-5500	LÉVIS Galeries Chagnon 300 Côte Passage (418) 835-5500 NOUVEAU OUVERTURE LE 19 OCTOBRE	CHICOUTIMI 394 boul. Des Saguenéens (418) 698-3940
--	---	---

VOTRE ENFANT ÉPROUVE DES DIFFICULTÉS SCOLAIRES?

VOICI UNE SOLUTION EFFICACE!

S.O.S. Études jumellera votre enfant avec un tuteur ou une tutrice qui se rend à votre domicile pour apporter un soutien académique dans les matières problématiques.

S.O.S. ÉTUDES
524-2452

LD
INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT LINGUISTIQUE
DU QUÉBEC

Dîner-conférence

Monsieur Jean-P. Vézina
Président-directeur général
Société immobilière du Québec (SIQ)

L'avenir de la SIQ et ses transformations

Date: Mardi 17 octobre 1995
Heure: 12 h à 14 h
Lieu: Cercle de la Garnison
97, rue St-Louis
Québec (Québec)

Coût: Membre 55 \$
Non-membre 65 \$
(taxes incluses)

Informations et réservations:
Tél.: 653-3136 - Fax: 653-9735

(Cette publicité subliminale en faveur des oeufs au petit déjeuner a été autorisée et payée par la Fédération des poules pondeuses du Québec.)

**AU PETIT DÉJEUNER,
J'CRAQUE POUR TOI MON COCO!**



Le maire Jacques Dumas, qu'on voit ici dans l'entrepôt où se trouvent les produits toxiques, a bon espoir que ce problème se règle rapidement.

PRODUITS TOXIQUES À SAINT-FRANÇOIS DE MONTMAGNY

Quatre hypothèses pour liquider les barils dangereux

SYLVAIN FOURNIER
Collaboration spéciale

■ SAINT-FRANÇOIS—Le comité conjoint, chargé de résoudre le problème des barils de produits toxiques placés dans un entrepôt sans propriétaire du rang Morigeau à Saint-François, près de Montmagny, a retenu quatre hypothèses de solutions lors d'une première rencontre tenue dans le plus grand secret. Ces scénarios seront maintenant soumis à la haute direction du ministère de l'Environnement et de la Faune qui aura à les analyser et rendre une décision.

Le maire de Saint-François, M. Jacques Dumas, ainsi que des représentants de la Santé publique, de la Sécurité civile et du ministère de l'Environnement et de la Faune avaient d'abord élaboré huit scénarios pour débarrasser Saint-François de ces produits dangereux. M. Dumas, qui garde bon espoir de voir ce problème bientôt réglé, a qualifié cette première rencontre du comité conjoint de fructueuse pour tous les partis.

Mais, pas question pour le moment de déterminer si la facture sera par-

tagée ou non dans ce dossier, a précisé M. Dumas. « Si un scénario est retenu par le ministère, on procédera alors à des appels d'offres pour évaluer les coûts exacts de l'opération choisie », a-t-il expliqué au SOLEIL lors d'une entrevue téléphonique.

Sans fermer la porte à une possible injection de deniers municipaux, le maire de Saint-François soutient cependant qu'il faudra que le geste soit défendable devant ses citoyens pour qu'on engage de l'argent.

Des quatre hypothèses retenues,

trois supposent le départ immédiat des produits de l'entrepôt de Saint-François. Une première proposition prévoit d'envoyer directement les produits vers un centre de traitement tandis que les deux autres amèneraient les barils vers un site d'entrepôt spécialisé où les produits pourraient être éliminés graduellement selon les disponibilités budgétaires du ministère.

Une dernière hypothèse prévoyait la sécurisation du site actuel avec surveillance vidéo 24 heures sur 24 et les produits pourraient demeurer sur place. Une hypothèse très coûteuse, environ 150 000 \$, et qui ne réglerait qu'en partie le problème à Saint-François, a mentionné M. Dumas.

Le comité conjoint a prévu une seconde rencontre au cours des prochaines semaines. En ce qui a trait au choix de l'hypothèse, M. Dumas a précisé que ce sera au ministre d'en faire l'annonce lorsqu'une décision sera prise.

RENCONTRES D'INFORMATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION INTERNATIONALE 1^{re} SECONDAIRE

Les parents désireux d'assister aux séances d'information sur le Programme d'éducation internationale offert à l'école secondaire de Robichaud de la commission scolaire des Découvreurs sont attendus le 23 ou le 24 octobre, à 19 h 30, à la salle polyvalente du pavillon Félix-Leclerc situé au 1095, rue de Robichaud à Sainte-Foy.

Les examens d'admission pour le Programme d'éducation internationale auront lieu le 10 ou le 11 novembre prochain. Le coût des examens est de 40 \$ et la date limite d'inscription le mercredi 8 novembre, 16 h.

Pour plus de renseignements, téléphoner à M^{me} Lina Désautels, au numéro 652-2167.

Commission scolaire
des **D**écouvreurs



Le sérieux de Lucie...

"Oui, mes professeurs sont exigeants, compétents mais ils sont si accueillants et il est si facile de les rencontrer. Moi, j'en profite."

étudiante, 1^{re} collégial

(à suivre)

Le Petit Séminaire de Québec

RIMOUSKI

Capturé alors qu'il agressait une jeune fille

RIMOUSKI—Un individu de Saint-Liguori, Denis Lafond, 49 ans, a été accusé hier au palais de justice de Rimouski d'agression sexuelle et d'action indécente sur une étudiante de 20 ans.

Le camionneur a été intercepté par les policiers vers les 1 h 15 dans la nuit de vendredi, peu après avoir agressé la jeune femme qui circulait dans le stationnement de l'hôtel de ville de Rimouski, avenue de la Cathédrale. Selon la Sûreté municipale de Rimouski, l'homme aurait attaqué sa victime en la saisissant d'abord par la poitrine.

« Il lui aurait dit d'avouer qu'elle avait envie de faire l'amour avec lui. À ce moment, l'homme avait le pénis à l'extérieur de son pantalon », a précisé le relationniste de la SM de Rimouski, le capitaine Yvan Thibault. Très loin de répondre aux avances de l'homme, l'étudiante devait se débattre de toutes des forces, tout en criant à un passant d'appeler la police.

Au même moment, une voiture-patrouille circulait par hasard dans le secteur. Le suspect devait alors quitter prestement les lieux vers le parc de l'Archevêché où les policiers ont eu tôt fait de l'intercepter.

L'homme n'a offert aucune résistance. Denis Lafond a été remis en liberté jusqu'à son enquête préliminaire pro forma qui a été fixée au 24 novembre. Selon la SM de Rimouski, le suspect aurait déjà été accusé pour d'autres actes similaires dans la région de Joliette. E.W.

POUR
UN TEMPS
LIMITÉ
JE PAIE
LES
TAXES

PERSONNE À QUÉBEC NE VEND MOINS CHER QUE TI-FRÈRE

AUCUNE TAXE*

TOUT POUR LA DÉCORATION SOUS UN MÊME TOIT



HÂTEZ-VOUS!

LES
MEILLEURS
PRIX
GARANTIS
TOUS LES JOURS
Si vous trouvez un meilleur prix pour le même produit dans n'importe quel autre magasin ailleurs, Ti-Frère s'engage à vous rembourser la différence plus 10 % de la différence.

PLUS DE 100 000 V.C. D'AUBAINES EN COUVRE-PLANCHERS

COUVRE-PLANCHERS

- Installations garanties faites par des experts
- Meilleurs conseillers à Québec
- Dépositaire autorisé des marques: Peerless, Domco, Mannington, Queen, Harding

TAPIS, PRÉLARTS, TUILES, CARPETTES, CHEMIN DE PASSAGE

TAPIS SAXONY

100% nylon, anti-tache et anti-statique. Grand choix de couleurs en stock. Rég. 17,99 \$ v.c. seulement

15,99 \$
v.c.
SANS TAXE

TAPIS COMMERCIAL

Plus de 20 000 v.c. en stock. Nylon et polypropylène. Beau choix de couleurs en stock. À partir de seulement

4,99 \$
v.c.
SANS TAXE

PRÉLARTS SANS CIRAGE

Plus de 15 000 v.c. en stock. Domco, Mannington, Armstrong. Facile d'entretien. Grande liquidation pour seulement

6,99 \$
v.c.
SANS TAXE

TAPIS TWIST

Quelle valeur! Incroyable! 100% nylon anti-tache et anti-statique. Garantie de 10 ans. CHOIX ÉNORME DE 70 COULEURS

22,99 \$
v.c.
SANS TAXE

Prix spécial Ti-Frère

Si vous trouvez un meilleur prix pour le même produit dans n'importe quel autre magasin ailleurs, Ti-Frère s'engage à vous rembourser la différence plus 10 % de la différence.

22,99 \$
v.c.
SANS TAXE

CARPETTES

Plus de 200 motifs et couleurs! Laine, nylon, polypropylène, acrylique. Anti-tache et facile à nettoyer. Grands choix de motifs et de couleurs en magasin

SANS TAXE

TUILES

Beau choix de modèles SANS TAXE

CHEMIN DE PASSAGE

Grand choix de motifs et de couleurs en magasin

SANS TAXE

AUCUNE TAXE SUR TOUTE NOTRE CÉRAMIQUE DISPONIBLE EN MAGASIN

NOUS FABRIQUONS PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ*

STORES

- Meilleurs conseillers à Québec
- Dépositaire autorisé des marques reconnues: Levolor, Holican, Hunter Douglas, Draco
- Tringles supérieures, garanties à vie

VERTICAUX, HORIZONTAUX, TOILES, PLISSÉS, P.V.C., TISSUS, ALUMINIUM

TOUS LES STORES VERTICAUX fabriqués pendant que vous attendez...

SANS TAXE

TOUS LES STORES HORIZONTAUX EN STOCK

SANS TAXE

HUNTER DOUGLAS

silhouette horizontaux vignette stores en bois et plissés

SANS TAXE

TOUTES NOS TOILES

à rouleaux opaques

SANS TAXE

SPÉCIAL PORTE-PATIO

Surplus d'inventaire.

SANS TAXE

À PARTIR DE 29,99 \$

*Marchandise sélectionnée

DOUILLETES, COUVRE-LITS, DRAPS, DUVETS, OREILLERS

LITERIE

- Confections garanties faites par des professionnelles
- Meilleures conseillères à Québec
- Dépositaire autorisé des marques: Sheffex, Lawrence, Cannon, Griffith

DOUILLETES

(quantité limitée) Pour lit simple ... À partir de

29,99 \$

SANS TAXE

ASSORTIMENT DE DOUILLETES

Beau choix de styles et motifs. (Simple, Double, Reine) À partir de

79,99 \$

SANS TAXE

COUSSINS DÉCORATIFS

Couleurs assorties. Rég. 13,99 \$

9,99 \$

SANS TAXE

50 % DE RÉBAIS SUR UNE BELLE SÉLECTION D'ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN (DISCONTINUÉS)

SANS TAXE

ENSEMBLES DRAPS

en percale, 180 fils au pouce. À partir de

59,99 \$

SANS TAXE

TOUS LES RIDEAUX

de douche en magasin.

SANS TAXE

TOUS LES CADRES EN MAGASIN

SANS TAXE

*Marchandise sélectionnée

PAPIER PEINT-PEINTURE

TOUS LES ACCESSOIRES qu'il vous faut pour la peinture (rouleaux, pinceaux, etc.) et cela.

SANS TAXE

TOUS LES ROULEAUX ET BORDURES de papier peint en stock.

SANS TAXE

PEINTURE de marque renommée Crown Décor.

SANS TAXE

*Marchandise sélectionnée

SERVICE À DOMICILE GRATUIT
681-6023

TI-FRÈRE

215, boul. Hamel, Vanier

DÉCOREZ À DES PRIX DÉRISOIRES

Heures d'ouvertures: Lundi, mardi, mercredi: 9h00 à 18h00. Jeudi et vendredi: 9h00 à 21h00. Samedi: 9h00 à 17h00. Dimanche: 12h00 à 17h00.

L'UNIQUE MAXI CENTRE D'AUBAINES EN DÉCORATION

LA BOUSSOLE



Invitation

Conférence du Dr Jacques Drouin
Dans le cadre de la Campagne de sensibilisation aux maladies mentales du 14 au 21 octobre 1995

Conférencier: Dr Jacques Drouin, ex-président de l'Association des psychiatres du Canada.

Titre: "Van Gogh n'a pas tout dit avec des mots".
Le conférencier a recherché les événements significatifs de la vie du peintre ainsi que les œuvres produites lors de ces moments. Certaines corrélations et explications sur la vie et le suicide du peintre vous seront ainsi présentées.

Endroit: Auditorium du Centre François-Charon 525, boulevard Wilfrid-Hamel Est - Québec

Date: Le lundi 16 octobre 1995

Heure: 19 h à 21 h 30

Coût: Contribution volontaire

La Boussole
Regroupement des parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale
Pavillon Lancty-Poulin, 2525, de la Canardière 4^e étage, Beauport (Québec)
G1J 2G2, tél.: 663-5860
Commandites: Jeune Barreau de Québec, Fondation Robert-Giffard, Jansen, Pfizer et Novopharm

Un jeune qui se connaît bien

ON CHERCHE UN FOYER

Le texte de cette semaine est le fruit d'une collaboration spéciale puisque le jeune a participé, à sa façon, à la rédaction de celui-ci.

En effet, Kevin s'est présenté à nous, accompagné d'un écrit, nous révélant avec justesse d'ailleurs, ses traits de personnalité et ses activités préférées. Voici donc ce que Kevin nous a livré sur lui.

Âgé de 13 ans, il se dit honnête, serviable et aimable. Il possède un bon sens de l'humour et il se montre capable d'échanger et de se remettre en question. Il est propre sur sa personne et autonome au niveau de son hygiène corporelle. Il se décrit comme un gars sportif; il joue au hockey et au soccer et il aime bien la natation et la bicyclette. Pendant ses autres moments de loisirs, il écoute de la musique, il va au cinéma et il s'amuse avec des jeux vidéo.

Kevin nous a également dévoilé les facettes moins séduisantes de sa personnalité. Il nous a donc avoué qu'il éprouve de la difficulté à entretenir des relations harmonieuses avec ses pairs. Impulsif, il les provoque parfois et par crainte d'être contrôlé par l'autre, il a tendance à vouloir diriger. Il admet ne pas raffoler de l'école, mais il s'acquitte correctement de ses travaux scolaires.

À ces révélations, nous pouvons ajouter que Kevin est conscient de ne pouvoir retourner vivre chez sa mère et qu'il désire une famille d'accueil où il pourra investir à long terme. Nous cherchons donc un milieu stable, chaleureux et capable de lui fournir l'encadrement qu'il requiert. Des gens qui l'aideront à exprimer ses besoins, ses émotions et ses préoccupations et à améliorer son estime de soi. Il lui faudra aussi apprendre à reconnaître sa part de responsabilités face aux événements et à maintenir des relations stables avec ses pairs.

Kevin souhaite une famille avec un ou deux jeunes de son âge et des adultes avec qui il pourrait faire des activités. Il serait également important que celle-ci réside sur le territoire desservi par la Société de transport de la communauté urbaine de Québec afin de faciliter les contacts avec ses parents. En effet, ce jeune bénéficie de sorties chez son père une fin de semaine par mois et les autres, il les passe chez sa mère. Si vous avez le goût de vous impliquer auprès de ce jeune, vous pouvez nous rejoindre en demandant:

Les Centres jeunesse de Québec
Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse
Rive Nord: 529-7351, poste 2647
Rive Sud: 837-9331

EN BREF

Prévention contre le sida

La Direction de la santé publique du Bas-Saint-Laurent mettra en marche en 1995-96 une programmation d'activités visant à prévenir les MTS et le sida. Plusieurs interventions sont prévues dont l'ajout de points de distribution et d'échanges de seringues à Rivière-du-Loup, Cabano, Trois-Pistoles et Matane ainsi que l'identification des jeunes en milieu hors-scolaire afin de les prévenir des dangers des MTS et du sida. Une somme de 48 000\$ sera consacrée à toutes les activités de prévention organisée par la Direction de la santé publique telle qu'elle a été votée par le conseil d'administration de la Régie régionale de la Santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent. C.T.

WEEK-END HITACHI

La clef de sol

ABOLIT LES TAXES

OU

GARANTIE TOTALE

3 ANS
sur vidéos
HITACHI

5 ANS
sur téléviseurs
et systèmes de son
HITACHI

SUR TOUS LES PRODUITS HITACHI

TÉLÉVISEURS • ÉCRANS GÉANTS • VIDÉOS • CAMÉSCOPES • MINI-CHAÎNES



* Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Le WEEK-END HITACHI est applicable sur les mini-chaînes et les systèmes de son et tout pour l'audio. Cette promotion prend fin le dimanche 15/10/95 au soir.

QUÉBEC, 840, Bouvier 627-0840
QUÉBEC, 2, Saint-Jean 524-8431
QUÉBEC, 600, Belvédère 687-4545

La clef de sol

STE-FOY, Pl. de la cité 658-4535
LÉVIS, 170, rte Kennedy 833-9636
ET CERTAINS MARCHANDS AFFILIÉS

NON

(Cette publicité subliminale contre les petits déjeuners sans oeufs a été autorisée et payée par la Fédération des poules pondeuses du Québec.)

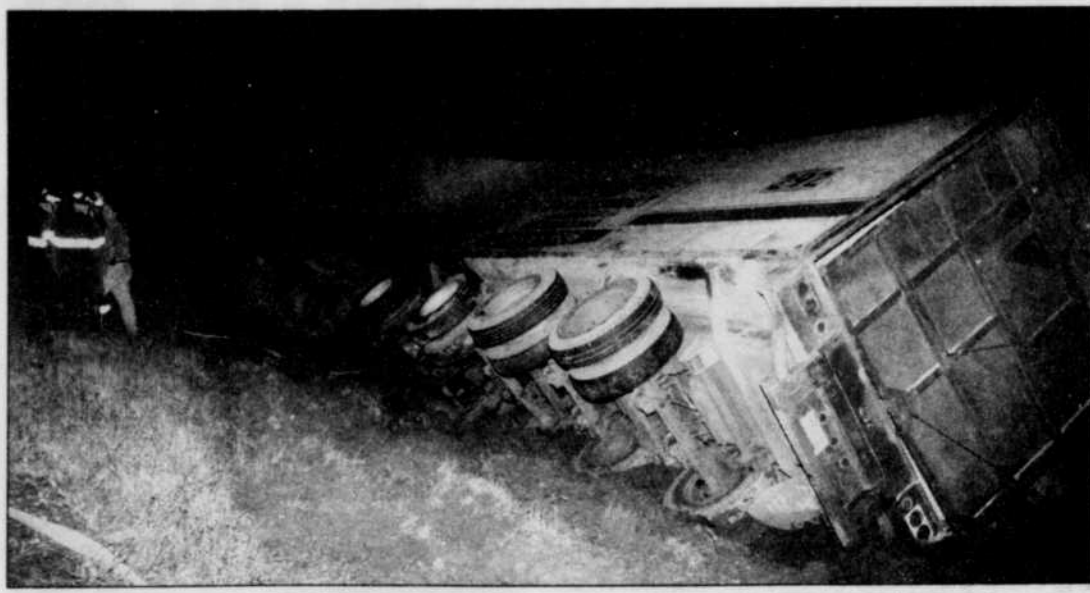
AU PETIT DÉJEUNER,
J'CRAQUE POUR TOI MON COCO!

Demi-tour fatal



COLLABORATION SPÉCIALE, RENE LECLERC

Une sexagénaire a perdu la vie au volant de sa voiture, jeudi soir, lorsqu'elle a fait demi-tour dans une bretelle d'accès de l'autoroute 73 afin, croit-on, de s'éviter un trajet supplémentaire de deux kilomètres rendu nécessaire en raison de travaux. Mme Lorette Pelchat-Lecours, 68 ans, venait tout juste de quitter Sainte-Marie lorsque l'accident s'est produit. Elle retournait chez elle à Saint-Isidore. Sa voiture a été violemment heurtée par un camion-remorque chargé de copeaux de bois, qui a pris feu après l'impact. Par miracle, le camionneur a pu s'échapper de la cabine avant l'arrivée des pompiers de Sainte-Marie. Le passager qui accompagnait la victime souffre de blessures légères.



« Promo Jeunesse Desjardins »

BRAVO AUX PERSONNES GAGNANTES !

À la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec, on a procédé dernièrement au tirage au sort des micro-ordinateurs attribués lors de la « PROMO JEUNESSE DESJARDINS », une activité qui a pour objectif l'apprentissage de l'épargne chez les jeunes.

À sa septième reprise, la « PROMO JEUNESSE DESJARDINS » a atteint un sommet inégalé avec plus de 18 000 participants et participantes des niveaux secondaire, collégial, universitaire et, nouvellement, les jeunes travailleurs. Il s'agit d'une augmentation de 53 % comparativement à l'an dernier.

Six de ces jeunes (voir photos) se sont ainsi mérité un micro-ordinateur multimédia IBM d'une valeur de 3 400 \$. De plus, un boni additionnel de 500 \$ en argent a été attribué à trois d'entre eux car ils avaient atteint leur objectif d'épargne pour la durée de la promotion.

EMPLOIS D'ÉTÉ

Rappelons qu'en mai dernier, à l'occasion du même concours, les caisses populaires Desjardins, en collaboration avec l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne et les Assurances générales des caisses Desjardins, avaient attribué une trentaine d'emplois d'été à des jeunes sur le territoire de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec.



Dans l'ordre habituel, Richard Sarrazin, directeur général de la Caisse populaire Desjardins de Loretteville, Melanie Poiras, gagnante, Suzanne Pouliot et Florida Harrey, responsables du Comité étudiant à la Caisse populaire.



Sonia Lafleur reçoit son prix des mains de Jean Veillette (à gauche), directeur général de la Caisse populaire Desjardins de St-Lambert, Lévis et de Marcel Routhier, président de la Caisse.



Dans l'ordre habituel, Jacques Chabot, président de la Caisse populaire Desjardins de St-Patrice, Tony Leclerc, gagnant et Denis Bilodeau, directeur général de la Caisse.



André Bérubé, directeur général de la Caisse populaire Desjardins de Saint-Pascal (Kamouraska), Annie Goupil, gagnante et Pierrette Landry, agente conseil à la Caisse.



Raymond Baribeau, directeur général de la Caisse populaire Desjardins de L'Anceinte-Lorette, félicite Chantal Cimon, une autre gagnante.



Laval Larouche, président de la Caisse populaire Desjardins de Beauport, félicite Isabelle Bérubé, gagnante.

PROGRAMME
DES JEUNESSE
DESJARDINS
L'argent qui grandit.

Desjardins pour s'aider soi-même

EN BREF

Très bonne saison pour le bénévolat au zoo

Le programme de bénévolat appliqué cet été au Jardin zoologique et à l'Aquarium du Québec révèle que 130 personnes ont effectué du bénévolat et que 96 (71%) ont fourni plus que les six demi-journées demandées par la coordonnatrice, Mme Louisette Lachance. Cet été, le programme en était à sa première année d'application à l'Aquarium du Québec alors qu'il fonctionnait depuis déjà quatre ans au Jardin zoologique. Fait intéressant à noter, la moyenne d'âge est passée cette année de 63 ans à 42 ans, le groupe d'âge des 30 - 50 marquant une augmentation de 18%. Les bénévoles du Jardin et de l'Aquarium oeuvrent au niveau de l'accueil, de la téléphonie, de l'accompagnement des visiteurs et des sondages envers les clientèles. À l'occasion de la soirée reconnaissance, le directeur des deux établissements, Jean-Paul Bédard, a souligné que le bénévolat est une force du milieu qui constitue l'une des pierres d'assises de toute organisation du genre. Il mise beaucoup sur le bénévolat dans le développement et l'avenir du Jardin et de l'Aquarium.

Ouvert le dimanche de 11h à 17h

TEMPO

INNOVE AVEC SA NOUVELLE PORTE ÉLECTRIQUE

TEMPO innove pour votre confort! La toute nouvelle porte électrique "TEMPO" séduira tous ceux qui n'aiment pas descendre de voiture chaque fois qu'ils ont à entrer ou sortir de leur abri TEMPO. Activez simplement la télécommande de l'intérieur de votre véhicule et la porte de votre abri TEMPO s'enroulera d'elle-même afin de vous libérer l'entrée. Simple à installer et pratique, la porte électrique s'adapte à tous les abris TEMPO.

ANCEZ-VOUS AVEC TEMPO-LO

Innovateur, le nouveau concept TEMPO-LO s'adapte, sans ancrage, aux revêtements les plus divers: ciment, asphalte ou pavé uni. Flexible, il s'installe également sur des surfaces irrégulières tels le gravier ou la pelouse. TEMPO-LO est muni d'un système de bourses latérales qui, une fois remplies d'eau, forment des contrepoids qui s'adaptent parfaitement aux irrégularités du terrain et qui empêchent tout mouvement ou toute infiltration de neige.

TEMPO

RÉSIDENTIEL, COMMERCIAL, INDUSTRIEL

• VENTE
• LOCATION
• INSTALLATION
• ENTRETIEN
• RÉPARATION

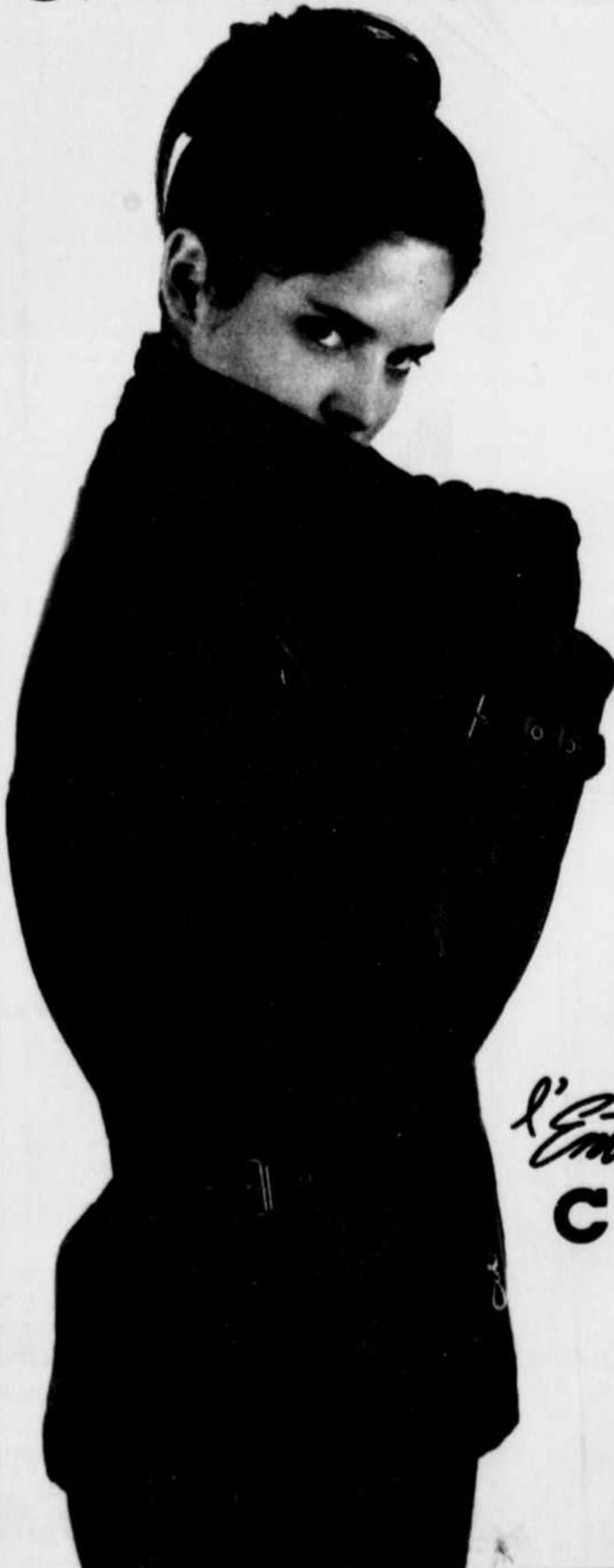
TEMPO ... l'abri «Éconergique»

621-0777

Carrefour de la Capitale, 710, Bouvier, Québec

DEMANDEZ LA CARTE DE CRÉDIT

TEMPO

DITES OUI AU CUIR
CAR IL A UN NOM...

L'automne, c'est la saison du cuir. À Québec nous sommes les plus réputés pour la qualité et la finesse de nos cuirs. Nos prix sont des plus abordables.

Veste en cuir ceinturée sur les côtés et aux manches. Double couture avec surpiqûres en contraste. Brun ou noir 399\$

L'Entrepreneur
DU
CUIR

Place de la Cité, Ste-Foy
651-9908
1289, boul. Charest-ouest
687-2692

Ouvert le dimanche
Réparations et retouches sur place.
Prêt-à-porter et sur mesure

DESJARDINS PUBLI-MARTIN

LE QUÉBEC LE CANADA

RÉFÉRENDUM 95

Déjà des emplois menacés

Daniel Johnson s'inquiète pour l'industrie touristique

VINCENT MARISSAL
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le projet souverainiste fait déjà du tort à l'industrie du tourisme et frappe violemment les entreprises qui exportent aux États-Unis, a affirmé hier le camp du NON en présentant des témoignages de gens d'affaires réunis autour de Daniel Johnson.

De son côté, Rolland Veilleux, un fabricant de jeans de la Beauce, a déclaré qu'il a déjà dû mettre à pied 400 de ses employés et que 100 autres sont au chômage depuis hier soir parce que ses gros clients américains refusent d'acheter leur marchandise ici.

« Les Américains, pour s'être faits prendre dans beaucoup de petits pays, ont pour politique dans le secteur du vêtement de donner ordre aux acheteurs de ne pas acheter pour être sûrs d'avoir leur livraison », soutient M. Veilleux.

Joint plus tard dans la journée, une des clientes de M. Veilleux, Mast, a toutefois nié avoir annulé ses commandes avec le groupe R.G.R. de M. Veilleux.

Une autre invitée de Daniel Johnson, Linda Gallant, propriétaire d'une auberge à Sainte-Marthe dans le comté de M. Johnson, a livré un vibrant plaidoyer pour le Canada, soutenant que, déjà, des groupes canadiens exigent des garanties exceptionnelles pour tenir leur congrès en sol québécois.

Selon elle, des hôtels et certains centres de congrès acceptent d'inclure dans leurs contrats une clause permettant d'annuler sans frais leur

réservation advenant une victoire du OUI, le 30 octobre. « Dans l'industrie, c'est connu que l'on demande une clause additionnelle quand on fait une demande pour un congrès au Québec, dit-elle, car les associations canadiennes doivent tenir leur congrès au Canada pour déduire la dépense. Des clients demandent aux hôtels et aux stations de ski d'inclure cette clause. »

DES SKIEURS FRILEUX

La station de ski Sainte-Anne a reconnu hier que des groupes des autres provinces ont décidé d'aller skier ailleurs cet hiver.

Pour les hôtels de la région de Québec, le climat politique affecte effectivement les affaires, mais cela semble toutefois loin d'être le régime de méfiance que décrit Mme Gallant.

« Ça entre dans les négociations entre les hôtels et leurs clients, mentionne Pierre Labrie, directeur de l'Office du tourisme de Québec. Nos concurrents se servent de cet argument pour attirer des clients. C'est plus visible dans le contexte référendaire, mais ça ne date pas de la campagne référendaire. Il faut désamorcer tout ça. »

À l'hôtel Le Concorde, Michel Couture n'a jamais reçu telle demande de ses clients, mais il

reconnaît que plusieurs associations canadiennes préfèrent attendre le résultat du référendum avant de signer un contrat ferme. « Certaines associations retardent leur décision pour les raisons que l'on sait, mais c'est la première fois que j'entends parler de clause particulière dans les contrats, il n'existe rien de semblable au Concorde. »

CENTRE DES CONGRÈS

Même son de cloche du côté de la Société du centre des congrès, où le directeur du marketing et des communications, Pierre Moreau, note la réticence des associations canadiennes.

« On est convaincu que des gens retardent alors qu'ils sont prêts de signer », dit-il, ajoutant toutefois que le climat politique du Québec n'a pas empêché le futur centre des congrès de Québec de décrocher un contrat pour une exposition internationale d'horticulture, en 1997.

De plus, le centre, qui est encore en chantier, est favori, devant Israël, pour obtenir le congrès de l'Association Internationale de sciences politiques, en 2000, compte tenu du caractère politique très particulier de Québec.

Le porte-parole de l'Association des hôteliers du Québec, André-Jean Richard n'avait jamais, lui non plus, entendu parler de pareilles précautions prises par des congressistes canadiens. Vérifications faites, M. Richard admet qu'il existe effectivement de telles clauses dans des contrats.

Au Québec-Hilton, on n'a jamais pris de telles dispositions avec des clients de l'extérieur du Québec. Pour ce qui est du Château Frontenac, le directeur Philippe Borel refuse de divulguer les renseignements contenus dans ses contrats.



Un fabricant de jeans de la Beauce, Rolland Veilleux, et une hôtelière, Linda Gallant, accompagnent le chef du NON, Daniel Johnson, en conférence de presse.

«Absolument ridicule»

Bouchard y voit un «début de panique» du NON

DONALD CHARETTE
Le Soleil

■ SAINT-JÉRÔME — « C'est complètement fou, c'est absolument ridicule », a réagi hier le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard en apprenant que des entreprises québécoises seraient victimes de représailles si le OUI l'emporte le 30 octobre.

M. Bouchard, qui dirigeait hier la caravane des souverainistes dans la région de Montréal pendant que le premier ministre Parizeau faisait campagne en Abitibi, a d'abord souligné qu'il n'était pas au courant s'il existait des clauses d'annulation dans le cas des congrès qui doivent se tenir à Québec dans le cas d'un OUI.

Il trouve assez « étrange » l'histoire de Rolland Veilleux, du groupe R.G.R. de Saint-Georges de Beauce, qui aurait déjà perdu un contrat pour vendre des jeans aux États-Unis ce qui l'aurait forcé à renvoyer des employés.

« Les Américains achètent des jeans de la Chine, des pays communistes. C'est complètement fou », de commenter M. Bouchard.

UN FILM EN NOIR ET BLANC

Il relie toutes ces déclarations à un début de panique dans le camp du NON dû à une poussée du OUI.

C'est ainsi qu'il voit l'irruption des premiers ministres des autres provinces dans le débat référendaire. « Ils veulent bloquer la marche victorieuse du OUI », croit-il. Il s'est moqué un peu de la menace de l'Ontario d'établir des postes-frontières entre les deux provinces, en soulignant « que ça ferait beaucoup de paperasse » au moment où tous les pays du monde tentent de réduire les contrôles aux frontières.

Devant 200 militants entassés dans un restaurant de Saint-Jérôme il a répliqué au premier ministre Mike Harris en soulignant que le Québec a déjà tenté d'obtenir des changements à l'intérieur du régime fédéral sans succès. « M. Harris fait miroiter des changements aux Québécois. En 1981 René Lévesque a essayé de changer le régime à l'intérieur du régime avec le beau risque, mais on s'est réveillé tout seul, avec une constitution pas signée. »

« Non merci M. Harris, on a déjà donné », de rétorquer M. Bouchard.

Ce caractère de déjà-vu lui fait penser à un vieux film noir et blanc que l'on repasse en fin de soirée. « On est allé jusqu'à supplier, quémander le Canada anglais pour qu'il nous reconnaisse comme peuple, je le sais, j'en étais, dans le préambule même pas dans le corps de la constitution. Dans une phrase-clé qui est l'équivalent du maître chez nous de Jean Lesage, Robert Bourassa avait dit « dorénavant et pour toujours le Québec va négocier d'égal à égal... », a rappelé le chef du Bloc.

M. Bouchard a insisté sur l'importance du commerce entre l'Ontario et le Québec et mentionné que cette province vend pour 6 milliards \$ de produits dans les Maritimes, un marché auquel elle ne voudra pas renoncer.

Le leader souverainiste s'emploie depuis quelques jours à dissiper l'impression que le partenariat créerait une troisième palier de gouvernement. Selon lui, on parle d'une structure légère qui remplacerait ni plus ni moins les conférences fédérales-provinciales.

LE PIÈGE À MCKENNA

M. Bouchard a rappelé que le premier ministre Frank McKenna du



Lucien Bouchard reçoit les conseils d'un vieux partisan.

Nouveau-Brunswick a été le premier chef de gouvernement à tuer l'accord de Meech. « Et il nous dit maintenant qu'il veut des changements. Je ne crois pas une minute ce qu'il raconte. La dernière fois on a conclu une alliance et on perdu notre chemise. On ne tombera pas dans ce piège à nouveau. »

À Joliette, au pays de Guy Chevrette, où plus de 1000 personnes étaient réunies hier soir, M. Bouchard a affirmé :

« On vient de vivre une belle semaine qui nous rapproche de la ligne du Rubicon, la ligne du 50%, la ligne au-delà de laquelle on devient souverain. La semaine prochaine sera encore plus belle. Ce sera la semaine de la souveraineté du Québec. »

Les gens se massaient dans une salle surchauffée, en ce beau vendredi soir, pour écouter le tribun. Une centaine de personnes ont même écouté le discours à l'extérieur de la salle.

Si vous recherchez un condominium

• Construit dans la nature • La verdure
• En bordure du fleuve • À quelques minutes du Grand Centre-ville • Construction en béton
• Très bonne insonorisation • Pourvu d'un très grand balcon du côté du fleuve avec vue panoramique sur Québec et le fleuve
Aussi, verrière du côté sud. Nous vous offrons tout cela à des prix très raisonnables, soit à partir de 79 500\$.
Un espace de stationnement chauffé à l'intérieur est inclus.



UNITÉ MODÈLE À VISITER
Présentement en construction

LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE QUÉBEC

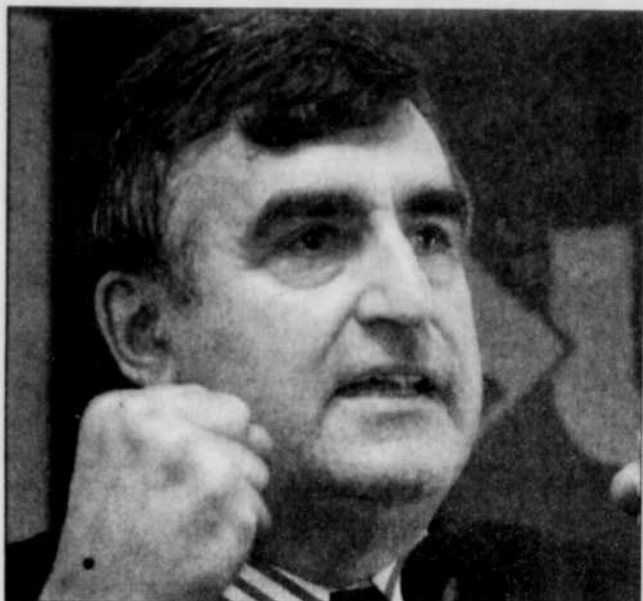
HEURES D'OUVERTURE

JOURS
Lundi-mardi-mercredi
jeudi-samedi-dimanche
13h à 17h

SOIRS
Lundi-mardi
mercredi
18h30 à 21h

2735, rue St-Laurent, Lévis 839-0891

RÉFÉRENDUM 95



« Une victoire extraordinaire » prédit Lucien Bouchard.

Le Bloc prêt pour une élection

DONALD CHARETTE
Le Soleil

SAINT-JÉRÔME — Si jamais Jean Chrétien déclenchait des élections après une victoire du OUI il trouverait le Bloc québécois sur son chemin averti hier Lucien Bouchard.

« Parmi l'arsenal des ripostes une des possibilités ce serait le déclenchement d'élections par Jean Chrétien », a affirmé hier M. Bouchard, au cours d'un point de presse. Dans ce cas, dit-il, il est évident que le Bloc présenterait des candidats et remporterait « une victoire extraordinaire » d'ajouter le chef bloquiste.

C'est la première fois que M. Bouchard évoque aussi clairement un scénario où les bloquistes demeurent à Ottawa après le référendum même avec un OUI. M. Bouchard devait reprendre le principe de la politique américaine « no taxation without representation » pour expliquer que tant que les Québécois vont payer des taxes à Ottawa ils devront y conserver des députés.

Au SOLEIL, jeudi, M. Bouchard avait affirmé qu'il croit que Jean Chrétien aurait le mandat de débiter des négociations si le OUI l'emporte mais qu'il devrait peut-être aller en élections par la suite pour faire ratifier une entente. Si le fédéral tenait un référendum il ferait grimper la souveraineté à 60% affirmait encore le chef souverainiste.

« VACHE SÉPARATISTE »

« Et ça sort de la bouche d'un sénateur ! »

MONTRÉAL (PC) — Au Québec, peu de termes sauraient être pires que « vache » lorsqu'il est attribué à une femme. « C'est dégueulasse ; c'est de la hargne », a commenté hier la politologue Josée Legault, que le sénateur Jacques Hébert traitait, la veille, de « vache séparatiste ».

Mme Legault, auteure d'une chronique hebdomadaire dans *Le Devoir*, participait, jeudi soir, à la réunion d'un groupe de fédéralistes amis de la revue *Cité libre*. Quelques minutes avant le début du discours de Claude Ryan, le sénateur a dit à un jeune homme qui se trouvait aux côtés de Mme Legault: « C'est ça, la vache séparatiste dont je te parlais tout à l'heure. »

Mme Legault venait de remettre son billet de 20\$ au sénateur, qui tenait la caisse. M. Hébert lui avait dit, quelques instants auparavant: « Vous avez le courage de vous présenter chez des gens que vous dénigrez dans *Le Devoir*. » M. Hébert faisait référence à une chronique de Mme Legault, publiée en août, portant sur *Cité libre*.

Le sénateur n'a pas retourné les appels hier. De son côté, Mme Legault a parlé d'un incident dans lequel elle voit « un problème de dignité ». Elle a révélé que des politologues de Vancouver et de Calgary lui avaient exprimé leur appui après avoir entendu parler de l'affaire à la radio de la CBC.

« Et ça sort de la bouche d'un sénateur ! Dans une lutte politique, quand on refuse d'argumenter, ça tombe dans l'insulte politique », a déploré Mme Legault.

La fin du Canada ?



La souveraineté du Québec pourrait avoir un effet dominos dans le reste du Canada, estime l'ex-premier ministre conservateur Joe Clark. Le Canada tout entier pourrait s'effondrer. « Cela créerait un précédent qui pourrait se répandre », a-t-il déclaré, inquiet quant à l'avenir du Canada au lendemain d'un vote en faveur du OUI. Les graines du mécontentement à l'endroit du Canada tel qu'on le connaît ont été semées profondément ailleurs au pays, a dit M. Clark, devant 400 membres du Canadian Club, hier à Calgary. Dans l'éventualité où le Québec deviendrait souverain, consacrant ainsi l'échec du grand pays actuel, l'ex-premier ministre se demande « quel serait l'intérêt pour l'Ontario d'avoir des liens avec les provinces de l'Atlantique ou pour la Colombie-Britannique et l'Alberta de regarder vers l'est pour assurer leur avenir ? » « C'est une bonne chose pour le Canada que le référendum du 30 octobre ne se tienne pas en Colombie-Britannique », a-t-il ajouté, précisant que la province lorgne de plus en plus du côté du Pacifique quand elle pense à l'avenir. (PC)

Charest : « Bouchard est un fédéraliste qui s'ignore »

ARIANE KROL
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — Le chef du Parti conservateur, Jean Charest, se dit inquiet de voir le camp du OUI démontrer autant d'attachement au fédéralisme.

« Depuis les derniers jours, je vous avoue que je commence à m'inquiéter parce que là, du côté du OUI, on fait des excès d'enthousiasme pour le fédéralisme et pour le Canada ».

Devant une cinquantaine d'invités de l'Association du Jeune Barreau de Montréal, Jean Charest a ainsi dénoncé hier la campagne du OUI, qui affirme qu'un Québec souverain pourrait établir un nouveau partenariat avec le reste du Canada. « Si j'étais du côté du camp du OUI, ça commencerait à être embarrassant. Les affections qu'ils ont pour le reste du Canada, on ne se doutait pas que c'était aussi profond. Dans le fond, M. Bouchard est un fédéraliste qui s'ignore », a-t-il ironisé.

Jean Charest a aussi dénoncé la décision de Lucien Bouchard de tirer un trait sur les études

commandées par le gouvernement Parizeau sur les conséquences de la souveraineté.

« Ça devait être la carte routière. Ces études-là, ça devait être la base sur laquelle on allait fonder ce grand chambardement pour se préparer à devenir un pays indépendant. »

Pour cette raison le chef conservateur a comparé le camp du OUI à un autobus qui ne sait plus où il s'en va. « Quand le chauffeur d'autobus n'a pas de carte routière, ça a beau être un autobus psychédélique... On comprend pourquoi les pancartes sont en couleurs: c'est parce qu'on rêve en couleurs, les deux yeux fermés et la pédale au fond dans un cul-de-sac », a illustré M. Charest.

Contredisant ceux qui considèrent que le camp du NON est celui du statu quo, Jean Charest a soutenu que le statu quo n'existe plus.

Le chef conservateur a prédit que l'état des finances publiques obligera Ottawa à céder graduellement du pouvoir aux provinces.

À un avocat qui lui demandait si, au lendemain d'une victoire du OUI au référendum, le reste du Canada abandonnerait les Québécois qui se considèrent Canadiens, Jean Charest a avoué se trouver en présence d'un « trou noir ».

Challenge Bell

AU CLUB AVANTAGE

DU 28 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE 1995

Une présentation du groupe



Billets en vente sur le réseau Billetech et au Club Avantage.

Le tennis professionnel féminin est de retour à Québec.
Nathalie Tauziat, Lisa Raymond, Amanda Coetzer, Patricia Hy-Boulais et les autres

LE SOLEIL



Billetech

L'endroit pour magasiner votre prochain voyage...

MAINTENANT OUVERT !



1^{er}

SALON INTERNATIONAL TOURISME VOYAGES

DÉCOUVREZ

des centaines de destinations populaires : le Sud, l'Europe, l'Afrique, l'Asie, l'Orient, la Méditerranée et plus encore.

RENCONTREZ

les 200 SPÉCIALISTES représentant près de 50 PAYS à qui vous pourrez poser toutes vos questions sur la destination de vos rêves.

ASSISTEZ

aux conférences, présentations de vidéos et spectacles folkloriques qui vous feront parcourir le monde.



13, 14, 15 OCTOBRE 1995
GALERIES DE LA CAPITALE
• QUÉBEC •

ENTRÉE GRATUITE !

Un événement



HORAIRE

Vendredi 11 h à 21 h
Samedi 10 h à 17 h
Dimanche 12 h à 17 h

En collaboration avec

LE SOLEIL



Présenté par



QUÉBEC



GALERIES DE LA CAPITALE
« ROUTE 130 REVENUES »

RÉFÉRENDUM 95

PRESTON MANNING AU SOLEIL

Le vrai mandat de Bouchard après un OUI: «Négocier la séparation»

JOËL-DENIS BELLAVANCE

Le Soleil

■ OTTAWA — Le véritable mandat de Lucien Bouchard, après un OUI au référendum, sera de négocier les modalités de la séparation du Québec et non pas de dénicher une nouvelle union économique et politique avec le reste du Canada, estime le chef du Parti réformiste, Preston Manning.

Au cours d'une entrevue accordée au SOLEIL, hier, M. Manning a voulu remettre les pendules à l'heure quant au mandat réel qu'aura le chef bloquiste aux yeux du reste du Canada, si une majorité de Québécois endosse le projet souverainiste, le 30 octobre.

D'entrée de jeu, Preston Manning a déclaré que le Canada anglais n'est nullement enclin à accepter l'association économique et politique que propose le camp souverainiste, faisant ainsi écho aux propos du premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, jeudi, à Toronto, et de celui du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, hier, à Montréal.

«Il est évident qu'il y aurait des négociations au lendemain d'un OUI au référendum. Mais elles seraient d'un tout autre ordre que ce qu'envisage M. Bouchard. Elles porteraient sur la séparation du Québec et rien d'autre», a-t-il affirmé.

En fin de semaine dernière, le premier ministre Jacques Parizeau a confié au chef bloquiste la tâche de conclure une nouvelle association éco-

nomique et politique avec le reste du Canada advenant un OUI.

Depuis lors, Lucien Bouchard occupe l'avant-scène de la campagne référendaire et réclame un mandat «fort» des Québécois le 30 octobre. Certains fédéralistes, comme l'homme d'affaires Jean-Denis Côté, comptent voter OUI en estimant que M. Bouchard pourra enfin négocier le renouvellement du fédéralisme.

Hier, M. Manning a tenu à répéter que l'enjeu du référendum est de savoir si le Québec veut ou non se séparer du Canada, et non pas d'accorder le mandat à M. Bouchard de négocier une nouvelle entente économique et politique. C'est du moins l'interprétation du vote référendaire que fait le reste du Canada, a-t-il dit.

«Les Québécois ne devraient pas penser qu'en votant OUI ils obtien-

dront une meilleure union économique et politique, car à notre avis, cela ne se produira tout simplement pas.»

M. Manning, qui est le seul chef d'une formation politique fédérale à s'être engagé à reconnaître un OUI des Québécois, a souligné que le reste du Canada ne s'est pas encore attardé à désigner un négociateur advenant une victoire du camp souverainiste.

Le premier ministre Jean Chrétien pourrait «techniquement» rester à la barre, mais M. Manning estime qu'il devrait déclencher des élections générales afin de déterminer qui parlerait au nom du Canada anglais.

Cela dit, le chef réformiste a réitéré qu'un NON ne se traduira pas par le maintien du statu quo. À preuve, les Québécois ne sont pas les seuls à réclamer des changements à la fédération.

«Il y a beaucoup de gens ailleurs au Canada qui veulent aussi des changements au fonctionnement de la fédération canadienne.»

Sa formation politique dévoilera d'ailleurs demain à Montréal des propositions visant à améliorer le fédéralisme canadien. Le député bilingue Stephen Harper expliquera ces propositions visant à décentraliser les pouvoirs vers les provinces à l'émission *L'Événement*, de TVA.

Preston Manning, de son côté, fera la promotion de la vision réformiste de la fédération canadienne dans la région de Montréal lundi et mardi.

Un OUI et Chrétien devrait déclencher des élections

MCKENNA ENTRE EN SCÈNE

Le Québec sera traité en pays étranger

■ MONTRÉAL (PC) — Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, a lui aussi prévenu le Québec hier qu'il sera traité comme un pays étranger si le OUI l'emporte le 30 octobre.



Frank McKenna

Selon lui, les Québécois ne peuvent à la fois opter pour la souveraineté et négocier ensuite des arrangements avec le reste du Canada.

«On ne peut avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre», a-t-il déclaré hier devant les membres de la Jeune Chambre de commerce de Montréal.

Il dit approuver entièrement le premier ministre ontarien Mike Harris, qui a affirmé jeudi qu'un Québec souverain ne jouirait d'aucun traitement de faveur de la part des autres provinces.

Dans son allocution, M. McKenna a laissé entendre que le système fédéral devait être modifié afin de donner plus de pouvoir aux provinces pour qu'elles puissent administrer leurs affaires. «Toutes les autres provinces partagent les aspirations du Québec», dit-il, ajoutant qu'une victoire du NON n'est «pas un vote pour l'immobilisme».

M. McKenna précise que les Québécois ne peuvent s'attendre à conserver

les mêmes avantages que les autres Canadiens s'ils se rangent du côté du OUI. «Vous ne pouvez conserver la nationalité, la devise, le passeport et les droits dont jouissent les citoyens canadiens et demeurer souverains.»

M. McKenna a indiqué que le Nouveau-Brunswick a beaucoup de choses en commun avec le Québec et veut continuer à avoir de bonnes relations avec son voisin.

Mais, dit-il, la souveraineté mettra fin à tout ça. «C'est la dernière chose que nous voulons.»

EN BREF

Lalonde mettra son grain de sel

L'ancien ministre du gouvernement libéral de Pierre Trudeau, Marc Lalonde, mettra son grain de sel dans le débat référendaire, mercredi à Ottawa, dans le cadre d'une rencontre des membres de Cité libre. M. Lalonde entretiendra ses hôtes du référendum de 1980 et fera des comparaisons avec celui du 30 octobre. M. Lalonde se servira sans

doute de certaines observations de l'ancien indépendantiste Guy Bertrand, devenu un ardent fédéraliste. Les deux hommes ont en effet été aperçus en train de prendre le petit déjeuner, hier, à l'hôtel Westin, rue Sherbrooke, à Montréal. J.-D. B.



Marc Lalonde

IXe colloque sur LA GESTION DE LA QUALITÉ

sous la présidence d'honneur de monsieur Jean-Pierre Gilardeau, v.p.-directeur général chez Aluminerie Luralco inc.

LA QUALITÉ, UN CRITÈRE DE SÉLECTION D'AVENIR!



Le mardi 17 octobre 1995
7 h 30 à 17 h

Hôtel Plaza Universel
3031, boul. Laurier, Sainte-Foy (Québec)

Formations offertes

Le qualimètre, complément à ISO 9000
Institut Québécois de la Qualité totale

Mon plan d'action
Le groupe RDS inc.

Conférences offertes

Qualité et stratégie

Conférence 1
La qualité, une stratégie d'entreprise
Atelier Mégatech A.Q. inc.

Conférence 2
Implantation ISO 9000: une stratégie d'équipe
Le Groupe Qualiso inc.

Conférence 3
La mobilisation du personnel, un atout essentiel
Les systèmes de formation Audet inc.

Plénière regroupant les conférenciers et les formateurs

POUR INFORMATION ET INSCRIPTION: 650-6612 ou 527-8513

Aluminerie
LAURALCO inc.
Une filiale d'Alumax

Ordre
des ingénieurs
du Québec
Direction régionale de Québec
et de Chaudière-Appalaches

BANQUE ROYALE

LE SOLEIL

Qualité et mesure
Conférence 4
Le «Benchmarking»: un outil indispensable d'amélioration du rendement organisationnel
Le réseau Qualité BDP inc.
Conférence 5
Les audits internes, un outil d'automatisme
Ultramar Canada inc.
Conférence 6
Les techniques statistiques
Aluminerie Luralco inc. et Système de qualité MPC inc.
Qualité et réalité
Conférence 7
ISO 9000: du rêve à la réalité
Biscuits Leclerc Ltée
Conférence 8
L'amélioration de la qualité par la formation
M2S Électronique
Conférence 9
Les changements qu'amène un projet qualité
Ressorts Liberté inc.



Donnez un coup de main au destin.

SI VOUS N'AVEZ PAS ÉTÉ SOLlicitÉ...
Vous pouvez faire parvenir votre don directement à Centraide

Nom _____
Adresse _____

Faites votre chèque à l'ordre de Centraide Québec. S.V.P. ne pas envoyer d'argent par la poste. Reçu émis pour tout don de 15\$ ou plus, ou sur demande. Postez à:
Centraide Québec, 3100, ave. Bourg-Royal, bur.101, Beausport (Qué.) G1C 5S7. Tél. (418) 660-2100

MERCI DE DONNER UN COUP DE MAIN AU DESTIN



Centraide

LE SOLEIL

251015-P



Société des relationnistes
du Québec inc.
région 03



M. Louis Dussault

Conseiller auprès du Protocole d'État de la République du Bénin à l'occasion du VI^e Sommet de la Francophonie

Thème: LE PROTOCOLE, instrument de communication

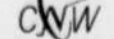
Date: Le vendredi
20 octobre 1995

Heure: 11 h 30

Endroit: Musée du Québec
Réservations: 658-6755



MUSÉE DU QUÉBEC



LES IMPRESSIONS J.L. INC. Communication CNW inc.

Verge LeBel communication



Centre d'optique SEARS
Dr René Marchand, optométriste

ACCEPTONS PRESCRIPTIONS DE L'EXTÉRIEUR
EXAMEN DE LA VUE SUR PLACE

REXIVAL = SANS RIVAL

PRENEZ RENDEZ-VOUS:
GALERIES CHAGNON 837-5746
PLACE LAURIER 656-9138
PLACE FLEUR DE LYS 648-1918
CARREFOUR ST-GEORGES 228-7775

LUNETTES

2 POUR 1

Choisissez deux paires de lunettes complètes (verres et montures) parmi notre collection mode, pour vous-même ou quelqu'un d'autre, et ne payez que la plus chère des deux ou choisissez

UNE SEULE PAIRE

parmi notre collection Sélecte: Charlie Chaplin, Alfred Sung, John Lennon, etc.

OUVERT LE DIMANCHE

RABAIS SUPPLÉMENTAIRE

30\$

À l'achat du 2 pour 1 ou à l'achat d'une seule paire de lunettes parmi notre Collection Sélecte à prix régulier.

Centre d'optique SEARS

Le coupon doit être présenté avant de commander et ne peut être combiné à toute autre promotion. Non monoyable. Un seul coupon accepté par commande. Expire le 31 octobre 1995.

RÉFÉRENDUM 95

«Du capitalisme dégénéré»

Pierre Péladeau
semonce
Laurent Beaudoin

MONTREAL (PC) — Le président de Québecor, Pierre Péladeau, estime que Laurent Beaudoin, le grand patron de Bombardier qui menace de fermer boutique advenant une victoire du OUI, devrait «se la fermer», rapporte Le Devoir.

S'il reconnaît aux gens d'affaires le droit d'exprimer leurs préférences constitutionnelles, il soutient que c'est une «connerie» de croire que la souveraineté du Québec affecterait les activités d'une entreprise de la taille de Bombardier.

Peu importe l'issue du référendum, M. Péladeau ne voit pas en quoi cela influencerait sur la santé financière d'une entreprise bien administrée. «Ça n'a aucun rapport. Une entreprise qui fonctionne bien va aller chercher de l'argent n'importe où, à Ottawa comme à Washington. De dire que quel qu'un va laisser ses affaires là et s'en aller ailleurs, ça ne tient pas debout», a-t-il dit.

Pour lui, les opinions alarmistes comme celles de M. Beaudoin ou même celles du président de Power Corporation, Paul Desmarais, sont irresponsables et créent de l'insécurité.

Pierre Péladeau s'oppose aussi à ce qu'un chef d'entreprise tente d'influencer les choix politiques de ses employés. «C'est du capitalisme dégénéré», faisant allusion aux pressions de Laurent Beaudoin auprès des travailleurs de ses usines.

En outre, il pense que ces interventions vont créer l'effet contraire et profiter au camp du OUI.

Par ailleurs, bien que perçu comme un souverainiste depuis le débat référendaire de 1980, M. Péladeau tient encore à garder le silence sur son allégeance et dit ne pas avoir encore pris de position.



Le ministre des Finances, Paul Martin.

Martin appuierait l'entrée du Québec dans l'Aléna et reçoit les félicitations de Parizeau

NORMAN DELISLE
Presse canadienne

■ ROUYN-NORANDA — Le Canada sera prêt à appuyer l'entrée du Québec comme partenaire de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), a admis hier le ministre canadien des Finances, Paul Martin.

Cet aveu lui a valu des félicitations empressées du premier ministre du Québec, Jacques Parizeau. Les deux hommes se sont brièvement croisés alors qu'ils étaient tous deux en tournée en Abitibi.

Mais M. Martin a expliqué qu'il faudra au moins cinq ans de dures négociations pour l'entrée d'un éventuel Québec indépendant dans l'ALENA. Les Américains en profiteront pour imposer des conditions additionnelles très dures au nouveau partenaire.

«Le Canada va appuyer n'importe quel pays étranger qui veut venir dans l'ALENA. La vraie question est de savoir combien de temps prendront les négociations et à quelles conditions sera admis le nouvel arrivant», a dit M. Martin.

Il a cité l'exemple du Chili qui est actuellement en train de négocier son entrée dans l'ALENA auprès des trois partenaires actuels, le Canada, les

États-Unis et le Mexique.

Selon le ministre fédéral des Finances, les Américains exigeront probablement que le Québec abandonne sa politique protectionniste agricole. De plus, ils demanderont l'abolition des clauses d'exclusion culturelle pour admettre le Québec.

Mais le premier ministre Jacques Parizeau a répliqué que la durée des négociations ne sera que de quelques mois. De plus, pendant ces négociations, les conditions actuelles seront maintenues, a-t-il soutenu en s'appuyant sur une étude de deux juristes américains, Rodgers et Wells.

M. Parizeau a aussi soutenu que c'est le Canada anglais qui tient particulièrement à la clause d'exemption culturelle afin d'empêcher l'invasion de l'industrie culturelle américaine sur son territoire. Au Québec, on est protégé par la barrière linguistique.

CONSEIL CANADIEN DES GENS D'AFFAIRES

Un divorce douloureux et un partenariat impossible

OTTAWA — Les chefs d'entreprise du Canada soutiennent que la victoire du OUI au référendum engendrerait une séparation du Canada tellement difficile que le partenariat économique serait impossible.

«Le divorce entre le Québec et le Canada serait long, douloureux et plus coûteux que la plupart des gens peuvent l'imaginer», affirme un document émis par le Conseil canadien des chefs d'entreprise.

«Dans un tel environnement, le partenariat est impensable et la mise sur pied d'institutions communes d'une importance significative serait peu probable», a déclaré le groupe de pression dans sa première intrusion dans le débat référendaire.

Le document, intitulé «Canada, Québec, le Futur», est écrit sous forme de questions et réponses par le président du conseil, Tom d'Aquino. Une trentaine de témoignages de gens d'affaires vantant les mérites d'un Canada uni complètent le document.

M. d'Aquino affirme que le principal

risque économique découlant de l'indépendance du Québec demeure l'incertitude au sein des acteurs financiers et commerciaux.

«L'incertitude contribue à la montée des taux d'intérêt et à l'accroissement de la peur chez les investisseurs. Un NON décisif au référendum du 30 octobre enlèverait cette incertitude.»

Le conseil est formé de 150 chefs d'entreprise, incluant Laurent Beaudoin de Bombardier, Matthew Barrett de la Banque de Montréal et Jean Monty de Northern Telecom.

Le conseil affirme aussi que l'utilisation du dollar canadien par un Québec souverain empêcherait celui-ci d'avoir le plein contrôle sur ses taux d'intérêt et sur l'inflation.

Le document rejette par ailleurs l'idée d'une adhésion facile et rapide du Québec à l'Accord de libre-échange nord-américain. M. d'Aquino soutient que l'adhésion à l'ALENA serait possible mais devrait être précédée de longues et difficiles négociations qui coûteraient cher au Québec.

Du calme! suggèrent des gens d'affaires québécois

MONTREAL (PC) — Qu'ils soient de conviction souverainiste ou fédéraliste, qu'ils souhaitent la victoire d'un OUI ou d'un NON le 30 octobre, les gens d'affaires du Réseau solidarité pour l'économie du Québec (RESPEQ) ont lancé un appel au calme aux décideurs économiques pour qu'au lendemain de la décision des Québécois, tous se remettent résolument à l'ouvrage pour faire progresser l'économie québécoise.

C'est là l'essence de la rencontre organisée par RESPEQ, cette semaine, entre une trentaine de gens d'affaires et le premier ministre Jacques Parizeau et chef du camp du OUI. RESPEQ, une association mise sur pied par l'ancien ministre du Parti québécois Rodrigue Biron, est un regroupement de gens d'affaires tant fédéralistes que souverainistes. Comme l'a confirmé le principal porte-parole de la rencontre, M. André Gingras (André Gingras et associés Inc.) «même s'ils diffèrent totalement d'opinion sur

le plan politique, ils (les gens d'affaires) transigent et discutent ensemble, et vont continuer à le faire après le référendum, et ce tout en respectant l'opinion de chacun».

Même si la très grande majorité des 54 membres du Conseil de RESPEQ sont de ceux qui veulent maintenir le Canada dans sa forme actuelle, ils n'en ont pas moins enjoint les dirigeants d'associations d'affaires, au cours du présent débat, de s'abstenir de se prononcer en faveur d'un OUI ou d'un NON. «Nous croyons que le vote, en particulier référendaire, est une question strictement personnelle et qu'ils n'appartiennent pas aux organisations de se prononcer sur cette question au nom de leurs membres.»

Ces gens d'affaires, dont les Rodrigue Biron, Claude Castonguay, Richard Lemaire, de Cascades, Pierre Parent, de Promexpo et l'ancien ministre québécois du Revenu Yves Séquin, considèrent «la réflexion actuelle des Québécois comme légitime».

+ Savon à mains 50 ml
Crème à mains 50 ml

LE DUO pour **3\$**
Valeur de 9\$



PARFUMERIES
Dans un Jardin.
LES SENS ET LES SOINS

Avec tout achat de 14,50 \$ et plus.
Limite de 1 Duo par client.
Jusqu'au 31 octobre 1995.
Choix de 3 senteurs.

70 PARFUMERIES
1 800 363-3663



**L'ORDRE
NATIONAL
DU QUÉBEC**

APPEL PUBLIC
DE CANDIDATURES

L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est la plus haute distinction décernée au Québec. L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est composé de personnes à qui le gouvernement a conféré le titre de Grand officier, d'Officier ou de Chevalier de l'Ordre.

Objectifs:

Témoigner de la fierté qu'inspirent au peuple du Québec les actions éminentes accomplies par ces personnes. Rendre hommage à ceux et à celles qui ont marqué l'évolution du Québec ou qui ont permis son rayonnement dans l'un ou l'autre des secteurs de l'activité québécoise.

Critères d'admissibilité:

Toute personne née ou résidant au Québec à l'exception des membres de l'Assemblée nationale. Les candidatures seront soumises au Conseil de l'Ordre chargé de faire ses recommandations au premier ministre.

Mise en candidature:

Désirez-vous soumettre une candidature? Des formulaires d'inscription sont disponibles sur demande. Chaque candidature doit être parrainée par deux personnes ou une association et accompagnée d'un curriculum vitae s'il y a lieu. Postez votre envoi avec la mention «candidature» avant le 6 novembre 1995.

Madame Denise Grenier
Directrice de l'Ordre
SECRÉTARIAT DE L'ORDRE
NATIONAL DU QUÉBEC
Ministère du Conseil exécutif
885, Grande Allée Est
Bureau RC 25
Québec (Québec) G1A 1A2
Tél.: (418) 643-8895
Fax: (418) 643-8638

Québec

RÉFÉRENDUM 95

SONDAGE GALLUP

Le OUI gagne deux points

Le NON tire de l'arrière par dix points chez les francophones

■ MONTRÉAL (PC) — Un sondage Gallup réalisé pour le compte de Radio-Québec et de la station CFCF cette semaine donne 43% d'intentions de vote au NON contre 39% au OUI; 18% des personnes interrogées ont refusé de répondre ou se sont dit indécises.

Après répartition de ce dernier bloc, le NON recueillerait 53%, six points de plus que le OUI à 47%.

Le sondage a été réalisé auprès de 1013 personnes entre les 10 et 12 octobre et comporte une marge d'erreur de 3,6 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Un sondage SOM réalisé il y a un mois auprès d'un échantillon comparable et affichant un mé-

me nombre d'abstentions donnait le NON gagnant à 45 contre 37.

Le OUI aurait donc gagné deux points depuis un mois aux dépens du NON.

L'EFFET BOUCHARD

Le sondage Gallup révèle par ailleurs que le OUI serait en avance chez les francophones avec 46% d'appuis contre 36% pour le NON, avec un taux d'indécis ou de refus de répondre de 18%.

Par contre, les non-francophones sont massivement en faveur du NON, dans une proportion de 77%, contre seulement 6% de partisans du OUI, avec un taux d'abstention de 17%.

Enfin, une majorité de personnes interrogées, soit 57%, estime que la nomination de Lucien Bouchard comme négociateur en chef favorisera le OUI.

EN BREF

Johnson s'en prend au plan B de Bouchard

Le chef du camp du NON, Daniel Johnson, s'en est pris avec vigueur à Lucien Bouchard et sa recommandation aux gens d'affaires, la veille, de songer à un plan B en cas de victoire du OUI. Flanqué de l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce Gérard Tremblay, M. Johnson a présenté un autre document qui cherche à démontrer que les PME éprouveraient des difficultés «de façon désastreuse après la séparation». «Il est loin d'être évident que le Québec séparé, avec un déficit minimal d'environ 16 milliards \$, aurait les moyens financiers de mettre sur pied des programmes d'aide aux PME pour remplacer les programmes de la Banque fédérale de développement (BFD)», a commenté M. Johnson. Signalons que ce dernier cède sa place à Jean Charest aujourd'hui aux commandes du NON. (PC)



Le Grand Chef cri Matthew Coon Come.

Ottawa irrite Coon Come

MONTRÉAL (PC) — Le gouvernement fédéral semble se préoccuper davantage des intérêts et de l'intégrité territoriale du Québec que de l'unité du Canada et de l'intégrité de son territoire actuel, a indiqué hier le Grand Chef cri, Matthew Coon Come.

Le Grand Conseil des Cris réagissait au document fédéral laissant entendre que le gouvernement fédéral se prépare à négocier la remise de sa juridiction sur les Cris du Québec à un Québec indépendant, pour autant que le Québec s'engage à respecter les droits humains des peuples autochtones.

«La Constitution demeure la loi maîtresse du pays, nonobstant l'opinion contraire des fonctionnaires», écrit M. Coon Come dans un communiqué. Notre traité, garanti par l'article 35 de la Constitution, protège les Cris. Le Canada ne peut négocier la renonciation à nos droits en faveur des indépendantistes du Québec, même s'il le voulait, parce que nous obtiendrions de ses propres tribunaux une injonction pour l'en empêcher.

«Il y a, nous l'avons toujours su, des indépendantistes québécois au Conseil privé et aux Affaires extérieures. Ce sont ces gens qui conseillent le Canada pour ce qui concerne nos droits», soutient de son côté le directeur général du conseil, Bill Namagoose.

RÉFÉRENDUM CRI

Judi, Matthew Coon Come avait déclaré: «À moins que les Cris ne donnent leur consentement lors du référendum du 24 octobre, notre territoire et nos gens vont demeurer au sein du Canada même si les Québécois optent pour la souveraineté». Le Grand Chef a dit entretenir peu de doute sur l'issue du scrutin, et a accusé les souverainistes d'être prêts à utiliser la force pour étendre la juridiction d'un Québec souverain au territoire cri.

RÉFÉRENDUM NATIONAL

Élections Canada à l'affût

OTTAWA (PC) — Élections Canada sera fin prêt si le fédéral décide de tenir un référendum national suite à celui du 30 octobre au Québec.

L'organisme fédéral a donné le feu vert à l'impression de 15 millions de formulaires de recensement qui s'avèreraient nécessaires à la tenue d'une consultation à l'échelle nationale.

Les formulaires devraient être prêts presque le jour même du référendum québécois.

Élections Canada rejette cependant l'idée que cette initiative fasse partie d'une stratégie fédérale visant à tenir un référendum pancanadien advenant la victoire du OUI le 30 octobre.

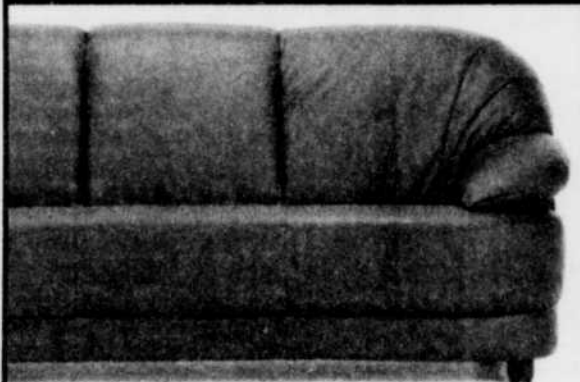
«Notre travail consiste à être prêts pour n'importe quelle éventualité», indique John Enright. «Nous ne pouvons pas nous permettre d'être pris avec les culottes bassées.»

M. Enright soutient que l'impression de formulaires de recensement est une activité normale entre deux élections.

Si Ottawa décide de ne pas aller de l'avant avec un référendum national, les formulaires pourront servir lors des prochaines élections fédérales.

Des bruits ont couru à l'effet que le gouvernement de Jean Chrétien serait tenté d'organiser un référendum national pour demander aux Canadiens s'ils permettaient au Québec de se déclarer souverain en cas de victoire du OUI.

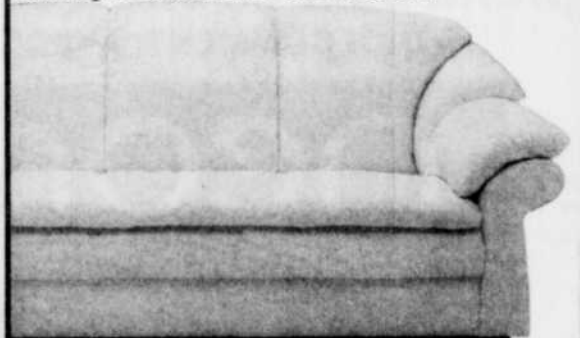
La plus grande sélection de cuir au Plus Bas Prix!



Causeuse: **1099\$** Prix cour.: 2526\$
Canapé: **1199\$** Prix cour.: 3233\$



Causeuse: **1199\$** Prix cour.: 2746\$
Canapé: **1299\$** Prix cour.: 3536\$



Causeuse: **1499\$** Prix cour.: 3465\$
Canapé: **1559\$** Prix cour.: 4263\$



Causeuse: **1499\$** Prix cour.: 3416\$
Canapé: **1559\$** Prix cour.: 4244\$



Causeuse: **1659\$** Prix cour.: 3885\$
Canapé: **1759\$** Prix cour.: 4431\$



TPS
TVQ

10 JOURS
seulement

Mobilia est le
plus grand
spécialiste
de cuir au
Québec
Parce que
Mobilia

- se spécialise dans le cuir depuis 30 ans
- tient des millions en inventaire prêt pour livraison immédiate
- vous offre plus de 180 couleurs
- vous offre les commandes spéciales aux prix de solde

* Les taxes sont incluses sur les items dans cette annonce seulement.

5500, boul. des Gradins
Place Lebourgneuf
Tél.: 623-9986

11 grandes succursales - Plus de 250 000
pieds carrés de valeurs pour votre foyer!



UNE SEMAINE SEULEMENT!
OFFRES DE
NETTOYAGE
AVEC PRIME

NETTOYAGE DE TAPIS

Téléphonez avant le 21 octobre et nous payerons la TPS et la TVQ!

28 \$ 2 pièces
Nettoyage à la vapeur
Prime : nettoyage d'un vestibule (valeur de 10 \$)

49 \$ 4 pièces
Plus nous nettoyons, plus vous économisez.
Prime : nettoyage d'un vestibule (valeur de 10 \$)

74 \$ Maison complète
5 pièces, 13 marches et 1 vestibule.
Prime : nettoyage d'un second vestibule (valeur de 10 \$)

Protection pour tissu appliquée sans frais supplémentaires sur un fauteuil (valeur de 20 \$)...

69 \$ Canapé et fauteuil
...et nous payons la TPS et la TVQ!

NOTRE SERVICE 4 ÉTOILES : UNE GARANTIE DE SATISFACTION À COUP SÛR!
• Nos puissants appareils à la vapeur nettoient vos tapis à fond et leur rendent toute leur fraîcheur.
• Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits plus passants.
• Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer tous les coins.
• Nous vous fixons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi!

39 \$ Nettoyage professionnel de conduits de ventilation**
Tapis synthétique
Un conduit principal, plus 5,95 \$ par bouche.

Du lundi au samedi de 8 h à 18 h
842-3636

* Rabais équivalant à la TPS et la TVQ. ** Frais d'ouverture de la porte de visite non inclus. Demandez nos trousseaux de nettoyage Steamcleaning. Renseignez-vous sur notre PROCÉDÉ DE NETTOYAGE COMBINÉ AU SHAMPING ET À LA VAPEUR, offert à seulement 9 \$ de plus par pièce. Le traitement de protection des fibres, de même que le nettoyage des tapis traités au Steamcleaning ou des tapis berbères sont offerts moyennant des frais supplémentaires. Les salons et salles à manger combinés, ainsi que les pièces de plus de 200 pieds carrés sont considérées comme deux pièces. Le nombre minimal de pièces à nettoyer est de deux. Service de camion-usine moyennant 9 \$ additionnels par pièce. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec et pour les tapis en coton hautes, les canapés moelleux et les coussins de dossiers non attachés. L'offre prend fin le 21 octobre 1995.



Trudeau et Sharp récompensés pour leur effort diplomatique

■ MONTRÉAL (PC) — L'ex-premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, et un de ses ministres de l'époque, Mitchell Sharp, ont été récompensés hier pour le rôle qu'ils ont joué dans la reconnaissance internationale accordée à la Chine, il y a 25 ans. Depuis, le Canada et la Chine ont des relations diplomatiques.

Le Canada a été le premier pays à reconnaître le gouvernement communiste de Chine, comme étant le représentant légitime du peuple chinois.

La contribution de MM. Trudeau et Sharp a été soulignée par le Conseil commercial Canada-Chine, dont le président est André Desmarais, président de Power Corporation et grand-père du premier ministre Jean Chrétien.

TRUDEAU RESTE MUET

M. Trudeau n'a pas pris la parole durant la cérémonie de remise de prix et n'a pas voulu répondre à un essaim de reporters qui le priaient instamment de commenter la campagne référendaire présentement en cours.



L'ex-premier ministre Pierre Elliott Trudeau et son ancien ministre des Affaires extérieures, Mitchell Sharp, se sont donné l'accolade à leur arrivée à Montréal, hier.

« Ce n'est pas souvent que le Canada joue un rôle de leader dans un dossier diplomatique de cette envergure », a déclaré pour sa part M. Sharp, maintenant âgé de 84 ans, et qui était à l'époque responsable des Affaires extérieures.

Dans son discours d'acceptation, M. Sharp a rappelé le marathon de négociations qui a permis à la Chine de faire son entrée aux Nations unies.

Le ministre actuel des Affaires étrangères, André Ouellet, a fait remarquer que depuis 1970 « des changements énormes ont été apportés en Chine ».

Cependant, si la Chine a fait du progrès aux plans économique et technologique, « sur la question des droits de la personne, la Chine a encore beaucoup de chemin à faire », a ajouté M. Ouellet.

VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS Chrétien mousse l'unité nationale

■ MONTRÉAL (PC) — Prenant la parole hier soir, à Montréal, à l'occasion d'un souper donné en l'honneur du premier ministre chinois, Li Peng, le premier ministre Jean Chrétien s'est gardé de faire référence directement à la campagne référendaire au Québec.

Tous les premiers ministres provinciaux, à l'exception de Jacques Parizeau, du Québec, figuraient parmi les convives invités à ce souper organisé par le Conseil commercial Canada-Chine pour souligner notamment le 25^e anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

L'ex-premier ministre canadien, Pierre Trudeau, l'artisan de cette reprise des rapports diplomatiques entre les deux pays, était également présent à ce souper.

Sans faire référence directement au problème québécois, Jean Chrétien a néanmoins fait la promotion de l'unité nationale en soulignant les succès remportés l'an dernier par Équipe Canada en Chine. « En fait, pour les Canadiens et Canadiennes, Équipe Canada représente plus que des milliards \$ en contrats, plus que des milliers d'emplois et la qualité de vie qui vient avec. Équipe Canada a suscité un nouveau sentiment de fierté nationale pour ce que nous pouvons accomplir ensemble », a argué M. Chrétien.

Celui-ci a aussi fait remarquer que les Canadiens étaient « fiers de voir le premier ministre et les premiers ministres provinciaux ainsi que les chefs des gouvernements territoriaux travailler ensemble, en équipe, sans querelle et sans mésentente au sujet des juridictions, et sans chercher à marquer des points politiques ».

La visite de Li Peng à Montréal a été par ailleurs marquée par la présence de quelques centaines de manifestants en face de l'hôtel où se déroulent les événements.

On pouvait notamment apercevoir une affiche où il était écrit: « Le boucher de Beijing ». Li Peng est reconnu pour avoir ordonné le massacre de la Place Tiananmen, en 1989, à Beijing.

LE PNEU HIVER MICHELIN ALPIN

FALLAIT Y PENSER!

Les lamelles en forme de "Y" du Michelin Alpin: une innovation majeure!

Ce pneu hiver révolutionnaire procure une adhérence absolue sur route enneigée ou glacée, hiver après hiver, et ce, pendant toute la durée du pneu.



Les lamelles en Y se dédoublent en s'usant pour une traction qui ne perd jamais son mordant.

Le révolutionnaire Michelin Alpin reste pleinement efficace même après 50% d'usure.



MICHELIN ALPIN

ANCIENNE LORETTE

Capitale Bandag Inc.
6250 boul. Hamel
(418) 871-1471

BAIE COMEAU

Atelier de Pneus Garo Ltée
2230 boul. Lafleche
(418) 589-4925

CHARLESBOURG

Boutique de Pneus P.C. Inc.
7540 boul. Henri-Bourassa
(418) 626-1703

Charlesbourg Automobiles Ltée
6070 boul. du Jardin
(418) 623-9843

LA MALBAIE

Pneus La Malbaie Inc.
202 boul. Mailloux
(418) 665-3917

QUÉBEC

Atelier de Pneu Houde Inc.
1935 boul. Hamel
(418) 527-5770

Desharnais Service de Pneus Inc.
710 boul. Charest Ouest
(418) 681-6041

Létourno Service de Pneus
2675 boul. Hamel Ouest
(418) 684-2026

Pneus Ratté Inc.
103 - 3^e avenue
(418) 529-5378

Polipneu Inc.
4065 boul. Hamel
(418) 871-3192

STE-FOY

Alignement et Mécanique
Pierre Morin
2727 boul. du Versant Nord
(418) 653-2993

Service Sunoco Lachance
2640, chemin Ste-Foy
(418) 653-9046

VILLAGE HURON

Picard Service de Pneus
40 boul. Maurice Bastien
(418) 842-7685

MONSIEUR MUFFLER

Y'EST BON en bibitte!
Pour l'atelier le plus proche
consultez les Pages Blanches.

SILENCIEUX SPEEDY FREINS

Consultez les Pages Jaunes pour
la succursale la plus près de chez
vous.



MICHELIN
PARCE QUE LES PNEUS, C'EST IMPORTANT

L'HÉPATITE C

Au Canada, des dizaines de milliers de personnes en sont atteintes.
La plupart d'entre elles n'en ont pas conscience.

- Qu'est-ce que l'hépatite C?
- Comment le virus se transmet-il?
- Comment puis-je éviter de la contracter?
- Comment savoir si je suis atteint d'une hépatite C?
- Que dois-je faire si je suis atteint de la maladie?

Un éminent expert canadien répondra à ces questions et à beaucoup d'autres concernant cette infection virale de plus en plus répandue lors d'une

TRIBUNE PUBLIQUE

Le jeudi 19 octobre, à 19 h 00
Musée du Québec
Parc des Champs-de-Bataille
Québec (Québec)

L'HÉPATITE C

RISQUE
TRANSMISSION
TRAITEMENT

DANS LE CADRE DU
PROGRAMME NATIONAL
D'ÉDUCATION SUR L'HÉPATITE C
Une initiative de
la Fondation canadienne du foie
en coopération avec
la Société canadienne de la Croix-Rouge

Fonds supplémentaires assurés par :

Santé Canada
Schering Canada Inc.
Hoffmann-La Roche Limitée
Ortho Diagnostic Systems

Arrivez tôt. Le nombre de places est limité.

Vente
d'ouverture

Directement du manufacturier
au **PRIX DU MANUFACTURIER**



Couleurs disponibles: noir - acajou - bégonias - naturel - vert forêt-blanchi

Plusieurs autres modèles en salle d'exposition



Les industries de meubles **Classic** inc.
Place Lebourgneuf Tél.: 622-4511, entrée # 1

**VENTE
D'OUVERTURE**
Ouvert dim.
de 12 h à 17 h

ONTARIO

Non à la «guerre contre les pauvres» du gouvernement Harris

SUZANNE DANSEREAU
Presse canadienne

■ TORONTO — Une coalition de leaders religieux a manifesté pacifiquement hier, devant Queen's Park, pour protester contre les compressions du gouvernement conservateur de Mike Harris, disant que ces compressions équivalaient à «faire la guerre contre les pauvres».

La coalition était composée de leaders de plusieurs confessions, notamment juive, catholique, anglicane, bouddhiste, hindoue, musulmane, mennonite et chrétienne.

Il y avait entre autres: le président de l'Union des rabbins de Toronto, le Rabbin Wayne Allen; le président de la Conférence de l'Église unie du Canada, section Toronto, Lorne Taylor-Walsh; l'ancien président du Conseil canadien des Églises, le Révérend Bruce McLeod; et Soeur Susan Moran, des Lady Missionnaires, associée à l'Église catholique.

Le groupe est parti de la Maison des Quakers et s'est rendu à Queen's Park en chantant. Il devait tenir une conférence de presse à l'intérieur de l'édifice, sous le parrainage de la députée libérale Anna-Maria Castrelli, mais les forces de sécurité les en ont empêché.

«Le gouvernement est parti en guerre contre les pauvres», a dit l'un des quelque 30 manifestants, M. Matthew Behrens, porte-parole du

groupe Witness for Social Justice.

M. Behrens a indiqué que le groupe tiendrait une vigile devant Queen's Park tous les lundis, mercredis et vendredis jusqu'au 9 novembre. À cette date, une plus vaste manifestation sera organisée, commémorant le jour du Souvenir.

«Au lieu de commémorer ceux qui sont morts à la guerre, nous commémorerons les victimes des compressions du gouvernement Harris», a expliqué M. Behrens.

PREMIER MINISTRE TRÈS CHAHUTÉ

Cette manifestation était pacifique. Mais elle s'ajoute néanmoins à plusieurs incidents qui se sont produits cette semaine, en réaction aux multiples compressions annoncées par le nouveau gouvernement Harris, totalisant jusqu'à maintenant presque deux milliards \$ et touchant surtout les moins nantis.

Ainsi, jeudi soir à Ottawa, le premier ministre Harris a été chahuté par quelque 200 protestai-



Une policière tente de retenir un jeune protestataire avant le début d'un discours du premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, à Kingston, cette semaine. Le bureau du PM n'a pas dit si la sécurité allait être renforcée en prévision prochaines sorties de M. Harris, mais jusqu'à présent, aucun événement n'a été annulé.

res qui lui ont crié des noms. Une trentaine de policiers ont dû l'entraîner brusquement à l'intérieur pour assurer sa protection.

Mercredi à Kingston, 200 autres protestataires ont tenté de défoncer les portes d'un club de golf où il prononçait un discours lors d'un dîner-bé-

néfice à 150 \$ le couvert. Puis vendredi dernier, il s'est fait lancer des oeufs à Kitchener, lors des célébrations du Oktoberfest.

Malgré ces élans de colère, le gouvernement Harris recueille 50 % de la faveur du public, selon un récent sondage.

Depuis que Formes est à Québec, la natalité remonte!



COLLECTION FEMME ENCEINTE

Québec

26, René-Lévesque Est, 524-2328
Stationnement à l'arrière

Daniel Boudon

FORMES
PARIS

Montréal
92, Laurier O.,
273-4543

EN BREF

Hépatite B virulente

Le docteur Luc Chicoine, de l'hôpital Sainte-Justine, de Montréal, estime que les adultes à risque, et même toute la population, devraient se faire vacciner contre l'hépatite B, compte tenu de la recrudescence de cette maladie partout dans le monde. Il a exprimé cette opinion lors d'un point de presse dans le cadre du congrès de l'Association des médecins francophones. Il a rappelé qu'aux États-Unis, depuis quelques années, les nouveau-nés étaient systématiquement vaccinés contre l'hépatite B. Et ce vaccin est l'un des seuls, a-t-il précisé, à être plus efficace lorsqu'il est administré dès la naissance. Le vaccin contre l'hépatite B est disponible depuis 1986. Parmi les adultes à risque, dans le cas de cette maladie, on retrouve les homosexuels et les personnes se droguant par injections intraveineuses. (PC)

RENCONTRE PARIZEAU - MÉDECINS

Rochon n'y sera pas

LOUISE LEMIEUX
Le Soleil

QUÉBEC — Le ministre Jean Rochon n'assistera pas, lundi, à la rencontre entre les médecins résidents et le premier ministre Parizeau. «Le ministre Rochon a déjà rencontré les médecins résidents durant trois heures. Il n'a pas prévu les rencontrer à nouveau», a fait savoir Sylvie Parent, une porte-parole du bureau du ministre.

Le ministre Rochon a grandement déçu les médecins résidents, réunis en assemblée générale, jeudi. Non seulement refuse-t-il de rouvrir l'entente intervenue avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec, mais le comité qu'il propose de mettre sur pied ne serait que consultatif. Or les jeunes médecins tiennent à rouvrir l'entente. Selon eux, il serait plus jus-

te que tous les médecins spécialistes payent leur part des compressions exigées par le gouvernement. Encourager les retraites des médecins de plus de 65 ans pourrait aussi être une solution, selon eux.

Les jeunes médecins comptent sur l'autorité du premier ministre pour rouvrir l'entente. Sinon, disent-ils, ils auront recours aux tribunaux, invoquant la Charte des droits et libertés.

L'autre syndicat de médecins, la Fédération des médecins résidents, qui doit aussi composer avec des compressions d'honoraires, n'a pas l'intention d'instaurer une rémunération progressive, comme le fait la FMSQ. Les omnipraticiens vont plutôt diminuer leur nombre en encourageant les retraites, entre autres. Aucune entente n'est encore intervenue entre les omnipraticiens et le gouvernement.

Loto-Québec		RÉSULTATS	
Le Mini		Quinté	
Tirage du 95/10/13		Tirage du 95/10/07 au 95/10/13	
NUMÉROS	LOTS	3	4
236802	50 000 \$	SAMEDI	499 5319
36802	5 000 \$	DIMANCHE	675 0812
6802	250 \$	LUNDI	573 1795
802	25 \$	MARDI	144 6666
02	5 \$	MERCREDI	453 7134
23680	1 000 \$	JEUDI	026 4517
2368	100 \$	VENDREDI	169 9690
236	10 \$		
Banco		INTER	
Tirage du 95/10/13		Tirage du 95/10/13	
02 05 06 09 13		NUMÉROS	LOTS
14 19 23 26 30		331179	250 000 \$
40 42 43 44 46		31179	2 500 \$
53 55 57 62 65		1179	250 \$
		179	25 \$
		79	10 \$

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

INTER		RÉSULTATS	
Tirage du: 95-10-13		Loto-Québec	
1 lot boni de 25 000 \$ (numéro non décomposable)		NUMÉROS	LOTS
122E232		331179	250 000 \$
		31179	2 500 \$
		1179	250 \$
		179	25 \$
		79	10 \$
25 lots bonis de 1 000 \$ chacun (numéros non décomposables)			
127A310	117B323	152C982	188C380
152A766	130B125	154C084	188C650
160A849	136B010	155C787	144D470
177A515	103C252	167C193	119E502
104B709	114C687	174C457	140E486
143E322	145E838	147E779	159E039
174E299			
50 lots bonis de 500 \$ chacun (numéros non décomposables)			
127A406	138B912	151C603	146D201
146A253	146B296	152C526	147D793
162A932	147B230	156C195	169D776
168A463	150B395	157C276	177D990
169A659	153B162	167C081	180D383
170A771	159B004	193C954	190D938
113B454	163B628	104D566	192D163
118B862	177B993	109D704	106E284
122B121	102C648	133D283	114E665
134B195	121C733	143D040	117E324
120E326	121E822	130E811	155E732
156E739	156E892	173E741	180E159
189E397	191E372		

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

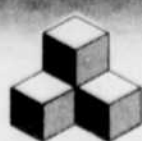
76 autres lots bonis le vendredi 20 octobre

Le raffinement au meilleur prix



Mélangeur bain/douche avec
cartouche de céramique 1/2 tour.
E-0400A-Chrome
259\$

- Plus de 1,000 modèles de céramique différents en inventaire
- Poseurs et plombiers reconnus et recommandés par Céramique Décor
- Location d'outils et service de coupe spéciale gratuit à nos clients
- Assistance constante durant vos travaux



Importateur, sans intermédiaire
CÉRAMIQUE
D.É.C.O.R.
Céramique d'abord!

4220, 3e Avenue ouest, Charlesbourg, Qué. • 627-0122

Mia Riddez meurt à 81 ans

L'auteure de « Rue des Pignons » a été travailleuse sociale pendant 35 ans

■ MONTREAL (PC) — L'auteure de nombreux téléromans et comédienne Mia Riddez-Morisset est décédée dans la nuit de jeudi à vendredi, au Centre hospitalier de Lanaudière, à Joliette.

Mme Riddez-Morisset était âgée de 81 ans. Elle avait été hospitalisée il y a quelques jours en raison de problèmes pulmonaires.

Elle s'était d'abord fait connaître comme comédienne dans les téléromans « Les Filles d'Eve » et « Rue des Pignons », dans les années 60, dont l'auteur était son mari, Louis Morisset.

Après le décès de ce dernier, survenu en 1968, c'est elle qui avait relevé le défi de poursuivre le travail entrepris en signant les textes de « Rue des Pignons » pendant une dizaine d'années. Mais elle avoua plus tard qu'elle collaborait de son vivant à l'écriture des dramatiques de son mari, qui a été très malade pendant des années.

Au cours des années qui ont suivi, elle a notamment écrit « Terre humaine », qui mettait en vedette Jean Duceppe, son comédien préféré, et « Le Grand Remous », qui a été porté au petit écran à compter de 1989 et qui fut son dernier téléroman.

AUTEURE TRÈS PRÉOCCUPÉE DES DÉMUNIS

Mme Riddez-Morisset habitait Rawdon, dans la région de Lanaudière. Elle était née à Lyon, en France, en février 1914, et comptait huit frères et sœurs. Elle a suivi ses parents au Québec à l'âge de cinq ans.

Par la suite, elle a étudié pendant cinq ans aux Beaux-arts. Elle a eu deux enfants, une fille et un fils, médecin, et de nombreux petits-enfants dont une, Dominique Drouin, a collaboré au travail de sa grand-mère pendant quelques années.

Auteur prolifique, Mme Riddez-Morisset a également été une femme très active socialement et très préoccupée du sort des démunis.

En 1988, elle recevait le titre de patriote de l'année, décerné par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. L'organisme voulait ainsi souligner sa contribution à la défense de la langue française, son implication auprès des gens défavorisés et l'ensemble de son travail d'auteur dramatique.

Mme Riddez-Morisset a été travailleuse sociale bénévole pendant 35 ans, puisant dans ces rencontres avec des gens ordinaires, aux prises avec toutes sortes de difficultés, la matière pre-



Mme Riddez-Morisset venait d'être hospitalisée, souffrant de problèmes pulmonaires.

mière de son oeuvre.

« Le vrai peuple, quand on l'a fréquenté et aimé, on peut écrire sur lui jusqu'à l'éternité », disait-elle.

Son besoin de s'impliquer l'a amenée à accepter la présidence de l'Union des artistes, dont elle fut la première femme présidente. Féministe, elle a notamment organisé un réseau de conférences visant à politiser les femmes des milieux populaires, de 1959 à 1967.

Il y a quelques années, toujours active malgré son grand âge, elle déclarait à une journaliste: « J'ai vraiment trouvé ma voie dans l'écriture. Je n'ai pas à me préoccuper de mes rides. Je m'installe chez moi, à la campagne devant mon lac, et je suis bien. Je vieillis tranquille. Je ne m'ennuie jamais. Je vais partir en laissant mille choses en plan. »

Sa dépouille sera exposée lundi à Outremont et ses funérailles auront lieu mardi à 11h à l'église Saint-Viateur.

ENQUÊTE SUR LE SANG CONTAMINÉ

En 1984, Ottawa refusait d'informer les Canadiens sur les condoms

■ TORONTO (PC) — Les autorités fédérales ont été empêchées de conseiller aux Canadiens l'usage du condom comme moyen de protection contre le sida dans une brochure gouvernementale distribuée peu après que la maladie mortelle eut commencé à se disséminer au Canada, a-t-on appris hier au cours d'une enquête.

« Politiquement, nous avons été avertis qu'il ne fallait pas parler de condoms », a déclaré le docteur Alastair Clayton, ancien directeur général du Laboratoire de lutte contre la maladie. Le département de protection de la santé d'Ottawa n'a pas informé les Canadiens, dans une brochure distribuée à travers le Canada en 1984, du fait que les préservatifs pouvaient les aider à se prémunir contre le virus du sida.

Entre-temps, des centaines de Canadiens avaient contracté le VIH au moyen de relations sexuelles, de seringues souillées ou de produits sanguins contaminés.

Le juge Horace Krever, qui préside une enquête sur le scandale du sang contaminé au Canada, a demandé à M. Clayton qui avait donné le « con-

seil politique » fatal.

« Lorsque nous faisons parvenir des documents... pour révision au bureau du sous-ministre, on nous en accusait réception et on ajoutait, dans une note: "ne mentionnez pas les condoms, trouvez un autre moyen de transmettre le message" », a répondu M. Clayton.

David Kirkwood occupait les fonctions de sous-ministre de la Santé à l'époque, et collaborait avec le ministre de la Santé Jake Epp, ont indiqué des responsables gouvernementaux à l'extérieur de la salle où se tenait l'enquête.

Mais le Dr Clayton a soutenu qu'Ottawa n'était pas seul à avoir de la réticence à conseiller l'usage de préservatifs — il en était de même pour bien des télédiffuseurs. Dans sa déposition, il a déclaré que des stations de télévision avaient indiqué que si un paquet de condoms pouvait être vu dans des annonces publicitaires, il ne pouvait pas par contre être ouvert à la télévision.

« Une bataille faisait rage pour obtenir qu'on puisse montrer des préservatifs et que leur existence soit rappelée au public », a dit M. Clayton.

Un an après, les attitudes avaient changé et la brochure gouvernementale était modifiée pour conseiller aux Canadiens l'usage des condoms, a-t-il conclu.



Pourquoi les Fonds Desjardins sont-ils plus faciles à acheter ?

Parce qu'on les trouve dans

près de 1 200 caisses Desjardins. Parce que

plus de 2 000 conseillers accrédités vous

aideront à faire le bon choix, en

fonction de votre situation et de vos

besoins. Parce que dans toute la

gamme des Fonds Desjardins, il

y a certainement la combinaison

qui vous permettra d'atteindre vos objectifs,

que vous soyez un investisseur prudent,

modéré ou audacieux. Parce qu'il est possible

d'y investir aussi peu que 50 \$ par mois. Parce

que ce sont des Fonds... Desjardins.

**LES FONDS
DESJARDINS**

Les Fonds Desjardins et les Fonds Diversifiés Desjardins sont vendus au moyen d'un prospectus disponible dans les succursales de la Fiducie Desjardins et dans les caisses Desjardins seulement là où l'autorité compétente a accordé son visa. Il est important de le lire attentivement avant d'investir. Les parts des Fonds Desjardins et des Fonds Diversifiés Desjardins sont offertes par les Services d'investissement Trustco Desjardins inc., une compagnie appartenant au Mouvement Desjardins. Elles ne sont pas assurées par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, la Société d'assurance-dépôts du Canada ou un autre fonds public d'assurance-dépôts et elles ne sont pas garanties par la Fiducie Desjardins, les caisses Desjardins ou quelque autre institution du Mouvement Desjardins. La valeur de ces parts est soumise aux fluctuations du marché.

Desjardins pour s'aider soi-même

Les PME de la Banque Nationale

Félicitations aux lauréats 1995

Trois entreprises, de par leur dynamisme en affaires, leur compétence et leur sens de l'innovation, ont vu leurs efforts récompensés en se méritant le titre de lauréat du programme de reconnaissance des PME de la Banque Nationale dans la région Chaudière/Appalaches.

La Banque Nationale encourage ceux et celles qui gagnent à entreprendre.



PME d'or
Édouard Jacques
Directeur général
Moulure de Beauce inc.



PME d'argent
Lauréat Fecteau
Président-directeur général
Marc Fecteau, contrôleur
Menuiserie des Pins (L.F.) ltée



PME de bronze
Yves Baillargeon
Président
Les Pierres Technoprofil inc.

TELE 4

**BANQUE
NATIONALE**
Notre banque nationale

LE SOLEIL

Avec la participation de Samson Bélair/Deloitte & Touche

280533 P

Espoir de règlement chez Alcan

Deuxième rencontre entre les parties

■ CHICOUTIMI (PC) — Les représentants de la multinationale Alcan et de la Fédération des syndicats du secteur aluminium (FSSA) ont repris, depuis jeudi soir, des pourparlers afin de régler au mieux le conflit de travail qui paralyse plusieurs usines de l'entreprise, au Québec, depuis une semaine.

Vers 21h45 jeudi, après une série de rencontres, les représentants syndicaux et patronaux ont pris place pour un premier face-à-face depuis le début du conflit. Cette rencontre, sollicitée par les syndicats, a duré près de 90 minutes. Elle s'est poursuivie dès 15h hier, jusqu'en début de soirée. Les pourparlers devraient durer tout le week-end.

Le négociateur en chef d'Alcan, Marius Delisle, et le président de la FSSA, Raymond Labonté, négocient en présence du conciliateur Matteau.

Il a été difficile de connaître le contenu de ce qui a été soumis au conciliateur. Du côté syndical, on parle d'une piste de solution. Même si elle n'a pas été confirmée, il s'agirait d'une formule touchant à plusieurs points de l'entente acceptée par une majorité de syndicats affiliés à la FSSA, tels la sécurité d'emploi, la création d'emplois et les conditions salariales.

Lors d'une ultime tentative de règlement déposée par la partie syndicale

pour obtenir un règlement sans conflit, le désaccord se chiffrait à 0,68 \$ de l'heure à la fin du contrat de travail.

Vendredi dernier, une majorité de syndiqués ont approuvé les dernières offres patronales, déposées quelques jours avant le déclenchement de la grève par quelque 3000 travailleurs. Ceux des usines de Laterrière et Beauharnois se sont prononcés à 67 et 60 % en faveur de ces offres, tandis que ceux du complexe Jonquière et des installations portuaires les rejetaient par des votes de 51 et 76 %.

Selon la compagnie, la proposition patronale a aussi été acceptée par les syndiqués des filiales Énergie électrique (66 %), Chemin de fer Roberval-Saguenay (75 %) et les policiers de l'usine de Shawinigan (75 %). Jeudi, la compagnie a annoncé qu'elle était prête à signer les conventions collectives et à établir les protocoles de retour au travail avec les syndicats dont les membres se sont majoritairement prononcés en faveur des offres.

L'arsenal des Rockers n'est pas unique, selon la police

■ MONTRÉAL (PC) — Il y a sur le territoire québécois, croit la police, des stocks d'armes et d'explosifs aussi impressionnants que celui qui a été découvert, jeudi à Lachine, par l'escouade antigangs de motards Carcajou, lors d'une perquisition menée dans un repaire des Rockers.

La nouvelle escouade formée de 75 policiers de la Sûreté du Québec (SQ), de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) estime cependant avoir porté un dur coup aux bandes de motards, lors de cette première opération d'envergure depuis sa création récente par le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard.

L'arsenal saisi à Lachine a été présenté hier aux médias dans les locaux du quartier général de la SQ, rue Parthenais. Il comporte trois carabines AK-47, une carabine de calibre 7,65, un fusil de calibre 12, une crosse et un canon sciés, plusieurs milliers de balles, une quarantaine de chargeurs (dont un Ninety Rounder de 90 balles) et 51 bâtons de dynamite, dont 48 «extra gélatine» qui proviendraient d'un vol survenu à la mi-août, dans une carrière de L'Épiphanie. «Il s'agit de la plus grosse saisie d'explosifs dans une agglomération urbaine depuis un an», a dit Robert Saint-Jean, du SPCUM, coordonnateur adjoint de l'escouade Carcajou.

«Il y a de quoi faire une guérilla, a ajouté l'inspecteur Michel Arcand, de la SQ, qui coordonne l'escouade. Ces armes sont très puissantes. Il y a tout

le mécanisme pour fabriquer trois bombes que l'on déclenche à distance».

M. Arcand pense qu'il s'agit vraisemblablement d'un «stock central» des Rockers mais le sergent d'état-major René Lemire, de la GRC, a ajouté que l'escouade a «des informations» selon

lesquelles des arsenaux du même type existent ailleurs au Québec.

L'escouade ne sait pas si le club-école des Hells Angels préparait un complot et n'a pas encore vérifié si les armes ont été utilisées pour commettre des attentats.

Parmi les six individus arrêtés jeudi lors de deux opérations indépendantes, seul Sylvain Veillette, âgé de 24 ans, a été accusé de possession illégale d'armes à feu, d'explosifs et de stupéfiants en vue d'en faire le trafic. Les cinq autres personnes, dont une femme, ont été remises en liberté.



À Port Dover, en Ontario, les motards ont eu hier des activités plus calmes. C'était en effet le traditionnel party des motards du Vendredi 13, qui se déroule à cet endroit chaque année. Quelque 5000 motocyclistes y sont attendus.

JE VEUX ÉTUDIER.

JE NE VEUX PAS
RETOURNER À L'ÉCOLE.

Plus de 30 programmes
de formation

- Baccalauréat en communication
- Diplôme de 2^e cycle en formation à distance
- Des certificats et plus de 175 cours en :
 - administration
 - communication
 - environnement
 - informatique
 - langues
 - relations industrielles
 - sciences
 - sciences humaines et sociales
- Nouveaux certificats
 - Analyse des médias
 - Gestion des services de santé et des services sociaux
 - Intégration des technologies informatiques en éducation
 - Interuniversitaire en langue anglaise
 - Pratiques rédactionnelles
- Cours intensifs pour maîtriser INTERNET.
- Formation sur mesure pour les entreprises.
- Inscription en tout temps de l'année.

Grâce à la Télé-université, offrez-vous la liberté d'étudier à votre rythme, à l'endroit qui vous convient.

L'UNIVERSITÉ À DISTANCE

Université du Québec
Télé-université

J'EN PROFITE

(418) 657-2262 poste 735
INFO@TEL.UQ.QUEBEC.CA

1-800-665-4333 poste 733
HTTP://WWW.TEL.UQ.QUEBEC.CA

AVEZ-VOUS ENCORE LE TEMPS DE JOUER?



AVEC LOTOMATIQUE QUI OFFRE
UN MOYEN SIMPLE ET FIABLE

Le formulaire Lotomatique inséré ce jour dans LE SOLEIL vous permet de vous abonner individuellement ou en groupe aux loteries de votre choix. Laissez Loto-Québec s'occuper du reste. Automatisement:

- Vous participez à tous les tirages des lots
- Vos numéros sont vérifiés
- Vous recevez par la poste les lots gagnés

En même temps, vous contribuez à l'essor de l'Institut de cardiologie de Québec qui recevra un pourcentage des recettes et des lots provenant des abonnements LOTOMATIQUE.



Institut de cardiologie de Québec

LE SOLEIL

(418) 656-4564



loto-quebec

EN BREF

MONTRÉAL Les motards conformes

Les membres du club de motards «Rockers» ont pu réintégrer leur local de la rue Gifford, à Montréal, hier soir, après une inspection des lieux par le Service de prévention des incendies. Plus tôt cette semaine, le local avait été cadenassé parce qu'il ne respectait pas les règles de sécurité. (PC)

Saisie de drogue

Les enquêteurs de la Sûreté du Québec et de la police municipale de Laval ont révélé avoir saisi pour environ trois millions \$ de drogue au cours de six perquisitions effectuées hier soir à Laval et à Montréal-Nord. Les policiers ont saisi 3,5 kilos de cocaïne, 28 kilos de haschisch, un kilo de marijuana ainsi que des armes et quelque 20 000 \$ en argent liquide. Six hommes et trois femmes ont été arrêtés. (PC)

Ottawa punit l'Alberta

L'Alberta fait face à des millions de dollars d'amendes de la part d'Ottawa mais certains responsables provinciaux croient que la perte en sera une sur papier seulement. «Je serais très surpris si jamais nous assistions à une réduction réelle dans les paiements de transfert à la suite de cette affaire», a déclaré Gordon Turtle, porte-parole du ministère de la Santé de l'Alberta. Un représentant du fédéral a soutenu hier que la province pourrait voir s'écouler des chèques d'Ottawa s'alléger dès le mois prochain si elle refuse d'éliminer les frais de séjour facturés aux patients par les cliniques privées. Ottawa a donné à la province jusqu'à demain pour interdire ce genre de frais qu'encaissent les entreprises de soins de santé comme les cliniques d'avortement ou celles qui pratiquent l'opération de la cataracte. (PC)

MÊME SI L'HIVER NE VOUS FERA PAS DE CADEAUX... VOICI 3 BONNES FAÇONS DE RÉALISER ENCORE PLUS D'ÉCONOMIES.

MISE AU POINT

139⁹⁵\$*

6 cyl. 159,95\$ / 8 cyl. 169,95\$*

- Vérification par ordinateur
- Remplacement des bougies, des filtres à air et à essence
- Vérification complète du système d'allumage, du circuit de charge, du calage et du ralenti, inspection des raccords de la batterie, de la tringlerie du volet d'admission, du système d'injection du carburant et de l'ajustement des courroies
- Nettoyage des valves R.G.E. et R.G.C.
- Nettoyage du volet d'admission
- Essai routier



Goodwrench
Service Plus
MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE INC.

ENTRETIEN DES SYSTÈMES DE CHAUFFAGE ET DE REFROIDISSEMENT

99⁹⁵\$*

incluant:

- Vérification de la pression du système de refroidissement et de l'état des boyaux (fuites/bris)
- Nettoyage sous pression avec produits chimiques GM
- Plein d'antigel GM
- Vérification des courroies, boyaux, pompe à eau et remplacement si nécessaire



Goodwrench
Service Plus
MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE INC.

*Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures et camionnettes GM. Taxes en sus.

FREINS

99⁹⁵\$*

incluant:

- Remplacement des plaquettes avant
- L'USURE DES PLAQUETTES EST GARANTIE À VIE
- Ajustement du niveau d'huile
- Vérification élaborée des étriers, du maître cylindre et des freins arrière
- Techniciens GM certifiés
- Pièces d'origine GM de qualité supérieure
- Pièces et main-d'œuvre garanties 1 an



Goodwrench
Service Plus
MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE INC.

MARLIN Chevrolet - Oldsmobile Inc. 2145, boul. Charest Ouest, Sainte-Foy (Québec) Tél.: 688-1212



LA CHAMBRE DE COMMERCE
ITALIENNE AU CANADA

rendra hommage à son vice-président Région de Québec sortant



Monsieur Nicola Cortina
lors d'un cocktail présidé par
Monsieur Emanuel Triassi

Président de la Chambre de commerce italienne au Canada
Par la même occasion, le nouveau vice-président pour la région de Québec vous sera présenté.
Date: Le mercredi 18 octobre 1995
Lieu: Restaurant Michelangelo
3111, chemin Saint-Louis
Sainte-Foy (Québec)
Heure: 17h à 19h
Coût: 25\$ (non membre)
Taxes et services inclus
Nous remercions nos collaborateurs:
Maison Villa Barbi
Maison Remy
Importations Rodicieu Inc.
R.S.V.P. au plus tard le 16 octobre 1995
Mme Tatiana Canziani
Téléphone: (418) 627-8022
Télécopieur: (418) 627-1656

LA COURONNE A LE FEU VERT

Bernardo pourrait être déclaré criminel dangereux

TORONTO (PC) — Le juge Patrick LeSage a statué hier que la Couronne pourra aller de l'avant dans ses démarches pour faire déclarer Paul Bernardo criminel dangereux, un processus qui pourrait entraîner son emprisonnement à perpétuité.

Le magistrat, qui a présidé au procès pour meurtre de Bernardo cet été, a décidé que les accusations d'enlèvement et d'agressions sexuelles graves dont il a été reconnu coupable peuvent servir de base à cette demande. Par contre, le fait que Bernardo ait été trouvé coupable de meurtre ne peut servir à le faire reconnaître criminel dangereux parce que, dans ce cas, des peines de prison à vie sont prévues.

En septembre, Bernardo a déjà été condamné à la prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans pour les meurtres avec préméditation de Leslie Mahaffy et Kristen French.

Mais le juge n'a pas prononcé tout de suite les sentences relatives aux accusations d'enlèvement et d'agressions sexuelles graves ainsi que celle relative au fait d'avoir profané un cadavre.

Lorsqu'est venu le moment de condamner Bernardo pour ces crimes,

la Couronne a annoncé qu'elle cherchait à faire déclarer Bernardo criminel dangereux. Si jamais il était reconnu criminel dangereux, cela tiendrait lieu de sentence en ce qui a trait aux accusations moins graves et il pourrait demeurer derrière les barreaux indéfiniment.

Mais l'avocat de Paul Bernardo, John Rosen, a soutenu que si l'on condamnait son client pour ces accusations moins graves, cela équivaudrait à le condamner deux fois pour les mêmes crimes. Les meurtres, les enlèvements, les séquestrations et les agressions sexuelles, a-t-il souligné, faisaient tous partie des mêmes « transactions ».

Si la démarche de Me Rosen avait réussi, elle aurait mis fin à celle visant à faire déclarer Bernardo criminel dangereux.

Selon Mes Rosen et Tony Bryant, la démarche entreprise par la Couronne pour obtenir que Bernardo soit reconnu criminel dangereux constitue une façon déguisée de faire subir un procès à ce dernier sous d'autres accusations qui pèsent sur lui à Toronto et à St. Catharines, en Ontario, sans qu'il puisse se prévaloir d'une enquête préliminaire.

AUDIENCES DU CRTC SUR LA VIOLENCE À LA TÉLÉ

La puce antiviolence doit être disponible d'ici un an — Spicer

HULL (PC) — Si la puce antiviolence est la seule solution que l'industrie télévisuelle canadienne est prête à accepter pour protéger les enfants contre la violence à la télévision, elle a le devoir de la rendre disponible d'ici le 1er octobre 1996.

« Attendre trois ans serait inacceptable », a soutenu hier le président du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Keith Spicer.

Disant faire écho au sentiment d'urgence de la population, il a demandé au promoteur de cette puce, le câblodistributeur Shaw, de travailler avec les autres membres de l'industrie pour rendre ce système opérationnel d'ici un an. Déterminé à obtenir des résultats concrets, il a enjoint la Société Radio-Canada à s'associer à ce processus, ce qu'elle a accepté.

La puce en question, qui a été inventée par le canadien Tim Collings et qui a été mise à l'essai par Shaw, permet à une personne de bloquer les émissions qui sont jugées trop violentes. Pour programmer son dispositif, l'auditeur s'appuie sur une classification des émissions.

Selon le vice-président exécutif de Radio-Canada, Michael McEwen, il est ré-



Keith Spicer

pour que la technologie soit disponible plus rapidement.

Depuis le début des audiences du CRTC sur la violence à la télévision, le système de classification assorti de la « puce V » fait l'unanimité parmi les câblodistributeurs et les télédiffuseurs. Les diffuseurs privés ont aussi adopté un code volontaire pour juger leurs émissions. Ils s'opposent cependant à le rendre obligatoire car leurs principaux concurrents américains n'y seraient pas soumis. Ils militent donc en faveur

d'une classification nord-américaine qui servirait aux usagers de la « puce V » à travers le continent.

MOYENS INSUFFISANTS

Ces moyens sont insuffisants, rétorque la Centrale de l'enseignement du Québec. Le problème est du côté des télédiffuseurs qui présentent des émissions dont les valeurs vont à l'encontre de celles véhiculées à la maison et à l'école, a souligné le secrétaire-trésorier de la CEQ, Alain Pélissier.

La Centrale est d'accord avec l'introduction de la « puce V » et l'établissement d'une classification des émissions. Elle juge toutefois ces mesures insuffisantes et favorise l'adoption d'un règlement qui interdirait la diffusion d'émissions violentes avant 22h00. Elle demande aussi que toutes les chaînes privées et publiques « soient tenues de se doter d'un plan de réduction de la violence étalé sur cinq ans et conduisant à la tolérance zéro ». Selon la CEQ, ce n'est pas prôner la censure de demander au CRTC de jouer son rôle qui est de policer les ondes pour qu'elles servent les intérêts de tous, y compris ceux des enfants.

EN BREF

Policiers poursuivis puis dédommagés

Rollanda Collins, qui poursuivait la Sûreté municipale de Hull et deux de ses agents pour un montant de 50 000 \$, se retrouve aujourd'hui dans l'obligation de dédommager les policiers pour 15 000 \$. Dans une décision rendue jeudi, le juge Orville Frenette, de la Cour supérieure, a rejeté non seulement la réclamation en dommages et intérêts déposée par Mme Collins, mais a condamné cette dernière à verser, dans le cadre d'une contre-poursuite, cette somme aux policiers Benoit Charron et Peter Vranas, qui, selon ses prétentions, l'auraient arrêtée et incarcérée illégalement. Après avoir écouté le témoignage de Mme Collins sur des incidents survenus le 2 novembre 1991 et ceux des agents, le juge Frenette a conclu que la version des faits de la demanderesse ne franchissait pas le test des critères d'évaluation en matière de crédibilité des témoins. Le juge adresse également un blâme aux médias qui ont rapporté abondamment les propos de la jeune femme de race noire. (PC)

L'antéchrist lui avait dit de couper son pénis

Les chirurgiens d'un hôpital de Winnipeg ont réussi jeudi à recoudre le pénis d'un homme qui venait de se le trancher, affirmant que l'ordre lui en avait été donné par l'antéchrist, a-t-on appris hier de source policière. L'homme, âgé de 31 ans mais dont l'identité n'a pas été révélée, a été découvert par les policiers jeudi peu après minuit, errant dans un parc, le pantalon couvert de sang. L'inconnu a déclaré qu'il s'était lui-même mutilé avec un couteau de cuisine, comme le lui avait ordonné l'antéchrist. Les policiers ont retrouvé l'organe tranché chez lui, sous son lit, baignant dans une flaque de sang. Les chirurgiens ont ensuite procédé à la délicate opération pour rattacher le pénis au corps de l'homme, dont l'état était jugé hier satisfaisant. (AFP)

Acquittée d'ivresse de justesse

Inculpée par un tribunal de première instance pour une affaire d'ivresse au volant, une femme a été blanchie hier par la Cour supérieure du Québec. Carole Mondello, avait été appréhendée le 22 juin à Saint-Sauveur au volant d'une voiture à moitié enfoncée dans un fossé. Les policiers lui ont fait passer deux alcootests à 20 minutes d'intervalle. Le second indiquant une alcoolémie de 0,11, elle a été reconnue coupable de conduite avec facultés affaiblies. Toutefois, le tribunal avait admis en preuve les propos d'un expert de la défense voulant qu'au moment de son arrestation, il y aurait eu des chances que le taux d'alcoolémie de l'accusée ait été inférieur à 0,08. L'accusée aurait pris trois verres de vin, dont un juste avant son départ. Or, l'expert stipule que l'alcool n'aurait peut-être pas eu le temps d'atteindre l'alcoolémie limite, le phénomène de fluctuation s'étant plutôt produit en chemin vers le poste de police. C'est donc sur ce doute raisonnable que Mme Mondello a été acquittée jeudi en appel. (PC)

RECEPTIONNISTE
A 20 900\$ Secrétaire / réceptionniste à l'esprit vif et au discours courtois, polyvalente, ayant une diction parfaite, française et anglaise impeccable, français et anglais écrits, D-Base, plus voix agréable, Lotus et 11h à 20h, aimerait travailler de 11h à 20h, minimum 3 ans d'expérience pertinente au téléphone. Envoyez C.V. n° 1254.

REPRESENTANT(E) MOBILE DE BUREAU
A base et commission, formation, entraînement, salaire de base et commission, Designé(e) par la vente. Faxer C.V. à Patricia.

CLOOSER
Demandé pour calfeutrage résidentiel, très bonnes conditions.

★DEFI SPORTIF!★
Concept exclusif, Super ambiance, Revenus 2255 à 7500\$ semaine! Salaire de base assuré.

10\$ L'HEURE ET +
Payons comptant tous les jours, jour ou soir plein ou partiel.

AGENT demandé (commission jusqu'à 25 %), préférable avec ordinateur portable Web Design.

ATTENTION Celluland cherche vendeurs. Rémunérés par commission.

ATTENTION : nous avons des avantages sociaux, Daniel.

OFFRES D'EMPLOIS
(Postes ouverts également aux hommes et aux femmes)

COMPAGNIE de production d'événements spécialisés d'enviroment, depuis 15 ans recherche des télévendeurs bilingues pour promouvoir ses événements. Mathilde.

CONSEILLER en publicité pour nouveau concept, possibilité d'avancement, secteur Vaudreuil Soulanges.

DEVENEZ vendeuse de bas-culotte à domicile.

HE TOI! Tu aimes travailler avec une équipe le fun! Faire du "cash" à tous les jours ou soirs! Cherche pas plus loin! Quoi? t'as pas appelé encore!

RECEPTIONNISTE
A 20 900\$ Secrétaire / réceptionniste à l'esprit vif et au discours courtois, polyvalente, ayant une diction parfaite, française et anglaise impeccable, français et anglais écrits, D-Base, plus voix agréable, Lotus et 11h à 20h, aimerait travailler de 11h à 20h, minimum 3 ans d'expérience pertinente au téléphone. Envoyez C.V. n° 1254.

REPRESENTANT(E) MOBILE DE BUREAU
A base et commission, formation, entraînement, salaire de base et commission, Designé(e) par la vente. Faxer C.V. à Patricia.

CLOOSER
Demandé pour calfeutrage résidentiel, très bonnes conditions.

★DEFI SPORTIF!★
Concept exclusif, Super ambiance, Revenus 2255 à 7500\$ semaine! Salaire de base assuré.

10\$ L'HEURE ET +
Payons comptant tous les jours, jour ou soir plein ou partiel.

AGENT demandé (commission jusqu'à 25 %), préférable avec ordinateur portable Web Design.

ATTENTION Celluland cherche vendeurs. Rémunérés par commission.

ATTENTION : nous avons des avantages sociaux, Daniel.

OFFRES D'EMPLOIS
(Postes ouverts également aux hommes et aux femmes)

COMPAGNIE de production d'événements spécialisés d'enviroment, depuis 15 ans recherche des télévendeurs bilingues pour promouvoir ses événements. Mathilde.

CONSEILLER en publicité pour nouveau concept, possibilité d'avancement, secteur Vaudreuil Soulanges.

DEVENEZ vendeuse de bas-culotte à domicile.

HE TOI! Tu aimes travailler avec une équipe le fun! Faire du "cash" à tous les jours ou soirs! Cherche pas plus loin! Quoi? t'as pas appelé encore!

FRUITERIE
CAISSIERE temps plein demandée, expérience serait un atout, pour notre succursale des Halles D'Anjou. Se présenter.

GERANT de viande demandé avec expérience pour IGA.

GERANT(e) de boulangerie demandé(e) avec expérience. Se présenter au IGA.

OFFRES D'EMPLOIS
(Postes ouverts également aux hommes et aux femmes)

197

Aide-Cuisinier(ère)
Expérience en pizza et aide-cuisinier général demandé pour nouveau concept de restaurant. Application pour l'emploi jeudi le 12 oct. de 10h am à 16h.

Serveur(euse)
Avec expérience demandé pour nouveau concept de restaurant. Application pour l'emploi jeudi le 12 oct. de 10h am à 16h.

SERVEUSES SUPER
Demandées 8,00\$ l'heure.

AIDE-Cuisinier d'expérience, plein temps, Anjou.

AIDE cuisinier demandé, s'adresser au chef après 14h.

ATTENTION resto bar sexy, est au chef après 14h.

Hô, 140 places, belle personnalité, barmaid sexy, belle personnalité, déjeuner, diner, gérant.

BARMAID demandée, se présenter au Restaurant.

BARMAID demandée avec expérience, belle apparence.

BARMAID sexe demandée pour nouveau piano bar sur la Rive-Sud.

Relations publiques et communications, manier la plume, avec une extraordinaire aisance, avec une extraordinaire aisance, produire des communications efficaces, faire des étiquettes, faire des lettres, connaître notre message et de réussite, connaître d'excellence et de réussite, expérience en rédaction, en conception et en traduction. Envoyez C.V. n° 1254.

A 24 900\$ Relations publiques et communications, manier la plume, avec une extraordinaire aisance, avec une extraordinaire aisance, produire des communications efficaces, faire des étiquettes, faire des lettres, connaître notre message et de réussite, connaître d'excellence et de réussite, expérience en rédaction, en conception et en traduction. Envoyez C.V. n° 1254.

A 27 040\$ Parfaitement bilingue (parlé et écrit) Secrétaire du Président, Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez C.V.

BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras.

CIE de fabrication à St-Jérôme cherche réceptionniste, 40 heures semaine, exigences bilinguisme (oral et écrit), connaissances des logiciels W.P. Word & Excel (stout), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre.

COLLECTEUR
Minimum 2 ans d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.

COMMIS aux recherches pour cie la commission, travail à temps plein.

COMPAGNIE établie depuis 50 ans prévention incendie recherche préposé(e) bilingue, département de service, renouvellement de contrat, vente au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.

EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique (parlé et écrit), français anglais (parlé et écrit). Faites parvenir votre C.V.

SECRÉTAIRE JURIDIQUE
Bilingue, avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.

SECRÉTAIRE juridique bilingue, à temps partiel.

TEMPS partiel 3 jours semaines, commis bilingue sur word perfect, S.I., lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.

SECRÉTAIRE JURIDIQUE
Bilingue, avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.

SECRÉTAIRE juridique bilingue, à temps partiel.

TEMPS partiel 3 jours semaines, commis bilingue sur word perfect, S.I., lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.

OFF D'EM
(Postes ouverts également aux hommes et aux femmes)

Ser
Avec expé
nouveau
Application
oct. de 10
Marie.

SECV
Demande
rem
Cont

AIDE-C
temps
Mme J

AIDE
au ch

ATT
Mél
et à
déjà

B
su
T

C'est comme ça
que nous voyons l'avenir.

Entre 1980 et 1994, les PME du Québec créaient 318 000 emplois.

C'est plus de 95% de tous les emplois nouveaux. Nos gens d'affaires ont la compétence et l'expérience pour faire encore mieux. Donnons leur les outils.

Éliminons la moitié des tracasseries et la paperasse administrative:

2 rapports d'impôts, 2 rapports d'évaluation gouvernementale, 2 demandes d'aide au développement, 2 inscriptions, 2 inspecteurs, etc.

Permettons à nos créateurs d'emplois d'être encore plus efficaces pour l'avenir.

Permettons leur aussi d'ouvrir l'accès à la formation professionnelle à tous les hommes et les femmes à leur emploi.

Oui
et ça devient possible!

LE MONDE

Un Nobel de la paix... nucléaire

50 ans après Hiroshima, le démissionnaire du projet Manhattan est honoré

■ (d'après AFP, AP, Reuter) — Le prix Nobel de la paix 1995 a été décerné hier au physicien britannique d'origine polonaise Joseph Rotblat et à Pugwash, le mouvement antinucléaire qu'il préside.

En remettant le prestigieux prix à un homme qu'on considère comme l'un des premiers militants antinucléaires, en cette année qui marque d'ailleurs le 50^e anniversaire de la bombe larguée sur Hiroshima, le Comité Nobel n'a pas caché le message lancé à la France et à la Chine pour qu'elles mettent un terme à leurs campagnes d'essais atomiques.

Et hier, le lauréat n'a pas tardé pour demander au président français Jacques Chirac de «reconsidérer» la question des essais nucléaires. «Les essais nucléaires sont une erreur», a lancé le scientifique sur la BBC, encore «bouleversé» de s'être vu octroyer la prestigieuse récompense soulignant ses «efforts pour éviter les catastrophes nucléaires».

EFFET BOOMERANG

En conférence de presse à Londres, le savant a estimé que la reprise «scandaleuse» des essais par la France avait paradoxalement eu «des effets positifs» pour la cause antinucléaire.

«Les gens ont commencé à en parler. Cela a montré que l'opinion publique en général est hostile aux armes nucléaires et cela a permis une plus grande prise de conscience», a-t-il déclaré. N'empêche que ces essais sont «un scandale», a répété le physicien, qui a réaffirmé son entière opposition à la reprise de ceux-ci, tant par la France que par la Chine.

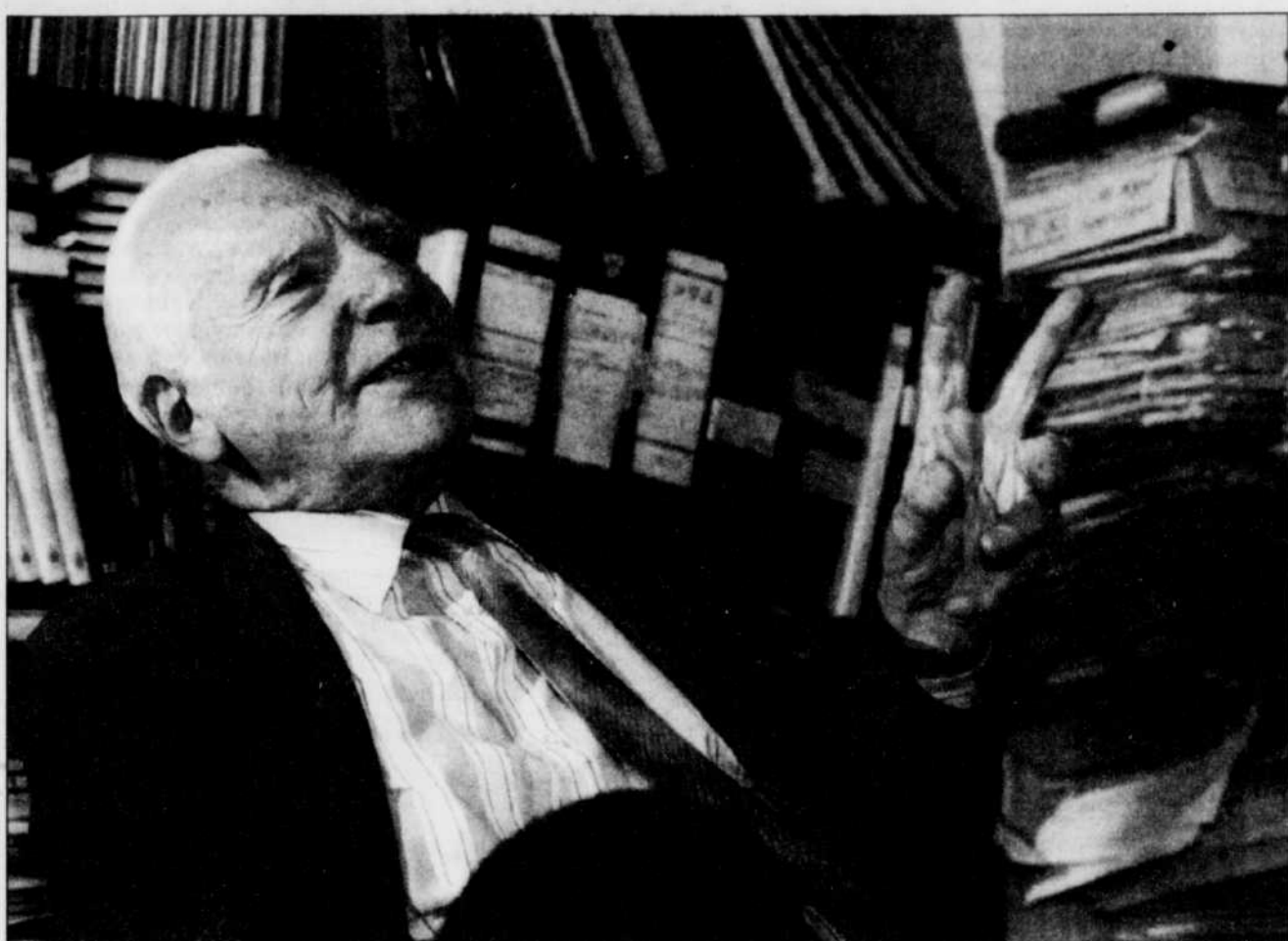
Le président du Comité Nobel, Francis Sejersted, a affirmé que ces essais avaient «joué un rôle dans la décision» du jury, qui a montré une nouvelle fois qu'il «n'a pas peur des décisions pouvant être controversées». Le comité a dit «espérer» que l'attribution du prix «encouragera les dirigeants du monde entier à intensifier leurs efforts pour se débarrasser des armes nucléaires».

Le gouvernement français a réagi en «félicitant les lauréats», mais le premier ministre Alain Juppé a affirmé que l'attribution du prix ne provoquerait néanmoins «pas de révision» de la politique nucléaire française.

Mais un député néogaulliste français, Pierre Lellouche, a accusé le mouvement d'avoir été «manipulé par les Soviétiques» pendant la guerre froide. «Il est de tradition que le comité Nobel suive un peu les modes, a déclaré l'ex-conseiller à la Défense de Jacques Chirac. Cette fois-ci, c'est la mode anti-nucléaire.»

50 ANS DE LUTTE

Né à Varsovie en 1908, Joseph Rotblat fut l'un des premiers scientifiques à prendre conscience du péril nucléaire, entamant avant même l'explosion



Le physicien Joseph Rotblat, 86 ans, fut le seul scientifique à démissionner du projet Manhattan, qui a conduit à la fabrication de la bombe atomique. C'est lorsque celle-ci fut larguée sur Hiroshima en 1945 qu'il a décidé de consacrer sa vie à la lutte aux armes nucléaires.

PRIX NOBEL DE LA PAIX

■ 1995 - Joseph Rotblat et les conférences Pugwash (Angleterre)

Depuis 1985

■ 1994 - Yitzhak Rabin et Shimon Peres (Israël) et Yasser Arafat (Palestine)

■ 1993 - Nelson Mandela et F.W. de Klerk (Afrique du Sud)

■ 1992 - Rigoberta Menchu (Guatemala)

■ 1991 - Aung San Suu Kyi (Birmanie)

■ 1990 - Mikhail Gorbatchev (Union soviétique)

■ 1989 - Dalai Lama (Tibet)

■ 1988 - Casques bleus de l'ONU

■ 1987 - Oscar Arias Sanchez (Costa Rica)

■ 1986 - Elie Wiesel (États-Unis)

■ 1985 - Association internationale de physiciens pour la prévention de la guerre nucléaire



INFOGRAPHIE, AP / LE SOLEIL

soit utilisée. J'avais peur que l'Allemagne s'en serve et gagne la guerre», se rappelait-il récemment.

«Quand j'ai découvert fin 44 que l'Allemagne avait abandonné ses essais souterrains, je n'avais plus de raison de continuer à travailler et j'ai décidé de démissionner», explique-t-il.

BOULEVERSEMENT

En 1945, quand la première bombe détruit Hiroshima, Joseph Rotblat est «effondré». Sa vie sera dès lors centrée sur la lutte contre le nucléaire. En 1955, il est l'un des 11 savants — et le seul encore vivant — à signer le manifeste du philosophe britannique Bertrand Russell et du physicien américain Albert Einstein, qui allait aboutir deux ans plus tard à la création du mouvement antinucléaire Pugwash, corécepteur du Nobel.

De 1950 à sa retraite en 1976, M. Rotblat enseigna la physique à Londres, multipliant les publications et collectionnant les honneurs dont le prix Albert Einstein de la paix en 1992 et l'Ordre du Mérite polonais en 1987.

Encore engagé dans la lutte antinucléaire, M. Rotblat a récemment cosigné une lettre au président Chirac lui demandant de ne pas procéder à la série d'essais limités prévue jusqu'en mai. Deux explosions ont déjà eu lieu.

Joseph Rotblat recevra son prix et la somme de 1,3 million \$ qui l'accompagne, lors d'une cérémonie le 10 décembre à Oslo.

Un village canadien sur la carte du monde

PUGWASH (d'après AFP) — Les quelque 600 habitants du village de Pugwash ont accueilli avec une certaine surprise, hier, l'annonce de l'attribution du Nobel de la paix à Joseph Rotblat et à son organisation, baptisée du nom de ce petit village de Nouvelle-Écosse.

«J'ai reçu des appels du monde entier, a déclaré hier Harold Patterson, le président du comité d'initiatives local. De Norvège, d'Angleterre, des États-Unis...»

Des panneaux placés à l'entrée du village, surnommé la «résidence des intellectuels» par ses habitants, rappellent néanmoins aux automobilistes qu'ils pénètrent dans un lieu à part. «Bienvenue à Pugwash, terre d'accueil des penseurs», proclame ainsi l'un d'entre eux.

La principale activité économique du village de Pugwash est une mine de sel. Selon Patterson, la «célébrité mondiale» de la mine de sel locale vaut bien celle des conférences Pugwash...

Pugwash: d'abord un manifeste cosigné par Einstein

(d'après AFP) — Le mouvement Pugwash est né en 1957, deux ans après la publication du manifeste Russell-Einstein, du nom du philosophe britannique Bertrand Russell et du physicien Albert Einstein, qui avait été signé par dix autres scientifiques... dont Joseph Rotblat.

Le but du manifeste: affirmer la responsabilité entière des chercheurs face à leurs travaux.

Né en pleine guerre froide, l'objectif visé par Pugwash était d'abord, lors

Nées en pleine guerre froide, les conférences réunissaient des savants de l'Est et de l'Ouest

d'échanges réguliers entre savants et universitaires de l'Est comme de l'Ouest, les problèmes engendrés par les progrès réalisés par la science et les dangers que représente pour l'humanité le développement des armes de destruction massive.

La première «conférence Pugwash» a réuni en 1957, quelque 24 savants et intellectuels du monde entier.

À UNE SIGNATURE PRÈS

Pourtant, le mouvement a bien failli ne jamais voir le jour en raison de la mort d'Albert Einstein, se remémorait hier Joseph Rotblat en entrevue.

«Russell avait demandé à Einstein de signer un manifeste appelant à une conférence de scientifiques. Einstein avait immédiatement accepté, mais lui avait demandé de lui envoyer le texte du manifeste.

«Cela s'est passé en avril 1955, Russell voyageait dans un avion de Rome à Paris lorsque le capitaine a annoncé la mort d'Einstein. Il a pensé que, sans Einstein, le projet était désormais condamné.

«Mais à son arrivée, il a reçu une lettre d'Albert Einstein postée depuis Londres, avec sa signature au bas du manifeste. C'est donc l'un des derniers actes de la vie d'Einstein.»

Depuis 1957, le mouvement Pugwash sur la science et les problèmes internationaux (Pugwash Conferences on Science and World Affairs) a tenu plus de 40 conférences.

«Tous les cinq ans, a ajouté M. Rotblat, nous retournons là-bas, au Canada. Nous y serons en 1997», a-t-il lancé hier.

ESPAGNE

Accident minier

LANGREO (AFP) — Quatre mineurs ont été tués et quatre autres blessés hier soir, lors de l'effondrement d'un mur de soutènement dans une mine de charbon, à Langreo dans les Asturies, dans le nord-ouest de l'Espagne.

L'accident s'est produit à 600 mètres de profondeur entre le sixième et le septième étage du puits Candin à l'endroit désigné par les mineurs sous le nom de «la senorita». Une paroi de soutènement en métal a cédé pour des raisons indéterminées sur les mineurs qui effectuaient des travaux de remblai.

Les équipes de secours n'étaient pas encore parvenues à dégager le quatrième corps toujours enseveli sous les décombres. Deux des quatre blessés sont dans un état grave, atteints de diverses fractures et traumatismes, selon un porte-parole de la compagnie.

Depuis le début de l'année, 29 mineurs ont trouvé la mort dans des accidents de mines dans les Asturies, dont 14, victimes d'un coup de grisou, le 31 août, au puits San Nicolas.

Votez pour le président



À quelques heures du référendum qui le proclamera président de l'Irak pour sept ans, Saddam Hussein a eu droit à une manifestation d'appui, hier, dans les rues de Bagdad. Ce scrutin, premier référendum de l'histoire de l'Irak, constitue aussi la première consultation électorale sur la présidence depuis l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein, 58 ans, en juillet 1979. Saddam est cependant le seul candidat en lice...

MEXIQUE

Démission ennuyeuse

■ MEXICO (AFP) — Manuel Camacho Solis, 49 ans, ancien médiateur dans le Chiapas, a ouvert une crise politique majeure au sein du parti officiel en annonçant hier qu'il démissionnait du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir au Mexique depuis 66 ans).

Il s'agit de la plus importante défection au sein du parti officiel depuis le départ en 1987 de MM. Cuauhtémoc Cárdenas et Porfirio Muñoz Ledo, aujourd'hui dirigeants du Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de centre gauche).

M. Camacho, ancien maire de la capitale mexicaine et ancien ministre des Affaires étrangères, qui fut également secrétaire général du PRI, a justifié sa décision en indiquant qu'il n'y a pas de vraie volonté de changer le régime ni de réformer le PRI.

Il s'est cependant abstenu d'indiquer si lui et ses amis rejoindraient le PRD, déclarant seulement: «Nous ne sommes pas pressés, nous avons notre temps et nous allons former une coalition avec d'autres forces d'opposition pour construire un espace pour la démocratie dans ce pays».

Critiquant violemment son ancien parti, qu'il a accusé de «faire des changements de façade pour gagner du temps», il a estimé que «le système actuel bénéficie seulement aux quelque 200 groupes économiques les plus puissants».

Il a par ailleurs proposé de «travailler ensemble pour redonner confiance aux investisseurs et rétablir la stabilité économique et financière du pays».

Une lutte d'influence opposait depuis plusieurs mois M. Camacho et ses amis aux courants conservateurs du PRI ainsi qu'au président mexicain Ernesto Zedillo.

LE MONDE

Sur les pas de Luther King

Un million de Noirs manifesteront à Washington lundi



La Nation de l'Islam, dirigée par le très controversé Louis Farrakhan, a mobilisé ses troupes pour convaincre un million d'hommes noirs, «quelle que soit leur religion», de participer à une «journée d'expiation et de réconciliation», lundi, dans la capitale américaine.

WASHINGTON (AFP) — Au QG de la Nation de l'Islam, dans le ghetto noir de Washington, l'optimisme était de rigueur en cette fin de semaine: «Nous avons probablement sous-estimé la foule qui participera lundi à notre «marche d'un million d'hommes» noirs sur Washington, affirme Abdul Allah Mohammed, l'un de ses responsables.

Sous l'oeil attentif des «gardes du corps» de l'organisation musulmane noire, tous impeccables en costume croisé et noeud papillon, les volontaires s'enrôlent pour aider à l'organisation de la «marche». Si elle atteint son but, ce sera la plus grande manifestation jamais organisée à Washington, 32 ans après celle durant laquelle Martin Luther King avait bouleversé 250 000 manifestants de toutes races.

Depuis des mois, la Nation de l'Islam, dirigée par le très controversé Louis Farrakhan, a mobilisé ses troupes pour convaincre un million d'hommes noirs, «quelle que soit leur religion», de participer à une «journée d'expiation et de réconciliation», où ils se repentiront de leurs péchés et montreront au monde

«une image différente des Noirs» américains: celle d'hommes «disciplinés et responsables», désireux de «réorienter leur vie» et capables de devenir des «chefs de famille responsables».

Les femmes ont été priées de rester à la maison, leur place naturelle selon Farrakhan. Aux hommes qui ne pourraient venir à Washington, «capitale de notre oppression», il a été demandé de ne pas travailler, de ne pas faire de courses, de ne pas envoyer les enfants à l'école.

Dans une Amérique aux tensions raciales toujours vives, où les Noirs se perçoivent comme les principales victimes des coupes budgétaires républicaines, le message a trouvé un réel écho dans la communauté noire, et créé une malaise évidente chez bon nombre de ses leaders, en raison de la personnalité de Farrakhan.

Le «révérend», qui, dans le journal de son organisation «l'Appel final», dénonce «la montée croissante de la haine contre (son) peuple», est célèbre

pour ses diatribes enflammées contre les juifs et les Blancs, ou sa vision du sida — un «complot gouvernemental» — et de la peine de mort — un «outil de génocide» contre la population noire. Il n'apparaît pas à beaucoup comme l'homme de la «réconciliation».

Le maire noir de Washington, Marion Barry, a annoncé qu'il participerait à la «marche», tout comme le leader noir Jesse Jackson.

Le maire — Blanc et juif — de Philadelphie, Edward Rendell, a apporté son soutien, comme le maire de Baltimore, Kurt Schmoke. Le président Bill Clinton en tête, nombreuses ont été les personnalités à adhérer à l'idée. Mais beaucoup, dont le général Colin Powell, ont invoqué des impératifs d'emploi du temps pour ne pas être là lundi.

Deux des plus importantes églises noires ont refusé de participer, la Convention baptiste nationale (huit millions de membres) et la Convention progressive baptiste (deux millions).

Les femmes sont priées de rester à la maison, «leur place naturelle»

LES COULEURS D'AUTOMNE EN CHARLEVOIX

DES FINS DE SEMAINE DE RÊVE !

Programmation du Tortillard jusqu'au 31 octobre 1995

JOURS ET DATES:

dimanche 15 octobre
lundi 16 octobre

samedi 21 octobre
dimanche 22 octobre

samedi 28 octobre
dimanche 29 octobre

mardi 31 octobre: venez célébrer l'Halloween sur le Tortillard !

Réservez dès maintenant et venez finir la saison à bord du Tortillard !

En voiture!



INFORMATION ET RÉSERVATION
Québec (418) 692-3999
de l'extérieur 1 800 563-2008

QUÉBEC-BAIE-SAINT-PAUL ALLER-RETOUR

79\$ Classe confort, petit déjeuner et souper au retour (taxes en sus)

99\$ 1^{re} classe, pré-embarquement, petit déjeuner, au retour, consommation, choix de repas raffiné, vin (taxes en sus)

QUÉBEC-LA MALBAIE-POINTE-AU-PIC ALLER-RETOUR

89\$ Classe confort, petit déjeuner, navettes et souper au retour (taxes en sus)

109\$ 1^{re} classe, pré-embarquement, petit déjeuner, navettes, au retour, consommation, choix de repas raffiné, vin (taxes en sus)



Votre prime Estée Lauder. Seulement chez Eaton.



À l'achat de 21 \$ ou plus* de produits Estée Lauder, vous recevrez, sans autres frais, cette prime 9 pièces:

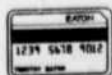
- un échantillon d'eau de parfum «Pleasures» d'Estée Lauder
- 2 rouges à lèvres «All-Day» en format régulier
- un «Complexe Réactivant Triple Action Fruition», 6 mL
- une lotion parfumée pour le corps «White Linen», 30 mL
- un crayon à lèvres
- un fond de teint diffuseur de lumière «Lucidity», 6 mL
- un porte-lèvres à lèvres • un peigne

Une prime par personne
En vigueur jusqu'au 29 octobre 1995.
* avant taxes.

Rayon des produits de beauté, 313.
Place Ste-Foy 650-4311
Galeries de la Capitale 624-7311



De notre collection Estée Lauder:
«Complexe Réactivant Triple Action Fruition», 30 mL. 52 \$
Aussi offert: «Anticernes crème», 15 mL. 21 \$



Eaton. On veut être votre magasin.

[Argent remis si la marchandise ne satisfait pas.]



Centraide
Québec

remercie les entreprises et institutions qui ont généreusement mandaté un(e) de leur employé(e) ou de leur retraité(e) pour oeuvrer comme représentant(e) délégué(e) lors de sa campagne de financement. Cette équipe de travail aura le mandat d'aider les groupes d'employé(e)s qui désirent mettre en place une campagne de sollicitation.

Pour information: (418) 660-2100

REPRÉSENTANT(E)S DÉLÉGUÉ(E)S



Gilles Bégin
RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC



Jean Bélanger
MINISTÈRE DE L'EMPLOI



Rita Bélanger
BANQUE ROYALE



Gabriel Bernard
SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC



Jean-Guy Bernier
SOCIÉTÉ DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION



Louise Boudreau
MINISTÈRE DU REVENU



Céline Carpentier
ASSEMBLÉE NATIONALE



Conrad Cerantola
BELL QUÉBEC



Charlotte DesRosières
RESSOURCES HUMAINES Canada



Victor Dussault
UNIVERSITÉ LAVAL



Yvan Forest
LA CONFÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ET D'ÉCONOMIE DESJARDINS DU QUÉBEC



Jean Galichand
SOCIÉTÉ DE PORTEFEUILLE DU GROUPE DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES



Marcel Gauthier
CENTRE HOSPITALIER ROBERT-GIFFARD



Ruffin Gosselin
MINISTÈRE DES TRANSPORTS



Louise Hamel
HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC



André Hudon
DONOHUE INC.



Marc Huot
SEPAO



Gaby La Richelière
SSO VIE



Dai-Do Le
C.S.S.T.



Gaétan Levasseur
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE



Jean Marcil
BUREAU DU CORONER



Nicole Métivier
LA SOCIÉTÉ DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX



Onil Paquet
LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT AGRICOLE



Laurent Petit
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC



Raynald Picard
XEROX CANADA LTÉE



Line Renaud
L'INDUSTRIELLE-ALLIANCE



Line Richard
BANQUE SCOTIA



André Roth
VILLE DE QUÉBEC



Jules Tremblay
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE



Michel Trudel
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES



Raymond Verret
L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS LAURÉNTIENNE

CENTRAIDE QUÉBEC REMERCIE:
pour leur participation financière au programme des représentant(e)s délégué(e)s.

- La Commission scolaire Les Découvreurs
- MIL DAVIE
- Hydro Québec
- Le ministre de l'Éducation
- Le ministre de la Justice
- Le Fonds de Solidarité des travailleurs et travailleuses du Québec.

Centraide Québec tient à souligner l'appui de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec qui a libéré M. Michel Guimond, qui occupe maintenant le poste de coordonnateur au secteur campagne.



LE SOLEIL

Décolle pas !

Le lancement de la navette spatiale américaine Columbia, prévu ce matin depuis Cap Canaveral, a été reporté pour une cinquième fois, hier. La NASA a précisé que ce nouveau report était dû à la découverte cette semaine d'une fissure dans une des conduites d'un moteur analogue à ceux de la navette, actuellement testé. Columbia devrait prendre l'espace, demain... si tout va bien. (AFP)

Après le mur, le tunnel

Helmut Kohl, le chancelier allemand, a donné hier le coup d'envoi des travaux dans le futur quartier de Berlin où le gouvernement doit s'installer d'ici l'an 2000, avec le premier coup de pioche d'un imposant tunnel au cœur de la capitale. Après plusieurs années de flottement, le tunnel constitue le pre-

mier projet d'envergure de la nouvelle capitale politique, choisie aux dépens de Bonn. Le tunnel va définitivement transformer le centre de la ville en un gigantesque chantier... et en cauchemar pour les automobilistes. Il passera sous le grand parc central du Tiergarten, «poumon vert» de Berlin. La rivière Spree, qui passera à 1,50 mètre au-dessus du tunnel, va devoir être détournée sur tout un tronçon pendant les travaux, ce qui inquiète grandement les mouvements écologistes qui redoutent que le niveau de la nappe phréatique s'effondre. (AFP)

Séjour prolongé dans l'espace

Les trois cosmonautes russes et allemand de la mission Euro-mir devront prolonger de cinq semaines leur séjour dans l'espace à bord de la station russe Mir, la fusée devant amener leurs remplaçants n'étant pas terminée. Arrivés le 5 septembre, les cosmonautes auraient dû

rentrer sur terre le 16 janvier. C'était compter sans la crise financière de l'industrie spatiale russe: le lanceur censé amener les remplaçants est encore en construction, faute d'argent. Une décision ne sera annoncée qu'après la visite à Moscou, la semaine prochaine, d'une mission de l'Agence spatiale européenne. (AFP)

Gingrich s'interroge

Newt Gingrich, président de la Chambre des Représentants, s'interroge sur son éventuelle candidature à l'investiture républicaine dans la perspective de l'élection présidentielle de 1996. Gingrich est inquiet des mauvais sondages concernant Bob Dole, chef de la majorité républicaine du Sénat et principal candidat à l'investiture de son parti et craint que le général Colin Powell n'obtienne dans ce contexte l'investiture républicaine. Les républicains ont déjà dix candidats à l'investiture pour la présidentielle de 1996. Dole, 73 ans, est de très loin le

candidat préféré des électeurs du Grand Old Party (GOP). Mais les derniers sondages ont montré qu'il perdait du terrain contre le président Clinton, contrairement au général Powell. (AFP)

MACÉDOINE Accord signé

Les gouvernements de Macédoine et de Grèce ont signé hier un mémorandum sur la normalisation de leurs relations, suivant un accord intérimaire conclu le 13 septembre à New York. Le document porte sur les conditions techniques de mise en œuvre de cet accord. Sa première application concrète sera la levée, dès demain, de l'embargo économique que la Grèce impose depuis 18 mois à l'une des six républiques de l'ex-Yougoslavie. Les autres chapitres du mémorandum portent sur la libre circulation des biens et personnes et l'ouverture de bureaux de liaison, à Skopje et Athènes. (Reuter)

Nue au «tribunal»



Tracy Hampton, une femme qui avait été écartée du jury Simpson, est de retour dans un tribunal. Ou plutôt dans un studio photo transformé en salle d'audience, dans lequel elle a posé nue pour Playboy. L'hôtesse de l'air de 26 ans avait été écartée du jury Simpson après avoir expliqué au juge qu'elle ne supporterait pas d'être séquestrée pendant la durée du procès. L'histoire ne précise pas combien touchera Mme Hampton. (AP)

ALLEMAGNE Skins condamnés

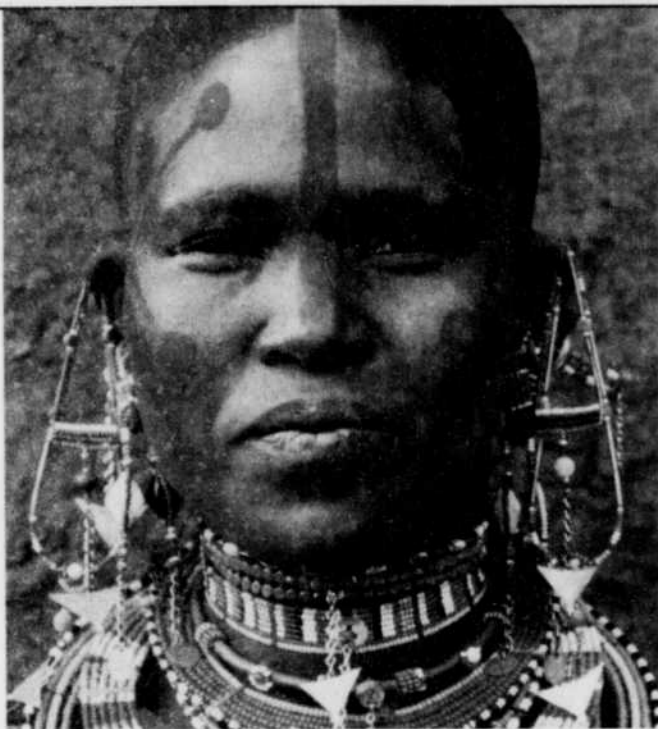
Le tribunal de Dusseldorf a condamné hier à des peines de 10 à 15 ans de prison les quatre jeunes skinheads accusés de l'incendie criminel de la maison d'une famille turque à Solingen en mai 1993, dans lequel trois fillettes et deux jeunes filles avaient péri. Le drame, qui avait constitué l'apogée d'une vague de violence xénophobe en Allemagne, avait provoqué des émeutes de jeunes Turcs. «Bande de porcs, je suis innocent», a vociféré un des condamnés, hier, à l'adresse des cinq magistrats, avant de menacer de se donner la mort. Quelque 200 manifestants turcs qui s'étaient massés devant le palais de justice ont toutefois trouvé les peines bien légères. (AP et AFP)

Pour le maintien des troupes en Haïti

Bill Clinton estime que les forces des Nations unies présentes en Haïti devraient y rester jusqu'à ce que la communauté internationale soit certaine que «la démocratie triomphe». «Nous devons rester jusqu'à ce que le travail soit fait», a déclaré le président américain dans un discours prononcé jeudi devant l'Organisation des États américains (OEA) à l'occasion du 1er anniversaire du retour au pouvoir du président Aristide. (AFP)

Vasectomie de kangourous

Pour endiguer l'explosion démographique des kangourous dans la banlieue de Canberra, la population mâle pourrait être soumise à une campagne de vasectomie. Les autorités notent que les kangourous s'aventurent de plus en plus dans les rues et deviennent un danger pour la circulation. De plus, ils vont festoyer dans les jardins. (AP)



Dire qu'il y a des gens qui n'ont jamais vu de neige



Et que certains n'en ont

jamais assez !

66% plus de neige au Mont-Sainte-Anne cette année!

- De la neige en quantité industrielle grâce à l'augmentation de 66% de notre capacité d'enneigement artificiel.
- Un «Snow Park» qui double sa superficie.
- Des formules d'abonnement très souples: individuel, en couple ou en famille; abonnements transférables de 20, 30, 35, 55, 65 ou 85 visites; abonnements de semaine ou de soir.
- Du ski gratuit à Stowe (Vermont), au Mt. Bachelor (Oregon) et à la station Les Menuires (France) pour les abonnements illimités.

Voici autant de raisons de vous abonner vous et votre famille au Mont-Sainte-Anne!

Faites-le avant le 5 novembre, et profitez de nos meilleurs prix.

Abonnement à partir de 210 \$* (taxes en sus).

Pour plus de renseignements, appelez-nous au

(418) 827-SKIS (poste 325) ou au 1 800 261-SKIS (poste 325)

*Adulte, ski de soirée.



Mont-Sainte-Anne
Chacun y trouve son sommet

LA BOUSSOLE

Conférence du Dr Brian Bexton
Dans le cadre de la Campagne de sensibilisation aux
maladies mentales du 14 au 21 octobre 1995

Conférencier: Dr Brian Bexton, psychiatre
Titre: "La maladie affective bipolaire
(maniaco-dépression)"

Thèmes:
- L'évaluation
- Les symptômes
- Les causes
- Les traitements

La maladie affective bipolaire touche 1,5% de la population ou environ 100 000 personnes au Québec. Cette maladie qui peut commencer dès l'adolescence provoque des variations de l'humeur entre des périodes d'hyperactivité ou exaltation (des "hauts") et des périodes de dépression majeure (des "bas"). Actuellement la majorité des personnes qui en souffrent n'ont pas été évaluées et ne reçoivent pas de traitement approprié. La reconnaissance et traitement plus rapide de cette maladie aideront à diminuer la détresse personnelle et le coût social.

Endroit: Auditorium du Centre François-Charon
525, boulevard Wilfrid-Hamel Est -
Québec

Date: Le mercredi 18 octobre 1995

Heure: 19 h 30 à 21 h 30

Coût: Contribution volontaire

La Boussole
Regroupement des parents et amis
de la personne atteinte de maladie mentale
Pavillon Landry-Poulin, 2525, de la Canardière - 4e étage
Beauport (Québec) G1J 2J2. Tél.: 663-5860
Commanditaires: Jeune Barreau de Québec, Fondation Robert-
Giffard, Jansen, Pilon, Novapharm.

T'aimes RIRE
T'aimes la musique.



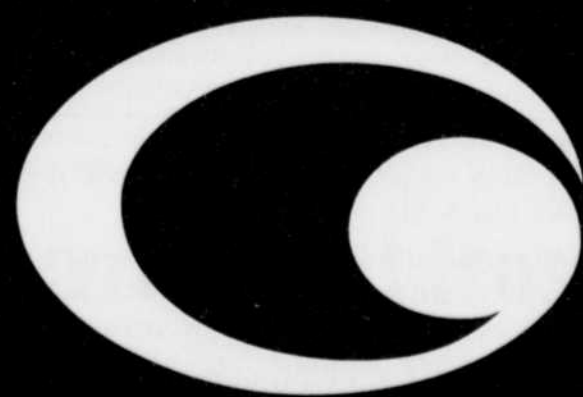
Gilles Parent

Michel Morin

Pierre-Albert Tremblay

Écoute.

La **Jungle**
de 6 h à 9 h



chik
98.9
énergie

Tous les succès dans une seule radio.

RÉFÉRENDUM

DU 9 AU 17 OCTOBRE 1995, C'EST LA RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE

Qui que vous soyez, vous comptez



Vous avez reçu la liste électorale de votre section de vote? Vérifiez si votre nom y est inscrit et bien inscrit. C'est votre nom de famille à la naissance qui doit y être inscrit. Vous constatez que vous n'êtes pas inscrit? Vous constatez une erreur? Vous constatez qu'une personne y est inscrite sans y avoir droit? Vous aurez 18 ans au plus tard le 30 octobre 1995? Profitez de cette période pour faire, selon le cas, auprès de votre commission de révision une demande d'inscription, de correction ou de radiation de votre nom ou de celui de la personne qui n'a pas le droit d'y être inscrite.

COMMENT?

Rien de plus simple, vous n'avez qu'à vous présenter devant la commission de révision à laquelle est rattachée votre section de vote entre le 9 et le 17 octobre 1995. Cette rencontre se déroulera entre les réviseurs et vous-même. Un parent, un conjoint ou une personne qui cohabite avec vous peut également effectuer une demande qui vous concerne auprès de cette commission.

L'adresse et les heures d'ouverture de votre commission de révision sont publiées dans les journaux et apparaissent également sur la liste électorale que vous recevrez.

Toute demande, quelle qu'elle soit, présentée devant la commission de révision, doit être faite sous serment. La commission pourra exiger une preuve nécessaire à la prise de décision.

Les demandes d'inscription doivent être accompagnées de deux pièces d'identité, sinon elles seront refusées. Ces pièces doivent mentionner au moins pour l'une, le nom et la date de naissance (exemples: certificat de naissance, passeport, certificat de citoyenneté, etc.) et pour l'autre, le nom et l'adresse (exemples: permis de conduire, compte d'électricité, bail, compte de téléphone, etc.).

ÉTUDIANTS, TRAVAILLEURS, PERSONNES HOSPITALISÉES

Vous avez quitté temporairement votre domicile pour étudier ou travailler? Vous séjournez dans un centre hospitalier ou un centre

d'accueil? Vous pouvez choisir de voter à l'endroit où vous résidez ou séjournez temporairement. Ce choix doit se faire au moment de la révision de la liste électorale. Pour ce faire, rendez-vous à votre commission de révision.

VOUS AVEZ DÉMÉNAGÉ?

Vous avez déménagé depuis que le recensement a eu lieu. Vous devez faire une demande d'inscription à la commission de révision à laquelle est rattaché votre nouveau domicile.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec le personnel du Directeur général des élections du Québec entre 9 h et 22 h, sept jours par semaine, en composant:

1 800 461-0422 (de l'extérieur de la région de Québec, sans frais)
(418) 528-0422 (de la région de Québec)

ATS Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais: 1 800 537-0644

À noter que les locaux où siègent les commissions de révision sont accessibles aux personnes handicapées.

Les commissions de révision siègent du 9 au 17 octobre 1995, de 10 heures à 21 heures.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Pierre-F. Côté, C.R.

Parce qu'un vote, ça compte

DOSSIERS

Roland LaBissonnière se souvient du 15 octobre 1970

Sa mission: appliquer la Loi des mesures de guerre dans l'Est de la province

■ QUÉBEC — Le 15 octobre 1970, un officier basé à Québec, est convoqué d'urgence au quartier général de la SQ, à Montréal. Il en repartira investi d'une mission très controversée: celle d'appliquer la Loi des mesures de guerre dans l'Est de la province.



Jean-Marc Salvé

Le caporal Roland LaBissonnière avait alors 31 ans, à peine cinq ou six de plus que les felquistes qui retenaient en otage le diplomate britannique James Richard Cross et le ministre du Travail, Pierre Laporte.

Malgré son jeune âge, c'est à lui qu'est revenue la responsabilité de dresser la liste des personnes à arrêter et des locaux à perquisitionner pour la moitié du Québec.

En tout, 94 personnes seront détenues sans mandat dans les régions de Québec, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord. Quarante-vingt-quatre, soit un cinquième de toutes les personnes

qui seront interpellées à travers le Québec.

Vingt-cinq ans plus tard, l'ex-agent des renseignements de la SQ conserve toujours cette liste rédigée de sa propre main. Elle est soigneusement rangée dans une chemise de travail qui porte le titre «Loi des mesures de guerre», serrée à côté de dizaines d'autres dossiers accumulés au cours de sa carrière.

Cette liste, il en revendique la paternité jusqu'au nom le plus obscur qu'elle contient. Personne n'a été arrêté dans la moitié Est de la province sans que lui-même ne l'y inscrive ou sans qu'il donne son accord à une suggestion faite par l'un de ses collaborateurs.

En sa qualité de responsable de l'application de la loi des mesures de guerre dans l'Est, le caporal LaBissonnière était le

seul à pouvoir signer le formulaire d'arrestation et de perquisition qui lui avait été fourni à Montréal, une tâche qui revient normalement à un juge. Encore aujourd'hui, il prend tout sur ses épaules. «Il n'y a eu aucune pression directe ni indirecte d'aucun membre du gouvernement, que ce soit celui de Québec ou d'Ottawa», a-t-il affirmé la semaine dernière lors d'une entrevue réalisée à Saint-Tite, au nord de Trois-Rivières, où il vit maintenant.

À la demande du SOLEIL, il a accepté de se remémorer les heures qui ont précédé et celles qui ont suivi la proclamation de la loi d'exception.

C'est à lui qu'est revenue la responsabilité de dresser la liste des personnes à arrêter et des perquisitions à effectuer

SEUL JUGE

«J'ai été convoqué dans la soirée du 15 octobre 70 par le directeur général de la Sûreté du Québec, Maurice Saint-Pierre. Il m'apprend que des mesures de guerre seront votées dans les

heures suivantes et que j'en serai le représentant officiel dans l'Est.» Le jeune caporal, qui était responsable du service de sécurité et de renseignement au district de Québec, n'en croit pas ses oreilles. «On m'a remis une copie d'un texte qui devait ressembler à la loi en me disant qu'un certain nombre d'arrestations allaient devoir être effectuées pour couper le FLQ de sa logistique, de ses supports et de ses contacts.» Le responsable des services de renseignement de l'époque, l'inspecteur Gendron, lui remet également une courte liste préliminaire. Elle contenait une trentaine de noms et avait été constituée à partir des copies des dossiers que le district de Québec avait envoyés au QG à Montréal depuis 1964, explique Roland LaBissonnière. Les noms qui y figuraient avaient été suggérés par la SQ, la GRC et la police de Montréal.

«Cette liste n'était pour moi qu'une suggestion. Le directeur Saint-Pierre m'avait d'ailleurs répété que j'étais le seul à juger qui devait être arrêté puisque j'étais le seul détenteur des dossiers régionaux.» En bout de ligne, la majorité des suggestions seront conservées.

LA LISTE DE L'EST

Après cette soirée au QG de la rue Parthenais, le caporal LaBissonnière reprend la route vers Québec. Il arrivera peu avant minuit. À Montréal et ailleurs au Québec, la liste avait été préparée au moins deux jours avant l'instauration de la loi d'exception et c'est là la GRC qui avait soufflé le nom des suspects.

La «liste de l'Est» a été dressée en toute hâte puisque l'opération devait commencer à 4 h du matin. Ses collaborateurs et lui ont épluché pas moins de 4000 dossiers. «Il a fallu que je mette sur pied une machine pour analyser des tonnes de dossiers rapidement. On a ramené ça à 150 et je me suis assis seul, me demandant pour chacun si le préjudice ne serait pas plus grand que ce que l'arrestation allait pouvoir permettre.»

Plusieurs suspects ont alors quitté la liste, dont des personnalités politiques provinciales que l'officier refuse catégoriquement d'identifier. Mais il confirme les rumeurs voulant que certaines aient été fichées.

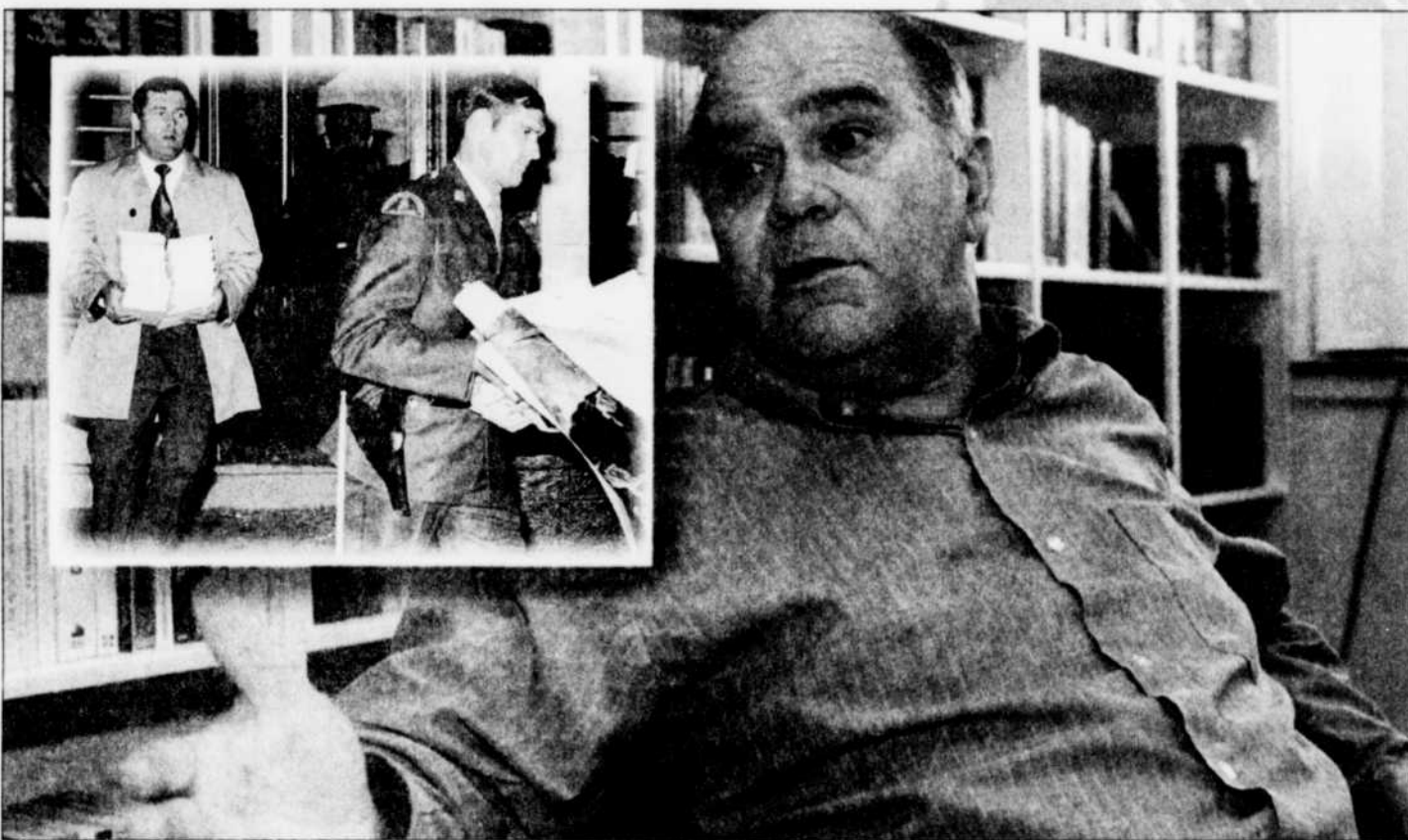
Aux petites heures du matin, la fameuse liste contenait le nom de 98 personnes à arrêter ou d'endroits à perquisitionner dans les régions de Québec, Chicoutimi et la Côte-Nord.

Pour des raisons d'organisation, il avait été décidé en pleine

nuît que les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie seraient «autonomes» et se rapporteraient directement au QG de Montréal. Roland LaBissonnière ignore donc ce qui s'y est passé. Mais selon la Fondation Octobre 70, 60 personnes ont été appréhendées à Rimouski seulement.

Dans les régions sous son «contrôle», quelques arrestations auront lieu à partir de 4 h. Mais la majorité auront lieu en matinée. Quarante-vingt-quatre personnes seront finalement appréhendées. Soixante-dix-huit dans la région de Québec, 14 à Chicoutimi, une sur la Côte-Nord et une à l'Islet.

Deux personnes qui figuraient sur la liste n'ont jamais été inquiétées parce qu'elles se trouvaient en Europe. En revanche, deux autres le seront parce qu'elles ont eu le malheur de se trouver à la librairie Livres et périodiques progressistes, rue du Pont à Québec, un des deux locaux que les policiers ont ra-



Vingt-cinq ans plus tard, Roland LaBissonnière conserve toujours la liste, rédigée de sa propre main, des gens à arrêter. Elle est soigneusement rangée dans une chemise de travail serrée à côté de dizaines d'autres dossiers accumulés au cours de sa carrière.



pidement perquisitionnés, l'autre étant le cégep de Limoilou.

Une poignée seulement des personnes interpellées seront accusées au terme de leur séjour derrière les barreaux. Roland LaBissonnière explique cet écart par le fait que la «Loi des mesures de guerre» n'avait pas pour but de construire une preuve et une mise en accusation contre quelqu'un, mais de couper les contacts avec les membres du FLQ pour les forcer à se découvrir.

Les arrestations ont été effectuées par des équipes commandées par un membre de la SQ, assisté d'un membre de la GRC ou d'un service de police municipale. M. LaBissonnière regrette que certains policiers n'aient pas toujours «enfilé leurs gants blancs ni fait preuve d'intelligence. Ils n'avaient pas tous le sang-froid pour résister aux insultes, dit-il. Ils répliquaient.»

Il affirme tout ignorer des faux pelotons d'exécution dont des suspects ont dit avoir été victimes lors de leur passage à Orsainville. Les simulacres d'exécution auraient été organisés par quelques gardiens après la découverte du corps du ministre Laporte.

Le ministre de la Justice, Jérôme Choquette, avait ordonné une enquête pour faire la lumière sur ces accusations, mais ses conclusions n'ont jamais été rendues publiques. «C'est justement pour éviter des bavures qu'on a choisi Orsainville plutôt que le quartier général du district de Québec, s'étonne l'ex-officier. On pensait ainsi empêcher des petites vengeances que des policiers auraient pu vouloir commettre dans l'euphorie du moment.»

Retraité depuis 1988, Roland LaBissonnière a terminé sa carrière dans le district de la Maurice avec le grade de commandant. Il possède aujourd'hui un bureau de consultant en muséologie et en mesures d'urgence et de sécurité.

Passionné d'histoire et particulièrement d'histoire militaire, il songe écrire un livre sur ses années au service de sécurité et de renseignement et sur la crise d'octobre.

L'épisode nébuleux de la filature ratée de Paul Rose

■ QUÉBEC — Les policiers ont-ils oui ou non laissé volontairement filer des felquistes dans le but de les pousser dans leurs derniers retranchements? Auraient-ils pu, s'ils l'avaient voulu, mettre un terme à la spirale infernale avant le meurtre de Pierre Laporte et la proclamation de la Loi des mesures de guerre, et ainsi éviter le déclenchement d'une véritable crise?

Ces deux questions, jamais posées directement, parsèment la littérature sur la crise d'octobre, des rapports officiels jusqu'aux ouvrages témoignages en

passant par les milliers d'articles de journaux écrits sur ces événements.

Parmi les épisodes qui ont suscité bien des interrogations, un continue d'alimenter les soupçons: celui de la filature ratée de Paul Rose.

Le 13 octobre 1970, le ministre Laporte est toujours séquestré au 5630, rue Armstrong, à Saint-Hubert, et la Loi des mesures de guerre n'a pas encore été décrétée. Ce qui a permis au procureur Jean-François Duchaine, mandaté par le gouvernement québécois pour faire la lumière sur la crise d'octobre, d'écrire que si cette erreur n'avait pas été commise, «on aurait sans doute évité des centaines d'arres-



Paul Rose

tations inutiles et peut-être sauvé la vie de Pierre Laporte.» Ce jour-là, Paul Rose, qui sera condamné pour le meurtre du ministre, quitte le repaire de la rue Armstrong pour aller déposer un communiqué, laissant les au-

tres membres de la cellule Chénier, son frère Jacques, Francis Simard et Bernard Lortie, avec leur prisonnier. Il n'y remettra plus les pieds.

À la station de métro Longueuil, il s'aperçoit qu'il est suivi. Le ravisseur décide alors de se réfugier chez des connaissances, rue Saint-Alexandre,



Pierre Laporte

quitter la maison de la rue Saint-Alexandre en voiture avec ses hôtes. Ils ne l'ont pas reconnu. Ils ont cru qu'il était toujours à l'intérieur», raconte Jean-François Duchaine.

«Mais pourquoi ne pas l'avoir arrêté plus tôt dans la journée, alors qu'ils le suivaient et qu'ils savaient qu'il trem-

pait dans l'affaire?», demandent les sceptiques. «Parce qu'ils espéraient qu'il les mènerait au lieu de séquestration du ministre», répond M. Duchaine.

UNE «CHANCE»

Pour l'ex-felquiste Robert Comeau, qui enseigne maintenant l'histoire à l'UQAM, cet épisode témoigne moins d'un soi-disant complot politico-policiers et de la «chance» des felquistes.

Il rappelle que Francis Simard lui a raconté qu'après l'enlèvement de Pierre Laporte, les policiers ont établi un barrage auquel ils n'ont échappé que de justesse. Les ravisseurs venaient tout juste de passer lorsqu'il a été dressé... J.-M. S.

DOSSIERS

RÉFÉRENDUM 95

Un NON peut avoir divers sens

Les stratégies fédérales ouvrent leur jeu mais il demeure difficile de prédire à quoi ressemblera le Nouveau Canada



Pour le ministre fédéral des Finances Paul Martin, le NON n'est plus le rejet pur et simple de la séparation.

■ MONTRÉAL — Le camp du NON a enfin obligé les stratégies fédérales à ouvrir leur jeu et à donner un contenu au «NON à la séparation». Mais entre le plan Martin-Axworthy, les positions de principe de plusieurs premiers ministres et l'héritage de Pierre Trudeau, il est bien difficile de prédire à quoi ressemblera le Nouveau Canada.

À deux semaines du référendum, le ministre fédéral des Finances enverra mardi un signal positif aux Québécois: le NON n'est plus le rejet pur et simple de la séparation; il n'est même plus seulement un vote favorable au «meilleur pays au monde». Paul Martin promet «l'évolution».

Le fédéralisme canadien a constamment évolué depuis 1867. Récemment, la décentralisation s'est accélérée au point où, depuis le début des années 80, les recettes autonomes des provinces dépassent celles du gouvernement central. Après transferts, les gouvernements provinciaux contrôlent même 70 % de tous les revenus. Et on prétend que la crise financière qui frappe le Trésor fédéral va accentuer cette tendance.

Mais l'équilibre entre Ottawa et les provinces n'est pas seulement une question d'argent. Certains, comme le sénateur Arthur Tremblay, pensent qu'au niveau du partage des compétences, la fédération canadienne a évolué dans le mauvais sens. D'autres, comme tous les libéraux depuis Claude Ryan, en passant par Robert Bourassa et Daniel Johnson, jugent que la fédération a pris un virage «aberrant» avec le rapatriement de 1982.

On peut regrouper les changements que souhaitent les fédéralistes québécois sous deux catégories:

— un nouveau partage des compétences qui, prétendent Ottawa et plusieurs premiers ministres provinciaux, sera provoqué par la crise financière des finances publiques; Ottawa et plusieurs provinces promettent par ailleurs de continuer à conclure, à la pièce, des ententes administratives;

— et d'ici 1997, le dossier constitutionnel sera ouvert avec le réexamen de la formule d'amendement. Au minimum, les fédéralistes québécois réclament un rétablissement du droit de veto du Québec sur tout changement aux institutions politiques, et une reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise.

LE POUVOIR DE DÉPENSER

La crise financière du gouvernement fédéral — une dette équivalant à 73 % du PNB, la plus élevée du Groupe des Sept — l'oblige à réduire sa participation aux programmes à frais partagés sur l'éducation et la santé, au régime d'assistance publique, aux ententes de développement régional, au soutien

aux infrastructures de transport. On assiste en fait à une véritable remise en cause du fédéralisme d'après-guerre.

Les fédéralistes québécois considèrent depuis la fin des années 50 — et les batailles de Maurice Duplessis sur le financement des universités — que le pouvoir de dépenser d'Ottawa est un véritable cheval de Troie qui permet à la bureaucratie fédérale de dicter ses priorités aux provinces. C'est un instrument de centralisation.

À Charlottetown, malgré la pression d'une majorité de provinces, le plus loin qu'on ait été fut d'encadrer ce pouvoir de dépenser. La bureaucratie fédérale ne veut pas l'abandonner au cas où, dans un quart de siècle, une fois sa situation financière rétablie, Ottawa veuille à nouveau s'en servir.

Du côté du Parti réformiste et d'une majorité de provinces de l'Ouest, on souhaite qu'Ottawa y renonce unilatéralement. Par contre, certaines petites provinces de l'Est et les sociaux démocrates considèrent que le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral est une police d'assurance contre la poussée néo-conservatrice qui sévit un peu partout dans les provinces.

Quand bien même on accepterait la thèse que le gouvernement fédéral n'a plus les moyens financiers de ses ambitions centralisatrices, il conserve son pouvoir de réglementation, tout aussi important. Par exemple, Ottawa ne subventionne plus les transports, privatise lignes aériennes et aéroports, et réduit ses contributions aux arts ou à la radiodiffusion de Radio-Canada. Mais on ne parle pas d'abolir la Commission des transports ou le CRTC. Les membres de ces organismes de réglementation étant nommés par le cabinet fédéral — et non par les provinces, comme le souhaitent les gouvernements de l'Ouest et du Québec, de même que le Parti réformiste — les mandarins fédéraux continuent de contrôler des secteurs importants de l'union économique canadienne.

Enfin, le troisième instrument de centralisation est la législation fédérale adoptée au nom de l'intérêt général, comme les législations sur la Santé, sur le régime d'assistance publique du Canada, sur les arrangements fiscaux. Elles permettent au gouvernement de modifier unilatéralement sa contribution financière tout en continuant d'imposer des normes nationales aux provinces.

Un bel exemple est la loi C-96 actuellement défendue par Lloyd Axworthy aux Communes: dans le domaine de la formation de la main-d'œuvre et de l'éducation, elle n'impose à Ottawa aucune obligation de respecter les compétences des provinces. Pire encore, elle ouvre la porte à la privatisation et à la sous-traitance en faveur du secteur privé, aux dépens des provinces.

Dans ce domaine, le Québec n'est pas seul: la résistance aux ministres



fédéraux de la Santé et du Développement des ressources humaines vient aussi de l'Ontario et de l'Alberta. «Je pense qu'on ferait un bon bout de chemin, déclarait Mike Harris à l'approche du référendum, si on pouvait dire aux Québécois: "Hey! Nous pouvons nous entendre entre nous et nous n'avons pas besoin de Big Brother à Ottawa pour nous dire quoi faire"»

ET LA CONSTITUTION?

La direction actuelle du Parti libéral, et sans doute une majorité de Québécois, serait bien prête à s'accommoder d'ententes administratives plutôt que d'amendements constitutionnels pour modifier l'équilibre des pouvoirs. Mais de tels arrangements bilatéraux, du genre de celui qui a été conclu en matière d'immigration, sont devenus virtuellement tabous au Canada anglais. En fait, l'entente sur l'immigration crée une telle injustice aux dépens de l'Ontario qu'elle a rendu cette

province soupçonneuse: c'est Bob Rae qui s'est opposé à la concrétisation de l'entente de principe sur la formation de la main-d'œuvre conclue entre Kim Campbell et Robert Bourassa.

Par ailleurs, tout amendement constitutionnel requérant l'unanimité des provinces est virtuellement impossible depuis que les gouvernements de l'Ouest ont érigé le principe de l'égalité de provinces au rang de symbole. C'est en particulier le cas pour le droit de veto que Daniel Johnson a promis de réclamer après un NON au référendum.

Cependant, le Parti réformiste a fait preuve d'une ouverture surprenante dans sa lettre ouverte aux Québécois. Preston Manning dit en effet qu'une «vision réaliste du fédéralisme émergera, en opposition au statu quo, quelque part entre "un Québec égal à l'Île-du-Prince-Édouard" et "un Québec égal à toutes les provinces réunies"». On peut voir là un accord de principe à une formule de veto régional, tel que Pierre Trudeau l'avait proposé à Victoria et que Jean Chrétien l'a promis pendant sa campagne à la direction du Parti libéral.

Quant à la reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise, on a noté récemment des ouvertures de la part de Frank McKenna et de Mike Harris, les deux premiers ministres les plus concernés puisque leurs provinces ont des minorités françaises importantes. Comme il suffirait de l'appui de six provinces pour adopter cette clause constitutionnelle consacrant certains pouvoirs reliés au caractère distinct du Québec, et que tous les chefs de par-

tis fédéraux y sont favorables, c'est peut-être un résultat, quoique symbolique, que les fédéralistes québécois pourront enregistrer après un NON au référendum.

Mais il ne faut pas oublier que toute réouverture du dossier constitutionnel ramènera à la table les peuples autochtones qui, eux, sont les plus farouches adversaires de la spécificité du Québec...

Du côté du Parti réformiste (mené par Preston Manning, ci-dessus) et d'une majorité des provinces de l'Ouest, on souhaite qu'Ottawa renonce à son pouvoir de dépenser.

ENTREVUE EXCLUSIVE

«Il faut limiter les pouvoirs d'Ottawa»

—McKenna

Au cours d'un entretien exclusif, hier à Montréal, le premier ministre du Nouveau-Brunswick a accepté de faire le tour des grandes questions qui devront être discutées après une victoire du NON au référendum du 30 octobre.

■ Sur l'évolution du fédéralisme:

«Le gouvernement fédéral n'a plus les moyens d'exercer l'énorme domination à laquelle il s'était habitué dans certains secteurs. Déjà, il évacue lentement tout le domaine de la politique sociale. Il transfère aux provinces, ou à des groupes privés, son autorité sur les ports et les aéroports.»

■ Sur les normes nationales:

«Il n'y aura plus de normes dans le domaine du bien-être social, le projet de Transfert social canadien libère les provinces de toute obligation et c'est majeur. Dans le domaine de la santé, Ottawa devra s'asseoir avec nous et négocier. Il faut en particulier redéfinir ce que sont les services médicaux nécessaires.»

■ Sur le libre-échange entre les provinces:

«Le rôle du gouvernement fédéral est d'assurer le bon fonctionnement de l'union économique. Il doit avoir un bâton (stick) pour discipliner les provinces parce que le Canada n'est pas une association d'États souverains.»

■ Sur le pouvoir de dépenser:

«Ce pouvoir fédéral est responsable de l'envahissement du gouvernement du Canada dans beaucoup de champs de compétence provinciaux. Je crois qu'il devrait être limité mais il n'est pas nécessaire d'en faire un amendement constitutionnel.»

■ Sur le droit de veto du Québec:

«Je refuse de négocier à l'avance ce qui se passera en 1997. Toute proposition du Québec sera bienvenue. On en a déjà appuyé et le Nouveau-Brunswick restera un allié du Québec.»

■ Sur la reconnaissance du caractère distinct du Québec:

«J'appuie ce principe. Mais ce n'est pas le temps d'en parler.» M.V.



Frank McKenna



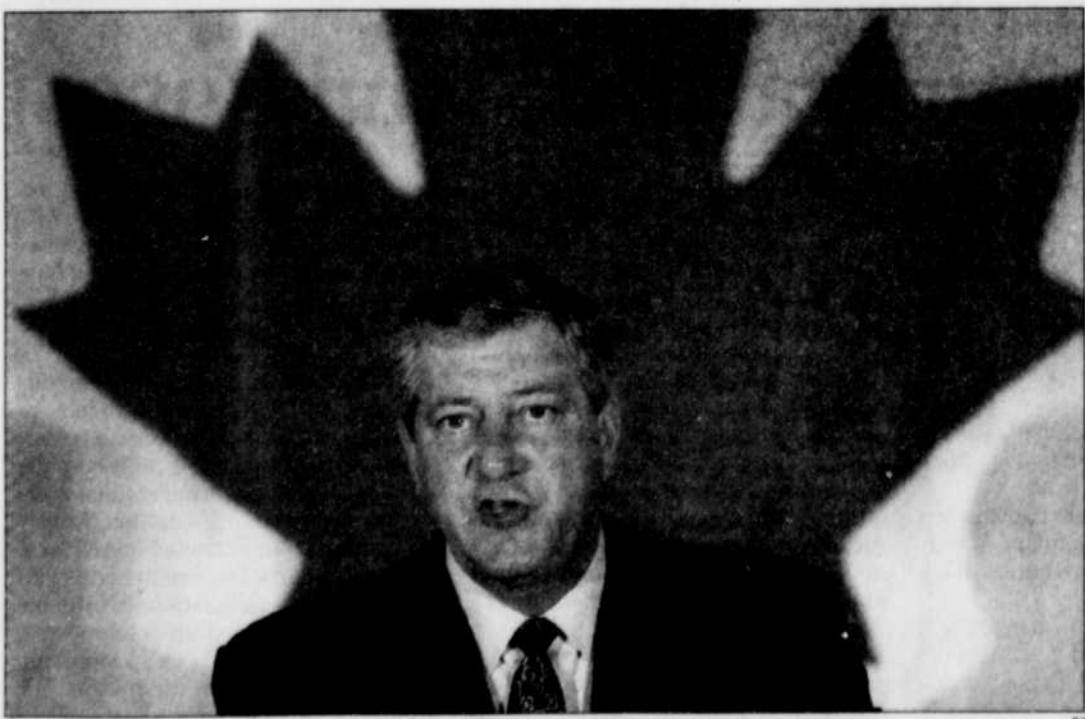
Michel Vastel

RÉFÉRENDUM



Le fédéralisme canadien a constamment évolué depuis 1867

«Je pense qu'on ferait un bon bout de chemin, déclarait Mike Harris (ci-dessus) à l'approche du référendum, si on pouvait dire aux Québécois: "Hey! Nous pouvons nous entendre entre nous et nous n'avons pas besoin de Big Brother à Ottawa pour nous dire quoi faire".»



OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II

Président et Éditeur GILBERT LACASSE

Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE

Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON

Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

EDITORIAL

Ottawa doit bouger

Le OUI avait besoin d'un coup d'éclat pour espérer renverser la vapeur ou tout au moins limiter les dégâts en vue du référendum du 30 octobre. L'entrée en scène de Lucien Bouchard, il y a une semaine, a fouetté les militants souverainistes et, de toute évidence, a modifié la dynamique de la campagne. Le OUI a sans contredit remporté la seconde semaine de campagne et un resserrement dans les intentions de vote est déjà prévisible. Un OUI majoritaire chez les francophones n'est plus exclu, ce qui servirait de tremplin aux souverainistes.



J.-Jacques Samson

M. Bouchard est un excellent tribun, passionné; c'est aussi un leader charismatique, vers qui les gens vont spontanément et en qui ils aiment s'identifier. Comme c'était le cas pour René Lévesque. En plus, sa victoire sur une maladie qui aurait facilement pu l'emporter, le courage et la dignité qu'il a démontrés au cours de sa réadaptation, en ont fait pour plusieurs Québécois un personnage mythique, le demi-dieu d'un grand nombre des « citoyens ordinaires » qui, dans notre histoire, ont idolâtré aussi bien Maurice Richard, Jean Béliveau, ou... René Lévesque. Nous avons le culte des héros très facile, à plus forte raison lorsqu'ils sont francophones, régionalistes et physiquement inépuisables. La littérature du terroir est riche de ces géants qui rivalisent enfin leur clou aux Anglais! Bouchard est de cette catégorie.

M. Bouchard a pris ses distances sur plusieurs points par rapport au discours et à la stratégie du premier ministre Jacques Parizeau. Il cherche moins à leurrer les Québécois sur les finances publiques d'un Québec souverain — par exemple sur le niveau du déficit — et il les convie même à certains sacrifices collectifs en échange du pays qu'ils pourrissent façonner selon leur propre modèle. C'est plus honnête et plus crédible. Incontestablement, il marque des points.

Le chef du Bloc mène par ailleurs sa campagne sur le thème du partenariat mais il ne peut offrir d'autres garanties à cet égard que son poids politique personnel, qu'il n'hésitera pas à utiliser, promet-il, et la vigilance des membres du comité de surveillance, pour rassurer quant au bon fonctionnement des négociations dans le cas d'un OUI, le 30 octobre.

Dans les faits, le gouvernement du Parti québécois conserve toutefois son pouvoir de proclamer la souveraineté sur la seule base de la majorité des sièges qu'il détient à l'Assemblée nationale. Les Québécois, qui souhaitent en large majorité des changements en profondeur dans le partage des pouvoirs entre Ottawa et les provinces, ne peuvent voter OUI le 30 octobre sans du même coup donner au Parti québécois le mandat de faire la souveraineté. L'entente entre les leaders du camp du OUI et le projet de loi sur la table sont les mêmes. Rien n'est changé. Pas une virgule. Il ne faut jamais oublier cela, en écoutant les discours lénifiants de M. Bouchard.

Sa présence à l'avant-scène force cependant la main au camp fédéraliste pour qu'il explicite l'évolution du fédéralisme évoquée jour après jour dans les discours de ses ténors. Les Québécois sont attachés au Canada; ils apprécient aussi la protection fournie par la présence de deux niveaux de gouvernement qui se font contrepoids. Des dizaines de milliers d'entre eux, sur le point de voter OUI en désespoir de cause après les échecs de Meech et Charlottetown et l'impassibilité actuelle des fédéralistes, n'attendent que des signaux sérieux d'Ottawa. M. Bouchard, en négociateur expérimenté, mais surtout pour préserver sa crédibilité, ne pourra les envoyer paître, à la manière d'un Jacques Parizeau. Il devra témoigner de son ouverture, n'en déplaise aux souverainistes purs du Parti québécois, même si ces propositions ne rejoignent pas les attentes élevées exposées dans le projet de loi Parizeau sur l'avenir du Québec.

EST-CE QU'IL Y AURA UN DÉBAT TÉLÉVISÉ ?



CHRONIQUE POLITIQUE

Bouchard, en blanc et en noir

NDLR: Nous vous présenterons d'ici le référendum quelques textes d'opinion publiés par le Winnipeg Free Press sur la question du Québec. En retour, le quotidien manitobain publiera des éditoriaux ou des chroniques du SOLEIL sur le même sujet. Chaque journal assure la traduction des écrits de l'autre.

Quiconque a besoin d'être convaincu de l'existence au Canada d'au moins deux sociétés distinctes n'a qu'à comparer comment Lucien Bouchard est perçu au Québec et la vision qu'en a le reste du Canada.

La différence est dramatique, et ne reflète pas seulement les opinions des plus radicaux de chaque camp, les souverainistes convaincus au Québec ou les patriotes du reste du Canada.

John Dafoe

La différence est tout aussi saisissante parmi ceux qui, dans la majorité modérée, professent des visées différentes sur l'avenir du Québec au sein ou hors du Canada mais qui sont prêts à en débattre avec un certain degré de froide raison.

Au Québec, la plupart des gens, souverainistes comme fédéralistes, semblent considérer M. Bouchard avec un profond respect. Hors du Québec, la plupart se méfient de lui profondément.

La plupart des Québécois voient M. Bouchard comme un homme de principe. La majorité, à l'extérieur, le considère comme un manipulateur.

La plupart des Québécois voient en lui un homme dévoué aux intérêts de son peuple. Hors Québec, la majorité le considère comme un homme qui a fait sa carrière en songeant d'abord à ses intérêts personnels.

La plupart des Québécois le trouvent constant. La majorité des gens, hors du

Québec, le trouve retors et peu digne de confiance.

La plupart des Québécois le disent charismatique. La majorité des autres Canadiens le trouve austère et peu attirant.

Beaucoup de Québécois, fédéralistes comme souverainistes, voient clairement en Lucien Bouchard le symbole suprême de leurs plus grands espoirs. Pour beaucoup de gens hors du Québec, il représente leurs pires cauchemars.

Ce n'est pas seulement parce qu'il dirige la campagne séparatiste. D'autres chefs souverainistes ont soulevé l'opposition du reste du Canada, mais sans jamais susciter le même niveau de ressentiment ou de méfiance que M. Bouchard.

René Lévesque était perçu comme une menace pour le Canada mais peu pouvaient résister à son charme. Jacques Parizeau est vu comme un tantinet comique avec ses manières britanniques mais personne ne nie qu'il y ait une grande intelligence et un sens constant du devoir derrière ses menées.

Ce qui soulève la méfiance envers M. Bouchard dans le reste du Canada est exactement la même caractéristique qui inspire le respect au Québec — sa profonde ambivalence. La carrière politique de M. Bouchard s'est étendue à quatre partis politiques, les libéraux, les conservateurs, le Parti québécois et le Bloc québécois. Il a été fédéraliste, séparatiste, fédéraliste encore puis une fois de plus séparatiste. Son passage comme fédéralis-

te dans le gouvernement Mulroney lui a rapporté de nombreux bénéfices personnels et politiques. En réponse, il a tourné le dos au parti et au pays qui l'avaient si bien récompensé.

Pour beaucoup au Canada, cette conduite est outrageuse. Pour beaucoup au Québec, elle semble probablement naturelle dans le contexte des pressions économiques et sociales qu'y affronte la population.

M. Bouchard a obtenu le meilleur des deux mondes, la satisfaction psychologique du séparatisme et les bienfaits matériels du fédéralisme.

Beaucoup de Québécois recherchent à peu près la même chose, comme le veut l'humoriste: un Québec indépendant dans un Canada uni.

Un récent sondage de Radio-Canada indiquait que 55% des Québécois voteraient pour la souveraineté s'ils avaient une certitude raisonnable que le reste du Canada maintiendrait une association économique avec un Québec indépendant et que les habitants de ce Québec indépendant conserveraient leur citoyenneté et leur passeport canadiens.

Les forces fédéralistes s'affairent à essayer de convaincre les Québécois que le meilleur des deux mondes n'est pas disponible, et les Canadiens hors Québec se joignent à ce chœur.

Cet argument prévaudra sans doute le jour du référendum mais beaucoup de Québécois auront regretté d'avoir eu à choisir entre des options aussi radicales. M. Bouchard, semble-t-il, partagent les aspirations de Lucien Bouchard.

Ancien éditorialiste en chef du Winnipeg Free Press, M. Dafoe rédige une chronique politique hebdomadaire.

Hors du Québec, la plupart se méfient profondément de Bouchard

Un « Paléo » répond à un « Néo »

Yvon Dionne

L'auteur est de Charlesbourg

(En réponse à l'article d'Antoine Ahua paru le 20 septembre)

Le 20 septembre, LE SOLEIL a publié un article signé par M. Antoine Ahua (agent de recherche au gouvernement du Québec, chargé de cours à l'université Laval) intitulé: « Néo-Québécois et Paléo-Québécois, dos à dos sur la souveraineté », dans lequel l'auteur défend un fédéralisme idéaliste où nous serions tous des immigrants.

Le texte, sous des apparences bien intentionnées (qui peut s'opposer à la vertu?), est farci d'inexactitudes, de faussetés et d'insinuations provocatrices et l'auteur nous pontifie de platitudes du genre de celle-ci: « Il suffit de nous élever en avion pour consta-

ter qu'il n'y a pas de frontière entre le Québec et l'Ontario ».

Tant que le Québec ne contrôlera pas son immigration et sa citoyenneté, les néo-Québécois vivront dans l'ambiguïté entre l'appartenance au Canada, à majorité anglophone, et l'appartenance au Québec, qui a un statut de province, à majorité francophone.

Voici quelques chiffres pour nous aider à descendre sur terre.

Les fédéraux prétendent que la souveraineté n'est pas justifiée parce que le fait français n'est pas menacé au Québec.

Sur 2,9 millions de personnes d'origine française vivant dans les autres provinces et territoires en 1991, il n'en restait que 23% qui parlaient encore

(à l'occasion ou principalement) le français à domicile, dont la moitié au Nouveau-Brunswick.

Sur l'île de Montréal, la proportion des personnes de langue maternelle française est passée de 63% en 1941 à 57% en 1991; elle est moins de 50% pour ce qui est de la population scolaire.

C'est notre avenir en tant que peuple francophone qui est l'enjeu réel du référendum

Malgré la confusion du débat actuel, les mésententes sur le sens des mots, les divergences sur les options économiques ou sociales, quant à savoir si nous souhaitons être partenaires ou non avec les autres pays (la question ne se pose même pas), quant à savoir si on aime ou non Jacques Parizeau ou Daniel Johnson, si on aime ou non les Rocheuses... etc., c'est notre avenir en tant que

peuple francophone qui est l'enjeu réel et principal du référendum le 30 octobre.

Évidemment, pour demeurer français cela représente déjà un coût, même en tant que province (institutions distinctes, etc.). Ce coût va-t-il augmenter avec l'indépendance du Québec et, si oui, serions-nous prêts à l'assumer?

Pour l'instant, la démonstration du camp du NON n'est pas faite et en fait le camp du NON, peut-être faute de mieux, semble plutôt avoir adopté la stratégie du chantage et du langage de ruelle.

Ceux qui nous prédisent la catastrophe advenant un OUI majoritaire devraient réaliser que, par exemple, il faudra de toutes façons continuer à

payer notre part de la dette fédérale advenant un NON majoritaire, à même les impôts prélevés au Québec par Ottawa (environ 30 milliards \$).

En bonne logique, pensent-ils que cette part sera moindre en votant NON? Au seul titre des transferts fédéraux au Québec (incluant la péréquation), une étude du ministère des Finances du Québec parue en annexe au budget du 9 mai démontre que le Québec, depuis 1981, est déficitaire d'environ

20 milliards \$ par rapport à une situation où les transferts auraient été remplacés par des points d'impôts prélevés par le gouvernement du Québec.

Ce montant est plus du tiers de la dette directe du Québec.

Le camp du NON semble avoir adopté la stratégie du chantage et du langage de ruelle

BOSNIE

La trêve ne tient qu'à un fil

■ SARAJEVO (Reuter et AFP) — La trêve en Bosnie semblait de plus en plus menacée, hier, par les violents combats qui se déroulent dans le nord-ouest du pays. Et l'ONU n'a pas dissimulé ses inquiétudes.

« La situation dans la région autour de Sanski Most est très inquiétante. Des combats semblent s'y poursuivre de façon délibérée et, selon nos estimations, il n'y a pas eu de cessez-le-feu dans la région, mais tout simplement une poursuite des combats », a déclaré le colonel Chris Vernon, porte-parole de l'ONU.

Selon l'agence de presse indépendante yougoslave Beta, les civils serbes fuient la ville de Prijedor, dans le nord-ouest, soumise aux bombardements des forces communes croato-bosniaques qui ne tiennent aucun compte du cessez-le-feu.

L'agence Beta, qui cite des sources militaires serbes, rapporte que les forces croates et musulmanes se rapprochaient de Krupa, localité située à une quinzaine de kilomètres de Banja Luka et que d'importantes détonations peuvent être entendues au sud de la ville.

L'armée serbo-bosniaque est toujours présente à Prijedor où elle assure la défense de la ville située à 50 km à l'est de Banja Luka, le principal fief serbe dans le nord de la Bosnie.

Selon l'agence Beta, dont les informations se sont dans le passé révélées fiables, les forces musulmano-croates se trouvaient jeudi soir à une dizaine de km de Prijedor, dernière localité avant Banja Luka.

UNE SITUATION DIFFICILE À RÉSoudre

À Prague le président bosniaque Alija Izetbegovic a estimé que les problèmes posés par le partage de la Bosnie seraient difficiles à résoudre.

« Je ne suis pas d'un grand optimisme quant à la rapidité avec laquelle un accord de paix définitif sera signé, a-t-il dit. Nous aurons (un ac-

Quelque

120 000 Serbes

se sont réfugiés

à Banja Luka

cord de paix), mais le processus sera long (...) De nombreuses questions n'ont pas encore été résolues », a-t-il reconnu.

Le président Izetbegovic, qui venait de s'entretenir avec le président tchèque Vaclav Havel, a estimé cependant que le cessez-le-feu tiendrait, « même s'il y a des violations ».

Interrogé sur les affrontements qui se sont produits près de Sanski Most, M. Izetbegovic a répondu que « le gouvernement bosniaque respecterait les conditions du cessez-le-feu, mais que restaient possibles des incidents ».

Selon l'agence Beta la situation humanitaire dans la région de Banja Luka est catastrophique et la population est au bord de la panique.

« Presque tous les nouveaux réfugiés, des dizaines de milliers d'entre eux, vivent et dorment dans les rues. La nourriture de base manque, il est même difficile de trouver du pain », rapporte l'agence.

Dans une conférence de presse à Belgrade, hier, le rapporteur spécial de l'ONU pour les Droits de l'Homme, Elisabeth Rehn, a déclaré qu'il fallait empêcher que Banja Luka ne devienne une « nouvelle catastrophe ».

Quelque 120 000 civils serbes se sont réfugiés à Banja Luka, fuyant les régions de l'ouest de la Bosnie qui sont passées, depuis le 9 septembre, aux mains des forces croato-musulmanes, tandis que plusieurs milliers de Musulmans et de Croates ont été expulsés de la ville.

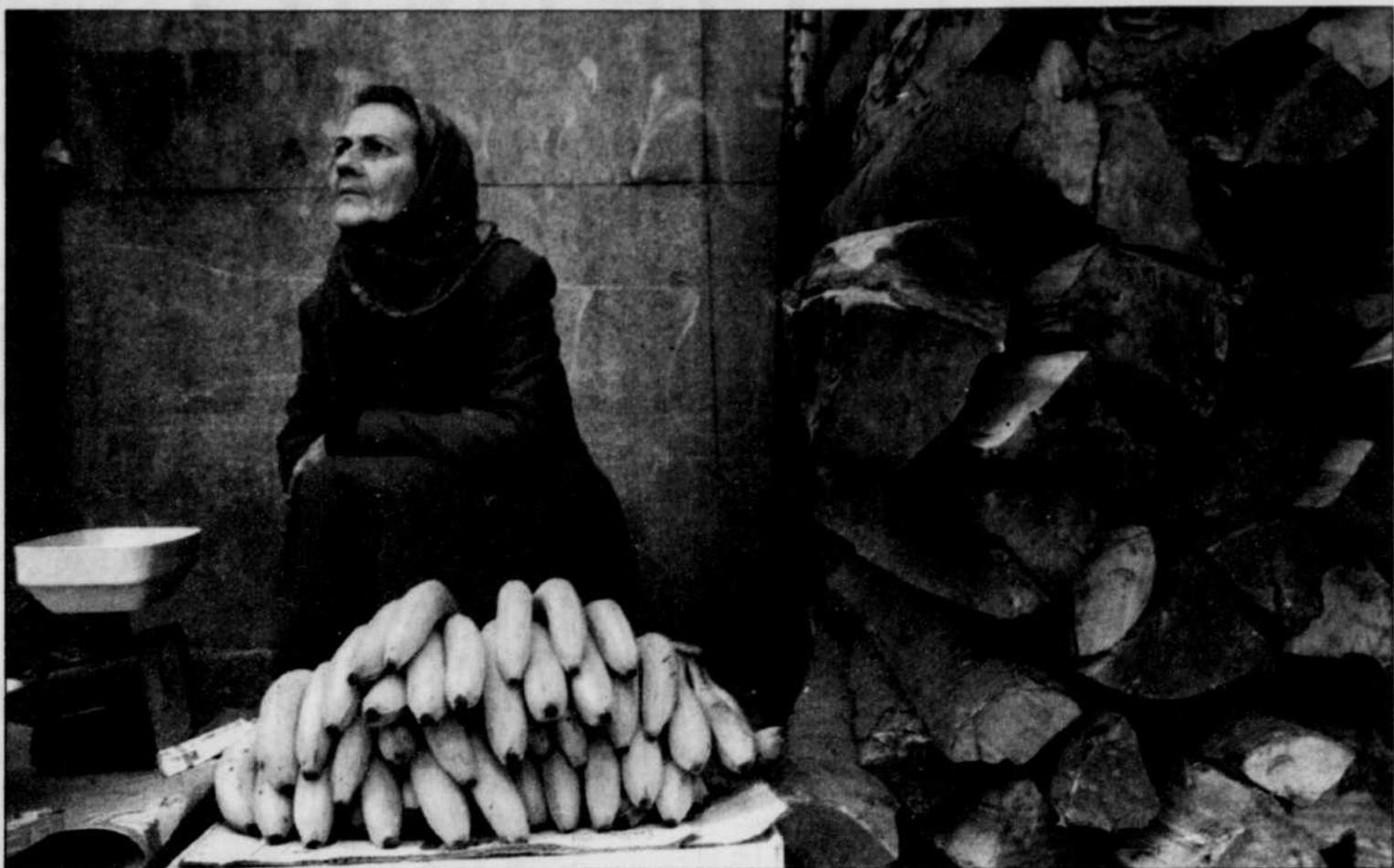
PLUSIEURS COUPABLES

Mme Rehn a tenu à « souligner très fermement » qu'il n'y avait pas « qu'une seule partie mais plusieurs parties coupables ».

Jeudi, les autorités de Banja Luka ont décrété le couvre-feu la nuit, interdit les boissons alcoolisées et fermé les écoles et les restaurants.

Les parties en conflit en Bosnie doivent se retrouver à la fin de ce mois aux États-Unis pour des pourparlers de paix qui, espèrent les médiateurs internationaux, aboutiront à un accord sur le partage de la Bosnie entre les Serbes et une fédération musulmano-croate.

Le président
bosniaque
peu
optimiste,
mais la trêve
tiendra



Des bananes et du bois à vendre à Sarajevo. Une situation que les habitants de la capitale bosniaque n'avaient pas vue depuis fort longtemps.

Grande ouverture.



Voici, pour la première fois, un contenant de lait muni d'un bouchon! Plus besoin de vous battre pour ouvrir le contenant. Et puisqu'il se referme, vous

pouvez savourer de verre en verre le goût toujours frais du nouveau Ultra'lait. Ultra'lait contient 16 éléments nutritifs et se conserve jusqu'à 30 jours.

Natrel
La force du lait